

Open Budget Survey 2019

Questionnaire

Côte d'Ivoire

April 2020

Country Questionnaire: Côte d'Ivoire

PBS-1. What is the fiscal year of the PBS evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:

AF 2019

Source:

www.budget.gouv.ci

www.dgbf.gouv.ci

Comment:

Il s'agit du Document de Programmation Economique et Budgétaire Pluriannuel (DPEBP). Ce document est produit mais n'ai pas rendu accessible au public.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il s'agit bien de AF 2019. Mais le commentaire de l'évaluateur n'est pas correct parce le rapport préalable au Budget ou DPBEP 2019-2021 (Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuelle) qui répond au critère de publication en 2018 est bien disponible. Il est publié sur le site de la Direction générale du Budget en même temps que les autres documents budgétaires. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est bel et bien produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019, c'est à dire plus de six (6) mois avant l'année budgétaire et plus de trois (3) mois avant le dépôt prochain du projet de budget au Parlement (mi-octobre 2019). Concernant l'année 2018 pour le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

IBP Comment

Having discussed the Peer and Government Reviewers' comments with the researcher, he provided the following, exhaustive response: "L'année budgétaire considérée dans cette évaluation est 2019 et non celui de 2020. Donc si le Document de programmation budgétaire économique pluriannuelle de 2019 étant publié le 28 décembre 2018 est considéré comme pas disponible, il n'est pas conforme au calendrier de publication en ce qui concerne ce document par rapport à la méthodologie d'enquête (l'Avant-projet de budget doit être publié 1 mois avant la présentation du budget au parlement)."

PBS-2. When is the PBS made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for a PBS to be considered publicly available, it must be made available to the public one month before the Executive's Budget Proposal is submitted to the legislature for consideration. If the PBS is not released to the public at least one month before the Executive's Budget Proposal is submitted to the legislature for consideration, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the PBS.

Answer:

d. The PBS is not released to the public, or is released less than one month before the Executive's Budget Proposal is introduced to the legislature

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est d Le rapport préalable au budget qui est le DPBEP 2019-2021 a été publié le 28/12/2018 sur le site de la Direction générale du Budget (DGB) en même temps que les autres documents budgétaires.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. At least four months in advance of the budget year, and at least one month before the Executive's Budget Proposal is introduced in the legislature

Comments: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019, c'est à dire plus de six (6) mois avant l'année budgétaire et plus de trois (3) mois avant le dépôt prochain du projet de budget au Parlement (mi-octobre 2019). Concernant l'année 2018 pour le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

IBP Comment

See comments and discussion for question PBS-1. The response remains unchanged.

PBS-3a. If the PBS is published, what is the date of publication of the PBS?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:

Source:

N/A

Comment:

N/A

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: 28/12/2018

Comments: Le DPBEP 2019-2021 a été publié le 28 /12/2018, en même temps que les autres documents budgétaires sur le site de la Direction générale du Budget et des Finances. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Je ne comprend pas le commentaire qui est fait. En effet, le commentaire est relatif au Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuel et semble ne pas concerner l'année fiscale. Toutefois, il convient d'apporter les précisions suivantes : Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019.

IBP Comment

This research uses the 2019 Pre-Budget Statement (PBS) because the 2020 PBS was published *after* the cutoff date of the OBS research that is December 31, 2018. And the 2019 PBS was published at the same time as the Enacted Budget, that is too late for it be considered "published in a timely manner" according to the OBS methodology. See also the comments and discussion for question PBS-1. The response remains unchanged ("d").

PBS-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the PBS.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:
N/A

Source:
N/A

Comment:
N/A

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Date de mise en ligne sur le site de la Direction générale du Budget (DGB) <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

Comments: Le rapport préalable au Budget qui est le DPBEP 2019-2021 est produit et publié avec l'ensemble des autres documents budgétaires relatifs au Budget 2019 et mis en ligne sur le site de la Direction générale du Budget et des Finances le 28/12/ 2018.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019. Nous avons vérifié la publication dudit document avant de tenir le Débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée Nationale. Il convient d'indiquer de le DPBEP est publié depuis le début de son élaboration. Pour l'année 2018 concernant le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf>
<http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

IBP Comment

This research uses the 2019 Pre-Budget Statement (PBS) because the 2020 PBS was published *after* the cutoff date of the OBS research that is December 31, 2018. And the 2019 PBS was published at the same time as the Enacted Budget, that is too late for it be considered "published in a timely manner" according to the OBS methodology. See also the comments and discussion for question PBS-1. The response remains unchanged.

PBS-4. If the PBS is published, what is the URL or weblink of the PBS?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:
<http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

Source:
N/A

Comment:
N/A

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Voir les liens suivants: <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>
<http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat/10>

Comments: Le document a d'abord été publié sur le site de la Direction générale du Budget (<http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08->

DPBEP-2019.pdfGB le 28/12/2018) et par la suite sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille à l'Etat le 31/12/2018 (<http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat/>).

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État : Concernant l'année 2018 pour le budget 2019 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf>
<http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf> Concernant l'année 2019 pour le budget 2020
<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf>

IBP Comment

This research uses the 2019 Pre-Budget Statement (PBS) because the 2020 PBS was published *after* the cutoff date of the OBS research that is December 31, 2018. And a (revised) 2019 PBS was published at the same time as the Enacted Budget, that is too late for it be considered "published in a timely manner" according to the OBS methodology. See also the comments and discussion for question PBS-1. It is true, however, that the PBS was eventually published online, and the URL has therefore been added.

PBS-5. If the PBS is published, are the numerical data contained in the PBS available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>

Option "d" applies if the PBS is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. No

Comments: La réponse est c : Le rapport préalable au Budget qui est le DPBEP est produit et publié sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances mais en format PDF qui n'est pas qualifié de "machine readable".

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. No

Comments: Les Documents de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) publiés l'ont été sous le format PDF. Toutefois, certains tableaux peuvent être copiés et collés sous format Excel.

PBS-6a. If the PBS is not publicly available, is it still produced?

If the PBS is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question PBS-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question PBS-2)

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

c. Produced for internal purposes/use only

Source:

Comment:

Le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) est produit à usage interne. Le dernier accessible en ligne date de 2015 (http://budget.gouv.ci/uploads/docs/13-dpbep_2016_2018_mis_a_jour_apres_an30_dec_15.pdf).

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Produced but made available online to the public too late (published after the acceptable time frame)

Comments: La réponse est a Le rapport préalable au Budget qui est le DBPEB est publié sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances mais en même temps que l'ensemble des autres documents budgétaires. Le document sur le DPBEP 2019-2021 est accessible sur le site WEB;

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: e. Not applicable (the document is publicly available)

Comments: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019, c'est à dire plus de six (6) mois avant l'année budgétaire et plus de trois (3) mois avant le dépôt prochain du projet de budget au Parlement (mi-octobre 2019). Concernant l'année 2018 pour le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

IBP Comment

This research uses the 2019 Pre-Budget Statement (PBS) because the 2020 PBS was published *after* the cutoff date of the OBS research that is December 31, 2018. Only a *revised* 2019 PBS was published at the same time as the Enacted Budget, that is too late for it be considered "published in a timely manner" according to the OBS methodology, and is part of the EB package. Our understanding is that the initial Pre-Budget Statement (that is the one that is not revised and is produced before the EBP is tabled to parliament) is not made public. See also the comments and discussion for question PBS-1.

PBS-6b. If you selected option "c" or "d" in question PBS-6a, please specify how you determined whether the PBS was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question PBS-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Celui qui est disponible est dépassé.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/13-dpbep_2016_2018_mis_a_jour_apres_an30_dec_15.pdf

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: La réponse est n/a: Le rapport préalable au Budget qui est le DBPEB est publié sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances mais en même temps que l'ensemble des autres documents budgétaires.

Comments: Le rapport préalable au Budget qui est le DBPEB est publié sur le site de la DGB et sur celui du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille d'Etat. Source: <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf> <http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: N/A

Comments: Le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuel (DPBEP) est produit et publié sur le site internet du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et du Portefeuille de l'État comme le prouve le lien ci-après : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Ce document a été publié avant la

tenue du Débat d'Orientation Budgétaire à l'Assemblée Nationale le jeudi 27 juin 2019, c'est à dire plus de six (6) mois avant l'année budgétaire et plus de trois (3) mois avant le dépôt prochain du projet de budget au Parlement (mi-octobre 2019). Concernant l'année 2018 pour le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

PBS-7. If the PBS is produced, please write the full title of the PBS.

For example, a title for the Pre-Budget Statement could be "Proposed 2019 State Budget" or "Guidelines for the Preparation of Annual Plan and Budget for 2018/19."

If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP)

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/13-dpbep_2016_2018_mis_a_jour_apres_an30_dec_15.pdf

Comment:

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP)

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le Rapport préalable au Budget correspond au Document de Programmation Budgétaire économique et Pluriannuelle (DPBEP) qui doit servir au Débat d'orientation budgétaire. Il inclut les projections macroéconomiques et les politiques en matière de finances publiques pour les périodes à venir.

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Nous sommes d'accord, mais la source devrait être : Concernant l'année 2019 pour le budget 2020 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/DPBEP1.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2019/07/DPBEP.pdf> Concernant l'année 2018 pour le budget 2019, voir également les liens ci-après : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/08-DPBEP-2019.pdf>

PBS-8. Is there a "citizens version" of the PBS?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

N/A

Comment:

N/A

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est b. Ce document ne comporte pas de version citoyenne.

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne et mis en ligne depuis le 29 mars 2019. Voir : http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf

EBP-1a. What is the fiscal year of the EBP evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:

AF 2019

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il s'agit bien de l'exercice budgétaire 2019 qui va de Janvier à Décembre 2019.

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

EBP-1b. When is the EBP submitted to the legislature for consideration?

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:

15/10/2018

Source:

Site web du Secrétariat d'Etat Auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.
<https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2017-12-18/cote-d-ivoire-le-projet-de-loi-de-finances-adopte-en-commission-avant-son-vote-en-pleniere-762118.html>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le projet de loi des finances 2019 adopté en Conseil des Ministres le 26/09/2018 a été transmis à l'Assemblée nationale le 24/10/2018. Le lien indiqué ci dessus par l'évaluateur à savoir (voir ci dessous) porte plutôt sur le Projet de Budget de l'Etat 2018.

<https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2017-12-18/cote-d-ivoire-le-projet-de-loi-de-finances-adopte-en-commission-avant-son-vote-en-pleniere-762118.html>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: 15/10/2018

Comments: La transmission du projet de budget à l'assemblée nationale est justifiée par la décharge de l'assemblée nationale de la lettre de transmission des documents du projet de budget.

Researcher Response

Voir <https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2017-12-18/cote-d-ivoire-le-projet-de-loi-de-finances-adopte-en-commission-avant-son-vote-en-pleniere-762118.html>. L'article auquel fait référence ce lien ne parle que de l'adoption et non de la transmission budget budget au parlement.

Nous ne pouvons confirmer cette date du 24 octobre 2018 comme date de transmission du projet de loi de finances 2019 au parlement. Par ailleurs, nous voulons signifier que la date du 24 octobre 2018 n'est d'ailleurs pas conforme au calendrier budgétaire qui a fixé le délai au 15 octobre 2018.

IBP Comment

The URL provided by the researcher only shows that the budget had been approved by the relevant parliamentary commission and was being examined by the plenary. While the government has not provided a URL to prove the suggested date for when the budget was tabled, it is fair to assume that if the committee had already approved the document by October 24, such document had been tabled earlier than that date. The response is therefore revised to take into account the Government's comment and suggestion.

EBP-2. When is the EBP made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for an EBP to be considered publicly available, it must be made available to the public while the legislature is still considering it and before the legislature approves (enacts) it. If the EBP is not released to the public before the legislature approves it, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the EBP.

The OBS definition of an Executive's Budget Proposal is a document(s) that (i) the executive submits to the legislature as a formal part of the budget approval process and (ii) the legislature either approves or on which it approves proposed amendments.

The OBS will treat the Executive's Budget Proposal as "Not Produced," in the following cases:

- *The executive does not submit the draft budget to the legislature; or*
- *The legislature receives the draft budget but does not approve it or does not approve recommendations on the draft budget;*
- *The legislature rejects the draft budget submitted by the executive, but the executive implements it without legislative approval; or*
- *There is no legislature, or the legislature has been dissolved.*

Answer:

b. At least two months, but less than three months, in advance of the budget year, and in advance of the budget being approved by the legislature

Source:

Site web du Secrétariat d'Etat Auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est b. Le projet de Budget de l'Etat 2019, adopté par le Gouvernement le 26/09/2018 a été publié le 24/10/2018.

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Government Reviewer

Opinion: Agree

EBP-3a. If the EBP is published, what is the date of publication of the EBP?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

In the comment boxes below, researchers should also list any supporting documents to the EBP and their date of publication.

Answer:
24/10/2018

Source:
Site web du Secrétariat d'Etat Auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

Comment:
Javascript confirme la date du 24/10/018.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le projet de loi des finances 2019 a été publié le 24/10/2018 sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille d'Etat; <http://budget.gouv.ci/article/106/projet-de-budget-2019>

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

EBP-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the EBP.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:
Dans le cadre du suivi, nous visitons régulièrement le site du Secrétariat d'Etat Auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat. Lorsque le document est publié, nous téléchargeons et clic droit puis on sélectionne "inspecter" et on considère la date de "dernière modification" comme la date de publication.

Source:

Comment:
Javascript confirme la date du 24/10/018.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Sur le site web du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Portefeuille et du Budget de l'Etat; http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: La méthode décrite par le chercheur, bien qu'intéressante, n'est pas totalement fiable. Il conviendrait de personnellement s'assurer sur le site à la date butoir, ou de demander aux services concernés le lien du document ou l'emplacement sur le site au jour de la date butoir. En effet, le document peut connaître de petites corrections.

EBP-4. If the EBP is published, what is the URL or weblink of the EBP?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

In the comment boxes below, researchers should also list any supporting documents to the EBP and their URL or weblink.

Answer:
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Source:
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf
Le document a été retiré du site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

Comment:

C'est le seul document qui a été publié.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Voir lien ci dessous (Voir Site WEB du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat).
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le document n'a pas été retiré du site. Le chercheur a du avoir un problème de connexion internet.
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf Le DPBEP a également été publié le 27 juin 2019.

Comments: Le document est toujours en ligne et consultable à la même adresse électronique telle que précisée plus haut

Researcher Response

Voir aussi: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, and confirm that at the moment the URL is functioning.

EBP-5. If the EBP is published, are the numerical data contained in the EBP or its supporting documents available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>.

Option "d" applies if the EBP is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Le document est en PDF.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est c. Le document est en version numérique mais en PDF.

Government Reviewer

Opinion: Agree

EBP-6a. If the EBP is not publicly available, is it still produced?

If the EBP is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question EBP-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question EBP-2).

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

e. Not applicable (the document is publicly available)

Source:

N/A

Comment:

N/A

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est e. Le document est bien accessible sur le site WEB.

Government Reviewer

Opinion: Agree

EBP-6b. If you selected option "c" or "d" in question EBP-6a, please specify how you determined whether the EBP was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question EBP-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

N/A

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments:

Government Reviewer

Opinion: Agree

EBP-7. If the EBP is produced, please write the full title of the EBP.

For example, a title for the Executive's Budget Proposal could be "Draft Estimates of Revenue and Expenditure for BY 2018-19, produced by the Ministry of Finance, Planning and Economic Development."

If there are any supporting documents to the EBP, please enter their full titles in the comment box below.

If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2019.

Source:
Projet de Budget 2019 Communication en Conseil des Ministre.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le titre est: PROJET DE BUDGET 2019.

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il convient d'ajouter que le DPBEP est actualisé et accompagne le projet de budget 2019

EBP-8. Is there a "citizens version" of the EBP?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets>.

Answer:

b. No

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-1a. What is the fiscal year of the EB evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:

AF 2019

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

EB-1b. When was the EB approved (enacted) by the legislature?

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:
27/12/2018

Source:
<http://www.afrikipresse.fr/politique/cote-d-ivoire-le-budget-2019-adopte-par-219-deputes-sur-224-presents-2>

Comment:
En ce moment où nous remplissons ce formulaire, le site de l'assemblée nationale n'est pas accessible.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le budget 2019 a été voté à l'Assemblée nationale par les députés le 27/12/2018 après avoir été approuvé par la Commission des Finances de l'Assemblée nationale le 17/12/2018. www.assnat.ci/assembleenationale/?les-deputes-adoptent-quatre-projets-de...pleniere
<http://www.assnat.ci/assembleenationale/?le-budget-de-l-etat-pour-l-annee-2019-adopte-par-la-caef>

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-2. When is the EB made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for an EB to be considered publicly available, it must be made available to the public three months after the budget is approved by the legislature. If the EB is not released to the public at least three months after the budget is approved by the legislature, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the EB.

Answer:
a. Two weeks or less after the budget has been enacted

Source:
Site du Secrétariat d'Etat Au près du Premier Ministre en Charge du Budget et du portefeuille de l'Etat.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est a. Le budget 2019 a été voté à l'Assemblée nationale le 27/12/2018 et publié d'abord sur le site WEB de la DGB le 28/12/2018 et par la suite sur le site WEB du Secrétariat d'Etat au près du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat le 31/12/2018. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/01-LOI-DE-FINANCES-2019.pdf> <http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat> Par ailleurs, le Journal officiel a publié la Loi des finances 2019 le 28/12/ 2018 .

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-3a. If the EB is published, what is the date of publication of the EB?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:
31/12/2018

Source:
Site du Secrétariat Auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

<http://dgbf.gouv.ci/loi-de-finances-initiales/>

Comment:
Javascript confirme la date du 31/12/2018.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le Budget de l'Etat 2019 a été publié le 28/12/2018;

Comments: Le budget 2019 a été voté à l'Assemblée nationale le 27/12/2018 et publié d'abord sur le site WEB de la DGB le 28/12/2018 et par la suite sur le site WEB du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat le 31/12/2018. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/01-LOI-DE-FINANCES-2019.pdf> <http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat> Par ailleurs, le journal officiel a publié la loi des finances 2019 le 28/12/2018. Par ailleurs, la loi des finances portant Budget de l'Etat 2019 a été publié dans le journal officiel le 28/12/2018 (La loi 2018-984 portant Budget 2019 promulguée le 28 Décembre 2018 et publiée au Journal officiel n°14, numéro spécial du vendredi 28 décembre 2018 (http://budget.gouv.ci/uploads/docs/Annexe_Fiscale_au_Budget_2019.pdf))

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Autre lien : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Researcher Response

Le budget 2018 de l'exécutif a été publié le 12/30/2018. Car en effet, le moyen de vérification que nous utilisons dans le cadre de l'évaluation est le suivi au jour le jour ou à la rigueur lorsque le document est déjà publié pendant que nous sommes hors connexion alors on utilise le système qui consiste à considérer la date de dernière modification comme la date de publication.

EB-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the EB.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Sur le site web du Secrétariat d'Etat Auprès du Premier Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat (SEPMBPE) je télécharge, je fais clic droit, je sélectionne "inspecter" la date de la dernière modification est celle que je considère comme la date de publication.

Source:
<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>
Obtenu via: <http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Mais , voir plutôt le site de la DGB <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/01-LOI-DE-FINANCES-2019.pdf>

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

EB-4. If the EB is published, what is the URL or weblink of the EB?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

<http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il s'agit des liens sur le site WEB de la DGB (Direction générale du Budget) et sur celui du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/01-LOI-DE-FINANCES-2019.pdf>

<http://budget.gouv.ci/budget/budget-etat>

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-5. If the EB is published, are the numerical data contained in the EB available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>

Option "d" applies if the EB is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Le document est en PDF.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le document est en version numérique mais en PDF.

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-6a. If the EB is not publicly available, is it still produced?

If the EB is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question EB-2 was "d"), a government may nonetheless

produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question EB-2)

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

e. Not applicable (the document is publicly available)

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le document est bien accessible sur le site WEB.

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-6b. If you selected option "c" or "d" in question EB-6a, please specify how you determined whether the EB was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question EB-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

EB-7. If the EB is produced, please write the full title of the EB.

For example, a title for the Enacted Budget could be "Appropriation Act n. 10 of 2018."

If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2019

Source:

Budget 2019.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2019 <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2018/12/01-LOI-DE-FINANCES-2019.pdf>

Government Reviewer

Opinion: Agree

EB-8. Is there a "citizens version" of the EB?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Aucun budget citoyen n'a été publié en 2018. Il existe bien un Budget citoyen 2019 mais qui a été publié en 2019. <http://budget.gouv.ci> http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019.03.29_T_1.pdf

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Yes

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances. Le document a été publié le 29 mars 2019 dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019 : http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

Researcher Response

Ici le Gouvernement utilise la Budget citoyen pour l'année 2019 qui est malheureusement publié bien après la date limite (31 décembre 2018) et donc on ne le peut pas prendre en considération pour cette question

CB-1. What is the fiscal year of the CB evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

If more than one Citizens Budget is produced, for each CB please indicate the document the CB simplifies/refers to, and the fiscal year.

Answer:

AF 2019

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

CB-2a. For the fiscal year indicated in CB-1, what is the public availability status of the CB?

If more than one Citizens Budget is produced, please complete this question for one of them, specifying in the comment box below which document (Executive's Budget Proposal or Enacted Budget) you are referring to, and – in the same comment box – which other Citizens Budget is produced and its public availability status.

Remember that publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified by the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

*Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology
Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.*

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

Answer:

d. Not produced at all

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments:

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: e. Not applicable (the document is publicly available)

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances depuis le 29 mars 2019 et dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019 : http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment and publication of the Citizens Budget. Unfortunately this Citizens Budget cannot be taken into account for this question (and the Open Budget Survey 2019 more generally) as it was published after the cutoff date of December 31, 2018 that was used for all surveyed countries. The response remains, therefore, unchanged.

CB-2b. If you selected option "c" or "d" in question CB-2a, please specify how you determined whether the CB was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question CB-2a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:
N/A

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: N/A

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances depuis le vendredi 29 mars 2019 et dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019 : http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

CB-3a. If the CB is published, what is the date of publication of the CB?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

If more than one Citizens Budget is published, please complete this question for one of them, specifying in the comment box below which document you are referring to, and – in the same comment box – which other Citizens Budget is produced and its dates of publication.

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

CB-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the CB.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:
N/A

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances depuis le vendredi 29 mars 2019. Je me suis moi-même rassuré de la publication à date du document dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019.

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment and publication of the Citizens Budget. Unfortunately this Citizens Budget cannot be taken into account for this question (and the Open Budget Survey 2019 more generally) as it was published after the cutoff date of December 31, 2018 that was used for all surveyed countries. The response remains, therefore, unchanged.

CB-4. If the CB is published, what is the URL or weblink of the CB?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

If more than one Citizens Budget is published, please complete this question for one of them, specifying in the comment box below which document you are referring to, and – in the same comment box – which other Citizens Budget is produced and its URL or weblink.

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

CB-5. If the CB is produced, please write the full title of the CB.

For example, a title for the Citizens Budget could be "Budget 2018 People's Guide" or "2019 Proposed Budget in Brief: A People's Budget Publication."

If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

If more than one Citizens Budget is produced, for the other CB, indicate the document the CB refers to and, next to it, its full title.

Answer:

N/A

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Budget Citoyen 2019

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances depuis le vendredi 29 mars 2019 dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019 : http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment and publication of the Citizens Budget. Unfortunately this Citizens Budget cannot be taken into account for this question (and the Open Budget Survey 2019 more generally) as it was published after the cutoff date of December 31, 2018 that was used for all surveyed countries.

CB-6. If the CB is produced, please indicate which budget document it corresponds to.

If more than one Citizens Budget is produced, please complete this question for one of them, specifying in the comment box below which document you are referring to, and – in the same comment box – which other Citizens Budget is produced and which budget document it simplifies.

Answer:
N/A

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Budget 2019 (projet et adopté)

Comments: Le budget 2019 a été traduit en version citoyenne qui a été publiée en ligne sur le site du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que sur le site de la Direction Générale du Budget et des Finances depuis le vendredi 29 mars 2019 dont une erreur orthographique a été corrigée le 2 avril 2019 . http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment and publication of the Citizens Budget. Unfortunately this Citizens Budget cannot be taken into account for this question (and the Open Budget Survey 2019 more generally) as it was published after the cutoff date of December 31, 2018 that was used for all surveyed countries.

IYRs-1. What is the fiscal year of the IYRs evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:
FY 2018

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

IYRs-2. When are the IYRs made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for IYRs to be considered publicly available, IYRs must be made available to the public no later than three months after the reporting period ends. If at least seven of the last 12 monthly IYRs, or at least three of the last four quarterly IYRs are not released to the public at least three months after the reporting period ends, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the IYRs.

Answer:

c. At least every quarter, and within three months of the period covered

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

IYRs-3a. If the IYRs are published, what are the dates of publication of the IYRs?

Specifically: if quarterly In-Year Reports are published, indicate the dates of publication of at least three of the last four IYRs that were publicly available. If monthly IYRs are published, indicate the dates of publication of at least seven of the last 12 IYRs that were publicly available.

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD Month YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05 September 2018. If the document is not published or not produced, please mark this question "n/a."

Answer:

CCM fin mars 2018 : 30 mai 2018

CCM fin juin 2018 : 21 septembre 2018

CCM fin septembre 2018 : 13 décembre 2018

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il s'agit bien des rapports suivants: CCM fin mars 2018 : 30 mai 2018 CCM fin juin 2018 : 21 septembre 2018 CCM fin septembre 2018 : 13 décembre 2018 A signaler à titre d'information : le seul rapport sur l'exécution du Budget 2019 porte sur le premier trimestre 2019 (à fin Mars 2019).

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Les CCM trimestrielles sur l'exécution du Budget sont publiées 45 jours après la fin du trimestre. Ceci est un engagement suivi de près par les autorités ivoiriennes car inscrit au plan national OGP (Open Government Partnership) et faisant partie des engagement de suivi du Programme Économique et Financier avec le FMI qui suit également le respect de l'engagement.

Researcher Response

Les rapport trimestriels ne sont pas publiés toujours dans les 45 jours suivant leur exécution. Par exemple, nous sommes en 2019 et CCM fin juin 2019 a été publié le 23 aout 2019, soit plus de 45 jours (53 jours) après exécution. Par ailleurs ce sont ces dates ci-dessous que nous avons notées lors nos recherches. CCM Fin Décembre 2017 publié le 12/03/2018 CCM Fin Mars 2018 publié le 30/05/2018 CCM Fin juin 2018 publié le 21/09/2018 CCM Fin Septembre 2018 publié le 13/12/2018

IYRs-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the IYRs.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Nous visitons régulièrement le site du ministère en charge du budget. Pour déterminer la date de publication, nous téléchargeons le document. nous faisons clic droit "inspecter" et la date de la dernière modification est considérée comme celle de sa publication.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: La méthode informatique telle que présentée est pertinente mais peut dans certains cas conduire à des erreurs. En effet, dans le cas d'un réaménagement du site ou d'une correction, pour ne citer que ces exemples, l'information donnée par la méthode ci-dessus ne reflétera pas la réalité. Le site du Ministère du Budget a été réaménagé en 2019 pour une meilleure présentation de l'information.

IYRs-4. If the IYRs are published, what is the URL or weblink of the IYRs?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Researchers should provide the weblink to the most recent In-Year Report in the space below, and – in the comment box underneath – the weblinks to older IYRs.

If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf>

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_mars_2018_.pdf

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf>

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_mars_2018_.pdf

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

IYRs-5. If the IYRs are published, are the numerical data contained in the IYRs available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>

Option "d" applies if the IYRs are not published or not produced, therefore their machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les documents ont été publiés en version PDF.

Government Reviewer

Opinion: Agree

IYRs-6a. If the IYRs are not publicly available, are they still produced?

If the IYRs are not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question IYRs-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question IYRs-2).

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

e. Not applicable (the document is publicly available)

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les documents sont bien accessibles.

Government Reviewer

Opinion: Agree

IYRs-6b. If you selected option "c" or "d" in question IYRs-6a, please specify how you determined whether the IYRs were produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question IYRs-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

IYRs-7. If the IYRs are produced, please write the full title of the IYRs.

For example, a title for the In-Year Report could be "Budget Monitoring Report, Quarter 1" or "Budget Execution Report January-March 2018."

If In-Year Reports are not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Researchers should provide the full title of the most recent In-Year Report in the space below, and – in the comment box underneath – the full titles of older IYRs.

Answer:

Communication en Conseil des Ministres Relative à l'exécution du Budget fin mars 2018

Communication en Conseil des Ministres Relative à l'exécution du Budget fin juin 2018

Communication en Conseil des Ministres Relative à l'exécution du Budget fin septembre 2018

Communication en Conseil des Ministres Relative à l'exécution du Budget fin décembre 2018

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

IYRs-8. Is there a "citizens version" of the IYRs?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would

serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

MYR-1. What is the fiscal year of the MYR evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:

AF 2018

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

MYR-2. When is the MYR made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for an MYR to be considered publicly available, it must be made available to the public no later than three months after the reporting period ends (i.e., three months after the midpoint of the fiscal year). If the MYR is not released to the public at least three months after the reporting period ends, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the MYR.

Answer:

d. The MYR is not released to the public, or is released more than three months after the midpoint

Source:

Not produced

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le Rapport de milieu d'année n'est pas disponible pour le public.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. More than nine weeks, but less than three months, after the midpoint

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge and Government Reviewer's comment. However, the government cites a budget execution report that does not include the forward looking macro and fiscal information required for a document to be considered a Mid-Year Review. The response remains, therefore, unchanged.

MYR-3a. If the MYR is published, what is the date of publication of the MYR?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

MYR-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the MYR.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

n/a

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge and Government Reviewer's comment. However, the government cites a budget execution report that does not include the forward looking macro and fiscal information required for a document to be considered a Mid-Year Review. The response remains, therefore, unchanged.

MYR-4. If the MYR is published, what is the URL or weblink of the MYR?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

MYR-5. If the MYR is published, are the numerical data contained in the MYR available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>.

Option "d" applies if the MYR is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

d. Not applicable

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il existe bien un rapport à mi parcours (fin Juin 2018) sur l'exécution du Budget mais selon la méthodologie de l'OBS, celui ci ne correspond pas au rapport de milieu d'année.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. No

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge and Government Reviewer's comment. However, the government cites a budget execution report that does not include the forward looking macro and fiscal information required for a document to be considered a Mid-Year Review. The response remains, therefore, unchanged.

MYR-6a. If the MYR is not publicly available, is it still produced?

If the MYR is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question MYR-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question MYR-2).

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

d. Not produced at all

Source:

Comment:

Dans l'espace UEMOA, la pratique est que le rapport d'exécution fin juin reprenne quelques informations sur la mise en oeuvre du budget depuis janvier jusqu'à juin de l'année en cours, notamment sur la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses sur le premier semestre. Cependant, il n'existe pas de rapport distinct de milieu d'année.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Produced but made available online to the public too late (published after the acceptable time frame)

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

Researcher Response

Un rapport en milieu d'année est désormais disponible (<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>). Celui-ci est différent du rapport en cours d'année

(http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf) En effet, lorsque nous faisons nos recherches le rapport en milieu d'année n'était pas encore produit en Côte d'Ivoire. Puisque lorsque nous faisons nos recherches le document n'était pas encore publié. Il a été publié le 20/02/2019; c'est pour cela que nous pensons qu'il a été produit mais en retard.

IBP Comment

We welcome and acknowledge Government Reviewer's and the Researcher's comment. However, mid-year budget execution report cited by the Government does not include the forward-looking macro and fiscal information required for a document to be considered a Mid-Year Review. The response remains, therefore, unchanged.

MYR-6b. If you selected option "c" or "d" in question MYR-6a, please specify how you determined whether the MYR was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question MYR-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Il existe un rapport d'exécution fin juin qui ne qualifie pas comme Rapport de Milieu d'année selon la méthodologie OBS.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Le rapport d'exécution à fin juin a été suivi d'un second rapport intitulé "Rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2018" et qui a été publié. <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

Researcher Response

Le Rapport en milieu d'année doit contenir des informations ne contient pas les informations majeurs telles que les impacts de l'exercice à mi-parcours, des informations sur les changements de politiques, les nouvelles propositions de politiques. Par conséquent, le document nommé Rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2018 ne peut pas être considéré comme un rapport à mi-parcours tel que défini par la méthodologie.

IBP Comment

We acknowledge and welcome the Government Reviewer's comment, but in agreement with the researcher, we cannot consider the cited report as a Mid-Year Review. While there are two very general references to what is going to happen at macro-fiscal level for the remainder of the year ("Au regard de la bonne tenue des activités du secteur réel et de l'évolution favorable de l'environnement international, la croissance du PIB national devrait s'établir à 7,8% comme projeté en début d'année," page 2; and "Les efforts de mobilisation des ressources et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement se poursuivront au deuxième semestre 2018, en vue de garantir la bonne exécution du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs d'investissement," page 5), there isn't a more comprehensive presentation of budget figures and macro variables for the second part of the year. It mostly overlaps with a regular quarterly budget execution report. The response remains therefore unchanged.

MYR-7. If the MYR is produced, please write the full title of the MYR.

For example, a title for the Mid-Year Review could be "Semi-annual Budget Performance Report, FY 2017/18" or "Mid-Year Report on the 2018 National Budget."

If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

n/a

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2018 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

MYR-8. Is there a "citizens version" of the MYR?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

YER-1. What is the fiscal year of the YER evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:
AF 2017

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer: AF 2016

Comments: Il s'agit de l'exercice budgétaire 2016 qui renvoie à la loi de règlement 2016 qui porte sur le Budget de l'Etat 2016.
<http://budget.gouv.ci/budget/lois-de-reglements> (site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat).

Government Reviewer
Opinion: Agree

IBP Comment

While we welcome the peer reviewer's comment, given the timeliness requirement for the publication of the Year-End Report (which is 12 months after the end of the reporting period) the appropriate budget year to consider is BY *2017*, as indicated by the researcher and confirmed by the government reviewer. The response remains unchanged.

YER-2. When is the YER made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for an YER to be considered publicly available, it must be made available to the public no later than one year after the fiscal year to which it corresponds. If the YER is not released to the public within one year after the end of the fiscal year to which it corresponds, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the YER.

Answer:
d. The YER is not released to the public, or is released more than 12 months after the end of the budget year

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Comments: La réponse est d. La loi de règlement 2016 portant sur le Budget 2016 a été publiée sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier

Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat le 21/09/2018. http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12-loi_de_reglement_2016-expose_des_motifs_loi.pdf <http://budget.gouv.ci/budget/lois-de-reglements>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. More than nine months, but within 12 months, after the end of the budget year

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

Researcher Response

Nous avons fait le suivi de la publication de cette loi jusqu'à la date butoir qui est le 31 décembre 2018. Passé ce délai le document n'étant pas publié, nous avons arrêté de chercher. Ainsi, pour déterminer la date de publication, nous ne pouvons considérer que celle que propose le programme du fichier en faisant cliquer droit sur le fichier ouvert sur le site web- inspecter - last modification qui est le 20/02/2019. Donc nous estimons que le document a été publié le 20/02/2019.

IBP Comment

The researchers confirmed they searched for the document until the OBS research cutoff date, which was December 31, 2018, and up to that date the document was not posted online. The response remains therefore unchanged.

YER-3a. If the YER is published, what is the date of publication of the YER?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: La loi de règlement 2016 portant sur le Budget 2016 a été publiée le 21/09/2018 sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat. http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12-loi_de_reglement_2016-expose_des_motifs_loi.pdf <http://budget.gouv.ci/budget/lois-de-reglements>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: 31/12/2018

Researcher Response

Nous avons focalisé nos recherches sur la Loi de règlement 2017. Le *projet* de Loi de règlement pourrait aussi être considéré comme YER, mais ce document n'est pas jusque là accessible sur le site web du ministère. Par conséquent nous ne pouvons pas confirmer la date du 31/12/2019 pour le projet de LR. La LR 2017 était disponible sur le site après le 31/12/2019 (car nous avons contrôlé jusqu'à cette date-là).

IBP Comment

The researchers confirmed they searched for the document until the OBS research cutoff date, which was December 31, 2018, and up to that date the document was not posted online. The response remains therefore unchanged

YER-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the YER.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

En après avoir téléchargé le document, nous avons fait cliquer droit puis "inspecter" et nous considérons la date de dernière modification comme la

date de publication.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: La méthode décrite par le chercheur, bien qu'intéressante, n'est pas totalement fiable. Il conviendrait de personnellement s'assurer sur le site à la date butoir, ou de demander aux services concernés le lien du document ou l'emplacement sur le site. Nous nous sommes assurés de la mise en ligne le 31 décembre 2018.

IBP Comment

We welcome and acknowledge the government reviewer's comment. However, in previous questions, the researchers confirmed they searched for the Loi de règlement until the OBS cutoff date of December 31, 2018 at which point the document was not online. The response remains therefore unchanged

YER-4. If the YER is published, what is the URL or weblink of the YER?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

Source:

N/A

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le lien qui traduit la publication de la loi de règlement est indiqué sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat. Voir ci dessous: <http://budget.gouv.ci/budget/lois-de-reglements>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

YER-5. If the YER is published, are the numerical data contained in the YER available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>

Option "d" applies if the YER is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le document est publié mais en PDF.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. No

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

IBP Comment

In light of the peer and government reviewers' comments, and response has been changed from "d" to "c."

YER-6a. If the YER is not publicly available, is it still produced?

If the YER is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question YER-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question YER-2)

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

c. Produced for internal purposes/use only

Source:

<http://budget.gouv.ci/article/115/le-projet-de-loi-de-raeglement-2017-adoptae-par-lassemblee-nationale>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: e. Not applicable (the document is publicly available)

Comments: e. Not applicable (the document is publicly available) Le document publié est bien accessible.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: e. Not applicable (the document is publicly available)

Comments: La Loi de règlement est bel et bien produite et publiée sur le site du ministère du budget

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

IBP Comment

We welcome and acknowledge and reviewers' comments. It was not possible to prove that the document was available online by December 31, 2018, and the researcher himself checked the website up to that date and did not find it. The response remains therefore unchanged, acknowledging that the Loi de règlement 2017 was eventually published in early 2019 (February 2010 was the earliest that we can find proof of).

YER-6b. If you selected option "c" or "d" in question YER-6a, please specify how you determined whether the YER was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question YER-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Le projet de loi de règlement 2017 a été adopté par l'assemblée nationale.

Source:

<http://budget.gouv.ci/article/115/le-projet-de-loi-de-raeglement-2017-adoptae-par-lassemblaee-nationale>

Comment:

Cet article mont que le projet de loi de règlement 2017 a été adopté par l'assemblée nationale en décembre 2018. Et ça veut dire que le document était déjà produit, a temps, mais disponible seulement pour un usage interne (pas en ligne).

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: n/a

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: La Loi de règlement est bel et bien produite et publiée sur le site du ministère du budget

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

Comments: La Loi de règlement est bel et bien produite et publiée sur le site du ministère du budget

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/11_LR_2017_Exposes_des_motifs.pdf

YER-7. If the YER is produced, please write the full title of the YER.

For example, a title for the Year-End Report could be "Consolidated Financial Statement for the Year Ended 31 March 2018" or "Annual Report 2017 Published by the Ministry of Finance and Planning." If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Loi de règlement pour l'année 2017

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2016

Comments: La loi de règlement pour l'année 2017 existe bien mais elle a été publiée le 20/02/2019 d'où le choix de la loi de règlement 2016 publiée le 21/09/2018..

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Selon les explications de la méthodologie de la recherche OBS, le rapport de fin d'année est un document consolidé de tout le gouvernement. Cela suppose un document final (fini et prêt à être diffusé). Alors que le projet de loi de règlement bien que étant élaboré par l'exécutif, doit passer par le parlement qui l'analyse sur la base des documents énumérés par l'article 50 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances avant d'être validé. Cette raison nous fait penser que la Loi de règlement est la plus adaptée.

IBP Comment

We acknowledge the researcher's comment, but would like to clarify that, for the purpose of the Open Budget Survey, it is also possible to accept the *Projet* de loi de règlement before its legislative approval. This however is not changing the responses to the questions on this document, because while the Loi de règlement 2017 was eventually published (after the OBS research cutoff date), the PLR was not published at all.

YER-8. Is there a "citizens version" of the YER?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

AR-1. What is the fiscal year of the AR evaluated in this Open Budget Survey questionnaire?

Please enter the fiscal year in the following format: "FY YYYY" or "FY YYYY-YY."

Answer:

AF 2016

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il s'agit de l'exercice budgétaire 2016 parce que le rapport de la Cour des Comptes sur l'exécution du Budget de l'Etat qui respecte le critère de publication en 2018 est celui de 2016 (RELF 2016).

Government Reviewer

Opinion: Agree

AR-2. When is the AR made available to the public?

Publicly available budget documents are defined as those documents that are published on the website of the public authority issuing the document within the time frame specified in the OBS methodology and that all citizens are able to obtain free of charge. (See the Open Budget Survey Guidelines on Public Availability of Budget Documents.) This is a change from previous rounds of the Open Budget Survey: now at minimum documents must be made available on the Internet and free of charge to be considered publicly available.

The OBS methodology requires that for an AR to be considered publicly available, it must be made available to the public no later than 18 months after the end

of the fiscal year to which it corresponds. If the AR is not released to the public at least 18 months after the end of the fiscal year to which it corresponds, option "d" applies. Option "d" should also be chosen for documents that are produced for internal purposes only (that is, produced but never released to the public) or are not produced at all. Some governments may publish budget documents further in advance than the latest possible dates outlined above. In these instances, researchers should choose options "a" or "b," depending on the date of publication identified for the AR.

Answer:

c. More than 12 months, but within 18 months, after the end of the budget year

Source:

Il existe 3 documents: un rapport définitif sur l'exécution du Budget 2016, une certification des comptes et un rapport annuel qui contient le rapport sur l'exécution du Budget.

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: 1) Le rapport définitif sur l'exécution du Budget de l'Etat 2016

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf> 2) Déclaration générale de conformité 2016

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf> 3) Rapport 2016

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: b. 12 months or less, but more than six months, after the end of the budget year

Comments: Le rapport définitif sur l'exécution du budget 2016 et la déclaration de conformité qui font état de "audit report", ont été produits et publiés dans les 12 mois après la fin de l'année 2016. Par contre le rapport annuel de la cour des comptes peut avoir été publié au-delà des 12 mois. Ce rapport ne constitue pas un "audit report" mais s'apparente à un rapport d'activités.

Researcher Response

La déclaration de conformité fait partie intégrante du rapport d'audit. Cependant, la déclaration de conformité se présente un peu comme une certification des comptes publics par la cour des comptes quoique ne comportant pas assez de détails sur les comptes audités et les recommandations. Il est donc nécessaire de tenir compte du rapport annuel de la cour qui renferme beaucoup d'informations. Le rapport d'audit 2016 (déclaration de conformité 2016) de la cour des comptes a été publié le 05/02/2018. Dans la réponse est effectivement "c".

AR-3a. If the AR is published, what is the date of publication of the AR?

Note that the date of publication is not necessarily the same date that is printed on the document.

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late.

Please enter the date in the following format: "DD/MM/YYYY." For example, 5 September 2018 should be entered as 05/09/2018. If the document is not published or not produced, leave this question blank.

Answer:

4/7/2018

Source:

Il existe 3 documents: un rapport définitif sur l'exécution du Budget, une certification des comptes et un rapport annuel qui contient le rapport sur l'exécution du Budget.

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

<https://news.abidjan.net/h/638186.html>

Comment:

Javascript indique une date de publication au plus tard de 02/05/2018 pour le rapport de définitif sur l'exécution du budget et la certification des comptes.

Javascript indique une date de publication au plus tard de 04/07/2018 pour le rapport annuel.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Il s'agit ici du rapport définitif sur l'exécution du Budget de l'Etat 2016 (adopté par la Cour des Comptes le 26/09/2017) et de la Déclaration générale de conformité 2016 (adopté par la Cour des Comptes le 26/09/2017) qui ont été publiés sur le site WEB de la Cour des Comptes le 05/02/2018. Le rapport public annuel a été publié le 04/07/2018

Comments:

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

AR-3b. In the box below, please explain how you determined the date of publication of the AR.

If the document is not published at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Nous avons ouvert le document sur le site internet de la cour des comptes. Ensuite, nous avons fait clic droit, puis "inspecter" et choisir la date de la dernière modification comme la date de publication.

Source:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Comment:

Il existe 3 documents: un rapport définitif sur l'exécution du Budget, une certification des comptes et un rapport annuel qui contient le rapport sur l'exécution du Budget.

Javascript confirme les dates de publication.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: La méthode décrite par le chercheur, bien qu'intéressante, n'est pas totalement fiable. Il conviendrait de personnellement s'assurer sur le site à la date butoir, ou de demander aux services concernés le lien du document ou l'emplacement sur le site au jour de la date butoir. En effet, le document peut connaître de petites corrections.

AR-4. If the AR is published, what is the URL or weblink of the AR?

Researchers should respond to this question if the document is published either within the time frame accepted by the OBS methodology or too late. If the document is not published at all, researchers should leave this question blank.

Answer:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

Source:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

Comment:

Il existe 3 documents: un rapport définitif sur l'exécution du Budget 2016, une certification des comptes et un rapport annuel qui contient le rapport sur l'exécution du Budget.

Rapport définitif sur l'exécution du budget:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

Declaration: <http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

Rapport annuel de la Cour de comptes:

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Voir le site web de la Cour des Comptes: <http://www.courdescomptes.ci>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

Comments: C'est le rapport définitif sur l'exécution du budget qui fait état de "audit report" et non le rapport public annuel.

IBP Comment

We acknowledge and welcome the Government Reviewer's comment and have edited the main source accordingly.

AR-5. If the AR is published, are the numerical data contained in the AR available in a machine readable format?

Material (data or content) is machine readable if it is in a format that can be easily processed by a computer, such as .csv, .xls/.xlsx, and .json. Numerical data found in PDFs and Word (.doc/.docx) files do not qualify as machine readable. See more at: <http://opendatahandbook.org/glossary/en/terms/machine-readable/>

Option "d" applies if the AR is not published or not produced, therefore its machine readability cannot be assessed.

Answer:

c. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les documents publiés sont en PDF.

Government Reviewer

Opinion: Agree

AR-6a. If the AR is not publicly available, is it still produced?

If the AR is not considered publicly available under the OBS methodology (and thus the answer to Question AR-2 was "d"), a government may nonetheless produce the document.

Option "a" applies if the document is produced and made available to the public online but not within the time frame specified in the OBS methodology (see Question AR-2).

Option "b" applies if the document is produced and made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology but only in hard copy (and is not available online). Option "b" also applies if the document is made available to the public within the time frame specified by the OBS methodology in soft electronic copy but is not available online.

Option "c" applies if the document is produced for internal purposes only and so is not made available to the public.

Option "d" applies if the document is not produced at all.

Option "e" applies if the document is publicly available.

If a document is not released to the public, researchers may need to write to or visit the relevant government office in order to determine whether answer "c" or "d" applies.

Answer:

e. Not applicable (the document is publicly available)

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les documents publiés sont accessibles.

Government Reviewer

Opinion: Agree

AR-6b. If you selected option "c" or "d" in question AR-6a, please specify how you determined whether the AR was produced for internal use only, versus not produced at all.

If option "a," "b," or "e" was selected in question AR-6a, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion:

Government Reviewer

Opinion:

AR-7. If the AR is produced, please write the full title of the AR.

For example, a title for the Audit Report could be "Annual General Reports of the Controller and Auditor General." If the document is not produced at all, researchers should mark this question "n/a."

Answer:

Rapport Définitif sur l'Exécution du budget 2016 et Déclaration de Conformité 2016 - Rapport 2016 (Français)

Source:

Comment:

Sur la page correspondante du site Web de la Cour de comptes ("publications", http://www.courdescomptes.ci/_publications.php), on peut trouver le paragraphe suivant :

RAPPORT DÉFINITIF SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2016 & DÉCLARATION DE CONFORMITÉ:

- Déclaration de conformité 2016

- Rapport 2016 (Français)

Il existe également un Rapport public annuel 2016, mais il s'agit du rapport qui décrit les activités implémentées par la Cour de comptes pendant l'année 2016.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: RAPPORT DÉFINITIF SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2016 & DÉCLARATION DE CONFORMITÉ: - Déclaration de conformité 2016 - Rapport 2016 (Français)

Comments:

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: RAPPORT DÉFINITIF SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2016

Comments: C'est le rapport définitif sur l'exécution du budget qui fait état de "audit report" et non le rapport public annuel qui s'apparente à un rapport d'activités.

IBP Comment

In light of the peer and government reviewers' comments, and response has been updated. The actual audit report is the "Rapport définitif sur l'exécution du budget".

AR-8. Is there a "citizens version" of the AR?

While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle. While it is recognized that it may be unreasonable to expect that a citizens version is produced for each and every one of those key documents, it seems acceptable to expect that according to good practice, the executive releases a citizens version of key budget documents for each of the four stages of the budget process to allow citizens to be aware of what is happening, in terms of public financial management, throughout the entire budget cycle. For more information on Citizens Budget see: <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/citizens-budgets/>.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

GQ-1a. Are there one or more websites or web portals for disseminating government fiscal information? If yes, please provide the necessary links in the comment/citation.

GQ-1a asks the researcher to list any government websites or portals where fiscal information can be found. For example, in New Zealand the Treasury website (<http://www.treasury.govt.nz/>) hosts important budget-related information, including the Pre-Budget Statement, the Executive's Budget Proposal, the Citizens Budget, In-Year Reports, the Mid-Year Review, and the Year-End Report. In addition, New Zealand's Parliamentary Counsel Office (<http://www.legislation.govt.nz/>) posts the Enacted Budget while the Controller and Auditor-General website (<http://www.oag.govt.nz/>) publishes the annual Audit Report. The New Zealand researcher would provide the links to each of these sites. Other countries have developed portals that include fiscal information, though not in the "documents" format. For example, these portals have been created by Mexico (<https://www.transparenciapresupuestaria.gob.mx/>) and Brazil (<http://www.portaltransparencia.gov.br/>). Some countries have both a website and a portal. The Brazilian government, for example, apart from the Transparency Portal, has a dedicated website for the federal budget, where all key documents and other information can be found (www.orcamentofederal.gov.br). Researchers should include details about all of the relevant websites and/or portals that they can be used to access budget information.

Answer:

a. Yes

Source:

Site web du SEPMBPE: <http://budget.gouv.ci/>

Site web de la DGBF: <http://dgbf.gouv.ci/>

Site web de la Cour des comptes: <http://courdescomptes.ci/>

Site web du Ministère de l'économie et des finances: <http://www.finances.gouv.ci/>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il faut ajouter à cette liste les sites suivants: Site web de la DGTCP/ https://www.tresor.gouv.ci/tres/fr_FR/ Direction des prévisions et statistiques économiques: <http://www.dppse.ci/> Institut national de la statistique: <http://www.ins.ci/n/> Comme reference, voir aussi le site su FMI: www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2018/French/cr18182f.ashx

Government Reviewer

Opinion: Agree

GQ-1b. On these websites/portals, can revenue and/or expenditure data for the current fiscal year be downloaded as a consolidated file (or set of files)? If yes, please provide the necessary links in the comment/citation.

GQ-1b, GQ-1c, and GQ-1d ask about whether governments publish specific types of content on their websites/portals: (a) consolidated files that contain revenue and/or expenditure information for the current fiscal year; (b) consolidated files that contain revenue and/or expenditure information for multiple years in consistent formats; and (c) infographics/visualizations or other similar tools used to simplify data access and analysis. Researchers should provide the links to relevant webpages and some explanations of what they contain.

Answer:

d. No, neither expenditure or revenue data can be downloaded as a consolidated file

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/depense_fiscale_2017_compress.pdf

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les documents disponibles sont en PDF.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Yes, both revenue and expenditure data can be downloaded as a consolidated file

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20202019.pdf> Voir page 21 : ANNEXE 1 : Cadrage budgétaire 2019 <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir page 103 : Annexe 1 : Dépenses du budget de l'État 2015-2021 Voir page 105 : Annexe 2 : Évolution des ressources budgétaires de l'État 2015-2021

IBP Comment

The three annexes cited by the Government Reviewer are only tables included in PDF documents, and those cannot be considered machine-readable, downloadable files (e.g., Excel, *csv, and the like). The response remains unchanged.

GQ-1c. On these websites/portals, can consolidated revenue and/or expenditure data be downloaded for multiple years in consistent formats? If yes, please provide the necessary links and details in the comment/citation.

Answer:

d. No, neither expenditure or revenue data can be downloaded for multiple years in consistent formats

Source:

Comment:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/13-_annexe_10_dppd-pap_2017-2019.pdf

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments:

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Yes, both revenue and expenditure data can be downloaded for multiple years in consistent formats

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20%202019.pdf> Page 7 : ANNEXE 7 : ÉVOLUTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES Page 8 : ANNEXE 8 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Page 103 : Annexe 1 : Dépenses du budget de l'État 2015-2021 Page 105 :Annexe 2 : Evolution des ressources budgétaires de l'État 2015-2021

IBP Comment

The annexes cited by the Government Reviewer are only tables included in PDF documents, and those cannot be considered machine-readable, downloadable files (e.g., Excel, *csv, and the like). The response remains unchanged.

GQ-1d. On these websites/portals, are infographics/visualizations or other similar tools used to simplify data access and analysis? If yes, please provide the necessary links and details in the comment/citation.

Answer:

b. No

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: a. Yes

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20%202019.pdf> <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf>

IBP Comment

The Government Reviewer has cited PDF documents that surely include tables and graphs. However, this question is asking for something else, that is infographics, portals, and visualizations that help simplify the information already included in the PDF files - *in addition to* those PDF files. The response remains unchanged.

GQ-2. Are there laws in place guiding public financial management and/or auditing? If yes, please provide the necessary details and links in the comment/citation, and specify whether and where the law(s) contains specific provisions for budget transparency and/or participation.

GQ-2 asks about the existence of any national laws governing public financial management and auditing. These may include a public finance act, a section of the constitution, or an organic budget law. In some countries, fiscal responsibility legislation may also be relevant. For example, the Kenya researcher may include the link to its Public Finance Management Act, 2012 (<http://www.kenyalaw.org/lex/actview.xhtml?actid=No.%2018%20of%202012>), and the Macedonian researcher may include a link to its State Audit Law (<https://www.finance.gov.mk/files/u11/Audit%20law.pdf>). Researchers should provide links to websites where such laws are published, if possible, or an electronic copy of the law itself. They should also indicate if and where (e.g. which article) these laws include specific provisions for budget transparency and citizen participation in budget processes.

Answer:
a. Yes

Source:
http://budget.gouv.ci/uploads/docs/loi_organique_portant_code_de_transparence_1.pdf

Comment:
Loi organique N°2014-337 du 5 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publique prévoit à partir de ses articles 84, l'accès du public aux informations budgétaires et financières, ainsi que la participation du public au processus budgétaire.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Il faut ajouter que la Loi organique N°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux lois de finances, dispose que le budget est soumis à un contrôle juridictionnel qui est sanctionné par un rapport de conformité et que les informations sur le budget doivent être suffisamment communiquées aux populations, aux organisations de la société civile et aux médias, afin de leur permettre de participer au processus.
http://www.dgddl.interieur.gouv.ci/userfiles/file/LOI_CODE_TRANSPARENCE0001.pdf

Government Reviewer

Opinion: Agree

GQ-3. Are there additional laws regulating: (1) access to information; (2) government transparency; or (3) citizens participation? If yes, please provide the necessary details and links in the comment/citation, and specify whether and where these laws contain specific provisions for budget transparency and/or participation.

The third and last question asks researchers to list any additional laws regulating access to information, transparency, or citizens' participation that are relevant for the promotion of budget transparency and citizen participation in budget processes. These might include legislation related to access to information, to planning processes, or to public administration more generally. India's Right to Information Act of 2005 (<https://www.ncess.gov.in/facilities/central-public-information-officer/rti-act-details.html>) is an example of this type of law. More information on access to information legislation (constitutional provisions, laws, and regulations), including examples of model laws, can be found here: <http://www.right2info.org/laws/constitutional-provisions-laws-and-regulations#section-1>.

Answer:
a. Yes

Source:
<http://www.caidp.ci/uploads/1039c02cbb4760940c49ff8a1656fb8e.pdf>

Comment:
Il y a la loi N°2013-867 du 23 décembre 2013 relative à l'accès à l'information d'intérêt public. Cette loi dispose à son article 3, que toute personne physique ou morale a le droit d'accéder, à des informations d'intérêt public et documents publics détenus par les organismes publics. En outre, l'article 4 oblige les organismes publics à diffuser au public, les informations et les documents publics qu'ils détiennent. Cette loi donne également des possibilités de recours en cas de refus au demandeur à son article 17.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

1. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for the budget year that are classified by administrative unit (that is, by ministry, department, or agency)?

GUIDELINES:

Question 1 addresses the presentation of expenditure by administrative unit. This information indicates which government entity (ministry, department, or agency, or MDAs) will be responsible for spending the funds and, ultimately, held accountable for their use.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for all administrative units, accounting for all

expenditures, in the budget year. To answer "b," the administrative units shown individually, in the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation, must account for at least two-thirds of all expenditures in the budget year. In other words, the sum of the expenditures assigned to the individual MDAs (education, health, infrastructure, interior, defense, etc.) must account for at least two-thirds of the total expenditure budgeted for that particular year. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents administrative units that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by administrative unit.

Answer:

a. Yes, administrative units accounting for all expenditures are presented.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

La classification administrative est à partir de la page 32 à 39.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, administrative units accounting for all expenditures are presented.

Comments: La classification administrative est indiquée à l'ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE Voir le lien ci dessous

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, administrative units accounting for all expenditures are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> à partir de la page 79

Researcher Response

Nous nous sommes basés sur le Projet de budget qui avait été publié au moment de la recherche. On ne pouvait pas prendre en compte le Budget approuvé puisque la question concerne le Projet de budget. Dans ce document (http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf) la classification administrative commence à partir de la page 32 Annexe 9. Nous sommes donc d'accord pour la réponse "a" puisque cette classification couvre 100% des dépenses.

IBP Comment

Just to clarify: the Government Reviewer is citing the Enacted Budget, which cannot be used as supporting evidence for this question. However, the response has been changed from "b" to "a" because the relevant information is included in the Executive's Budget Proposal.

2. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for the budget year by functional classification?

GUIDELINES:

Question 2 addresses the presentation of expenditure by functional classification. This classification indicates the programmatic purpose, sector, or objective for which the funds will be used, such as health, education, or defense. Administrative units are not necessarily aligned with functional classifications. For instance, in one country all functions connected with water supply (which fall into the "Housing" function) may be undertaken by a single government agency, while in another country they may be distributed across the Ministries of Environment, Housing, and Industrial Development. In the latter case, three ministries have programs addressing water supply, so three ministries contribute to one function. Similarly, some administrative units may conduct activities that cut across more than one function. For instance, in the example above, some programs of the Ministry of Environment would also be classified in the "environmental protection" function.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for the budget year organized by functional classification.

Answer:

a. Yes, expenditures are presented by functional classification.

Source:

Comment:

La classification fonctionnelle est à la page 29 du Projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> A partir de la page 24

3. If the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation presents expenditures for the budget year by functional classification, is the functional classification compatible with international standards?

GUIDELINES:

Question 3 asks whether a country's functional classification meets international standards. To answer "a," a country's functional classification must be aligned with the OECD and the UN's Classification of the Functions of Government (COFOG), or provide a cross-walk between the national functional presentation and COFOG.

The OECD Best Practices for Budget Transparency can be viewed at <http://www.oecd.org/gov/budgeting/Best%20Practices%20Budget%20Transparency%20-%20complete%20with%20cover%20page.pdf>

COFOG can be viewed at https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_84E.pdf or at <http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/pdf/ch6ann.pdf>.

Answer:

b. No, the functional classification is not compatible with international standards, or expenditures are not presented by functional classification.

Source:

Comment:

Le dépenses fonctionnelles sont à environ 2 505 milliards de FCFA sur 7 334 milliards de FCFA, soit 34%.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La classification fonctionnelle utilisée en Côte d'Ivoire est organisée en secteur, fonction principale et fonction secondaire. Elle présente quelques différences par rapport à la classification CFAP: la classification fonctionnelle utilisée en Côte d'Ivoire présente des différences avec la classification fonctionnelle UEMOA et la classification fonctionnelle CFAP que ce soit au niveau des fonctions principales que secondaires. La classification fonctionnelle utilisée en Côte d'Ivoire ne permet pas d'établir des rapports conformes à la norme CFAP.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the functional classification is compatible with international standards.

Comments: Il existe un tableau de correspondance de la classification fonctionnelle ivoirienne et de la classification fonctionnelle CFAP. Ce tableau permet de faire la correspondance entre le secteur (de la classification fonctionnelle ivoirienne) et la division (de la classification fonctionnelle CFAP). Voir fichier "Tableau de correspondance classifications RCI - CFAP" transmis par mail.

Researcher Response

Il s'agit ici de vérifier la conformité de la classification fonctionnelle des dépenses avec les standards internationaux. A cette question, nous répondons que la classification fonctionnelle n'est pas conforme à celle de l'article 9 de la Directive N°08/2009/CM/UEMOA Portant nomenclature budgétaire de l'Etat au sein de l'UEMOA. Ni avec celle de l'OCDE. Par ailleurs, il est précisé à l'article 12 de la même directive que: "Les Etats membres peuvent adopter des classifications additionnelles pour répondre à des préoccupations spécifiques. Ils informent la Commission de l'UEMOA des codifications additionnelles qu'ils mettent en oeuvre...". Puisque la directive parle de classification additionnelle dans un souci de plus de clarté, elle ne fait pas mention de modification de la classification (ce que la Côte d'Ivoire a fait en élaborant une classification correspondante).

IBP Comment

While a table is presented to show correspondence between the Ivorian functional classification and CFAP, such table does not seem to be available online for any member of the public (the Government kindly emailed to IBP), and the latest PEFA report confirms that such classification is not compatible with COFOG (<https://pefa.org/sites/default/files/assessments/reports/CI-Feb19-PFMPR-Public-with-PEFA-Check.pdf>). The response remains unchanged.

4. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for the budget year by economic classification?

GUIDELINES:

Question 4 asks whether the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents expenditures for the budget year organized by economic classification. Economic classification provides information on the nature of the expenditure, such as whether funds are being used to pay for wages and salaries, capital projects, or social assistance benefits.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for the budget year organized by economic classification.

Answer:

a. Yes, expenditures are presented by economic classification.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

La classification économique est à la page 31.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> Pages 20 et 41

5. If the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation presents expenditures for the budget year by economic classification, is the economic classification compatible with international standards?

GUIDELINES:

Question 5 asks whether a country's economic classification meets international standards. To answer "a," a country's economic classification must be consistent with the International Monetary Fund's (IMF) 2001 Government Finance Statistics (GFS). The GFS economic classification is presented here: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/pdf/app4.pdf>. To learn more about Government Finance Statistics also refer to the entire IMF 2001 GFS manual (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/pdf/all.pdf>).

Answer:

a. Yes, the economic classification is compatible with international standards.

Source:

Comment:

La classification économique respecte les normes et standards internationaux. Voir pages 30- 31.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Dans la zone UEMOA, c'est la directive N°08/2009/CM/UEMOA qui détermine la nomenclature budgétaire de l'Etat applicable dans les pays de la zone, cette directive a été transposée dans la réglementation ivoirienne par le décret N° 2014-417 du 9 juillet 2014 portant nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE). Ce dernier abroge le décret N°98-259 du 03 juin 1998 portant cadre de la Nomenclature Budgétaire de l'Etat et entre en vigueur à compter du 1er janvier 2017. La classification économique est conforme au manuel des statistiques des finances publiques 1986. Elle permet d'assurer le suivi des opérations d'un bout à l'autre du cycle budgétaire et de rendre compte sur l'exécution du budget de manière exhaustive, cohérente et fiable.

Government Reviewer

Opinion: Agree

6. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for individual programs for the budget year?

GUIDELINES:

Question 6 asks whether expenditures are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should treat the term "program" as meaning any level of detail below an administrative unit – that is, any programmatic grouping that is below the ministry, department, or agency level. For example, the Ministry of Health's budget could be broken down into several subgroups, such as "primary health care," "hospitals," or "administration." These subgroups should be considered programs even if they could be, but are not, broken down into smaller, more detailed units.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as *le plan comptable* or *le plan comptable detaillé*. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures, in the budget year. To answer "b," the programs shown individually in the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must account for at least two-thirds of all expenditures in the budget year. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents programs that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by program.

Budget decisions for the upcoming year can also affect the parameters of future budgets. It is therefore useful to estimate revenues and expenditures for multi-year periods, understanding that these estimates might be revised as circumstances change. Sometimes referred to as a Medium Term Expenditure Framework (MTEF), a three-year period – that is, the budget year plus two more years – is generally considered an appropriate horizon for budgeting and planning.

Answer:

d. No, expenditures are not presented by program.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le Budget par mode programmes sera introduit à partir de l'année 2020 dans le cadre de la gestion axée sur les résultats. Dans le cadre de la préparation à cette échéance, La Direction Générale du Budget et des Finances avait organisé du 09 au 24 avril 2019 à NSA Hôtel Grand-Bassam, un atelier de reconstitution du budget 2019 en mode budget-programmes dans le Système d'Information Budgétaire (SIB).

<http://dgbf.gouv.ci/preparation-au-basculement-de-la-cote-divoire-en-mode-budget-programmes-reconstitution-du-budget-2019-dans-le-systeme-dinformation-budgetaire/>

Government Reviewer

Opinion: Agree

7. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditure estimates for a multi-year period (at least two-years beyond the budget year) by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 7 asks if multi-year expenditure estimates are presented by any one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications – which were addressed in Questions 1-5 above. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditure estimates by all three of the expenditure classifications for at least two years beyond the budget year. To answer "b," multi-year expenditure estimates must be presented by two of these three classifications. A "c" answer applies if multi-year expenditure estimates are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if multi-year expenditure estimates are not presented by any of the three classifications.

Answer:

d. No, multi-year expenditure estimates are not presented by any expenditure classification.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Il n'y a que la classification économique qui a été faite sur plusieurs années de 2013 à 2019 à la page 31.

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

b. Yes, multi-year expenditure estimates are presented by two of the three expenditure classifications.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> voir pages 82 (par nature économique) et page 90 (par grande fonction)

Researcher Response

Même si le DPBEP contient des données dans les trois classifications et sur plusieurs années, ce document n'est pas le Projet de budget (mais le Rapport préalable au budget). Il s'applique donc pas à cette question.

IBP Comment

BY+1 and BY+2 correspond to BY 2020 and 2021. Such information is unfortunately not presented in the Executive's Budget Proposal, in any of the three classifications. Response "d" (and not "c" as indicated by the researcher) applies.

7b. Based on the response to Question 7, check the box(es) to identify which expenditure classifications have estimates for a multi-year period in the Executive's Budget Proposal?

Answer:

None of the above

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer: Economic classification Functional classification

Researcher Response

La question 7 précédent cette question fait la précision "(au moins deux années au-delà de l'année budgétaire)" c'est à dire au 2020 à 2021. La classification économique est à l'Annexe 8 du projet de budget mais c'est pour les années antérieures au 2019. Si nous considérons ce critère on ne peut pas ajouter la classification fonctionnelle qui prend seulement en compte les années 2018 et 2019.

8. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditure estimates for a multi-year period (at least two-years beyond the budget year) by program?

GUIDELINES:

Question 8 asks if multi-year expenditure estimates are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department. For example, the Ministry of Health's budget could be broken down into several subgroups, such as "primary health care," "hospitals," or "administration." These subgroups should be considered programs even if they could be, but are not, broken down into smaller, more detailed units.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable détaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures, for at least two years beyond the budget year. To answer "b," the programs shown individually in the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must account for at least two-thirds of all expenditures over the multi-year period. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents multi-year estimates for programs that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies

if multi-year estimates are not presented by program.

Revenues generally are separated into two major categories: "tax" and "non-tax" revenues. Taxes are compulsory transfers that result from government exercising its sovereign power. The largest sources of tax revenue in some countries are taxes on personal and business income and taxes on goods and services, such as sales or value-added taxes. The category of non-tax revenues is more diverse, ranging from grants from international institutions and foreign governments to funds raised through the sale of government-provided goods and services. Note that some forms of revenue, such as contributions to social security funds, can be considered either a tax or non-tax revenue depending on the nature of the approach to these contributions. Particularly because different revenues have different characteristics, including who bears the burden of paying the tax and how collections are affected by economic conditions, it is helpful when estimates for revenues are disaggregated and displayed based on their sources.

For more information, please refer to the 2001 GFS manual, in particular Appendix 4 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/pdf/app4.pdf>).

Answer:

d. No, multi-year estimates for programs are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

9. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present the individual sources of tax revenue (such as income tax or VAT) for the budget year?

GUIDELINES:

Question 9 assesses the degree to which the individual sources of "tax" revenue are disaggregated in the budget. The largest sources of tax revenue in some countries are taxes on personal and business income and taxes on goods and services, such as sales or value-added taxes.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present all individual sources of tax revenue for the budget year, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all tax revenue. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present individual sources of tax revenue that when combined account for at least two-thirds of all tax revenue, but not all revenue. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents individual sources of tax revenue that account for less than two-thirds of tax revenues. Answer "d" applies if individual sources of tax revenue are not presented.

Answer:

b. Yes, individual sources of tax revenue accounting for at least two-thirds of, but not all, tax revenues are presented.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Voir pages 24 et 25.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le Projet de budget 2019 identifie en effet les recettes fiscales selon la ventilation suivante: RECETTES FISCALES BUDGETAIRES dont recettes hors DUS DGI Impôts directs Impôts sur bénéfiques - BIC hors pétrole, BIC pétrole et gaz, - Prélèvement AIRSI, Impôts sur revenus et salaires (hors FDFP) Contribution pour la sortie de crise (ex CRN), Impôts fonciers, Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC, Impôts indirects TVA (hors part secteur électricité), TOB (ex TPSTaxes sur boissons et tabacs, Droits d'enregistrement et de timbre communications téléphoniques, Taxe sur caoutchouc Taxe ad valorem (secteur minier), Accises et autres taxes indirectes (hors revenus du domaine et taxes affectées), Taxes d'exploitation http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, individual sources of tax revenue accounting for all tax revenue are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> Voir pages 54 à 70

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir pages 107 à 108 : Annexe 3 : Évolution des recettes fiscales de l'État 2014-2021

Researcher Response

Bien que le DPBEP renferme des informations détaillées sur les ressources fiscales on ne peut pas considérer ce document comme faisant partie du Projet de budget 2019. Le DPBEP est un document qui est considéré comme l'avant projet de budget en Côte d'Ivoire. Cependant, en considérant qu'il a été publié le 31/12/2018, alors si on considère que le budget a été adopté le 15/12/2018 alors celui-ci a été publié en retard et ne peut pas être pris en compte dans cette question. Donc la réponse appropriée est "d".

10. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present the individual sources of non-tax revenue (such as grants, property income, and sales of government-produced goods and services) for the budget year?

GUIDELINES:

Question 10 assesses the degree to which the individual sources of "non-tax" revenue are disaggregated in the budget. The category of non-tax revenues is diverse, and can include revenue ranging from grants from international institutions and foreign governments to funds raised through the sale of government-provided goods and services.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present all individual sources of non-tax revenue for the budget year, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all non-tax revenue. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present individual sources of non-tax revenue that when combined account for at least two-thirds of all non-tax revenue, but not all revenue. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents individual sources of non-tax revenue that account for less than two-thirds of non-tax revenues. Answer "d" applies if individual sources of non-tax revenue are not presented.

Answer:

a. Yes, individual sources of non-tax revenue accounting for all non-tax revenue are presented.

Source:

Comment:

Oui les recettes non fiscales s'élèvent à 188,8 milliards de FCFA. Voir page 26 du rapport de présentation du projet de budget 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> Voir pages 54 à 70

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir pages 105 à 106 : Annexe 2 : Evolution des ressources budgétaires de l'État 2015-2021

IBP Comment

It looks like the Government Reviewer is citing two documents that are not part of the Executive's Budget Proposal's package: the Pre-Budget Statement (DPBEP) and the Enacted Budget (Loi de Finances 2019)

11. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present revenue estimates by category (such as tax and non-tax) for a multi-year period (at least two-years beyond the budget year)?

GUIDELINES:

Question 11 evaluates whether revenue estimates are presented for a multi-year period (at least two years beyond the budget year) by "category," that is, whether tax and non-tax sources of revenue are shown separately.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present multi-year estimates of revenues classified by category for at least two years following the budget year in question.

Answer:

b. No, multi-year estimates of revenue are not presented by category.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

a. Yes, multi-year estimates of revenue are presented by category.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir pages 105 à 106 : Annexe 2 : Évolution des ressources budgétaires de l'État 2015-2021 Voir pages 107 à 108 : Annexe 3 : Évolution des recettes fiscales de l'État 2014-2021

IBP Comment

The Government Reviewer cites the Pre-Budget Statement (DPBEP 2019), while this question evaluates information included in the Executive's Budget Proposal package only. The response remains, therefore, unchanged.

12. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates for individual sources of revenue presented for a multi-year period (at least two-years beyond the budget year)?

GUIDELINES:

Question 12 evaluates whether revenue estimates for individual sources of revenue are presented for a multi-year period (at least two years beyond the budget year). The question applies to both tax and non-tax revenue.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present multi-year estimates of all sources of revenue individually, accounting for all revenue, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all revenue. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present multi-year estimates of individual sources of revenue that when combined account for at least two-thirds of all revenue, but not all revenue. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents multi-year estimates of individual revenue sources that account for less than two-thirds of revenue. Answer "d" applies if individual sources of revenue are not presented for a multi-year period.

Answer:

d. No, multi-year estimates for individual sources of revenue are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

a. Yes, multi-year estimates for individual sources of revenue accounting for all revenue are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir pages 105 à 106 : Annexe 2 : Évolution des ressources budgétaires de l'État 2015-2021 Voir pages 107 à 108 : Annexe 3 : Évolution des recettes fiscales de l'État 2014-2021

IBP Comment

The Government Reviewer cites the Pre-Budget Statement (DPBEP 2019), while this question evaluates information included in the Executive's Budget Proposal package only. The response remains, therefore, unchanged.

13. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present three estimates related to government borrowing and debt: the amount of net new borrowing required during the budget year; the total debt outstanding at the end of the budget year; and interest payments on the debt for the budget year?

GUIDELINES:

Question 13 asks about three key estimates related to borrowing and debt that the budget should include:

- *the amount of net new borrowing required during the budget year;*
- *the central government's total debt burden at the end of the budget year; and*

· the interest payments on the outstanding debt for the budget year.

Debt is the accumulated amount of money that the government borrows. The government can borrow from its citizens and banks and businesses within the country (domestic debt) or from creditors outside the country (external debt). External debt is typically owed to private commercial banks, other governments, or international financial institutions such as the World Bank and the IMF.

Net new borrowing is the additional amount of new borrowing that is required for the budget year to finance expenditures in the budget that exceed available revenues. Net new borrowing adds to the accumulated debt. It is distinct from gross borrowing, which also includes borrowing needed to repay existing debt that matured during the budget year; debt that is replaced (or rolled over) does not add to the total of accumulated debt.

Interest payments on the debt (or debt service costs) are typically made at regular intervals, and these payments must be made on a timely basis in order to avoid defaulting on the debt obligation. Interest payments are separate from the repayment of principal, which occurs only when the loan has matured and must be paid back in full.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present all three estimates of borrowing and debt. For a "b" answer, the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present two of those three estimates. For a "c" answer, the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present one of the three estimates. Answer "d" applies no information on borrowing and debt is presented for the budget year.

Answer:

c. Yes, one of the three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Le cadrage budgétaire du document montre uniquement le montant dû annuellement à la page 24.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, all three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Amount of net new borrowing required during the budget year : Voir Tableau 8 page 44 : Montant indicatif à mobiliser de 2018 à 2021, voir aussi pages 79 à 81 Central government's total debt burden at the end of the budget year : voir pages 41 et 42 Interest payments on the outstanding debt for the budget year : voir pages 38 (tableau 6) et page 40

Researcher Response

Le projet de budget publié (rapport de présentation) présente seulement le montant de la dette annuellement dû à la page 24. Le DPBEP est le Rapport préalable au budget, et il ne peut pas être utilisé pour cette question.

13b. Based on the response to Question 13, check the box(es) below to identify which estimates of government borrowing and debt are presented in the Executive's Budget Proposal:

Answer:

The amount of net new borrowing required during the budget year
The interest payments on outstanding debt for the budget year

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Estimates of government borrowing and debt are presented in the Executive's Budget Proposal : The amount of net news borrowing required during the budget year The central government's total debt burden at the end of the budget year The interest payments on outstanding debt for the budget year

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: The amount of net new borrowing required during the budget year The central government's total debt burden at the end of the budget year The interest payments on outstanding debt for the budget year

IBP Comment

We welcome the Peer and Government Reviewers' comments. However, after careful review of the *Projet de loi de finances 2019*, only two of the three elements have been found. Nowhere in the document mention was found of the central government's total debt burden at the end of the budget year in question.

14. "Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information related to the composition of the total debt outstanding at the end of the budget year?

(The core information must include interest rates on the debt instruments; maturity profile of the debt; and whether it is domestic or external debt.)"

GUIDELINES:

Question 14 focuses on the composition of government debt at the end of the budget year, asking whether "core" information related to its composition is presented. These core components include:

- *interest rates on the debt;*
- *maturity profile of the debt; and*
- *whether the debt is domestic or external.*

The interest rates affect the amount of interest that must be paid to creditors. The maturity profile indicates the final payment date of the loan, at which point the principal (and all remaining interest) is due to be paid; government borrowing typically includes a mix of short-term and long-term debt. As discussed in Question 13, domestic debt is held by a country's citizens, banks, and businesses, while external debt is held by foreigners. These factors related to the composition of the debt give an indication of the potential vulnerability of the country's debt position, and ultimately whether the cost of servicing the accumulated debt is affordable.

Beyond these core elements, a government may also provide additional information related to the composition of its debt, including for instance: whether interest rates are fixed or variable; whether debt is callable; the currency of the debt; a profile of the creditors (bilateral institutions, multilateral institutions, commercial banks, Central Bank, etc.); an analysis of the risk associated with the debt; and where appropriate, what the debt is being used to finance.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to the composition of government debt at the end of the budget year as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the composition of government debt is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on the composition of the debt outstanding at the end of the budget year.

Answer:

d. No, information related to composition of total debt outstanding is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Interest rates on the debt and maturity profile of the debt are not presented

Researcher Response

Le projet de budget est le suivant: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf. Ce document contient le service de la dette, les types de dettes (dette intérieure / dette extérieure) page 5. Cependant les intérêts de la dette et le taux de maturité de la dette ne sont pas présentés. La réponse appropriée est "c".

IBP Comment

Unfortunately, the distinction between "external" and "internal" is only made for debt servicing, rather than for the entire debt stock. The response is therefore revised from "c" to "d" to ensure consistency of responses across countries.

14b. Based on the response to Question 14, check the box(es) to identify which elements of the composition of the total debt outstanding are presented in the Executive's Budget Proposal:

Answer:

Whether the debt is domestic or external

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

15. "Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on the macroeconomic forecast upon which the budget projections are based?"

(The core information must include a discussion of the economic outlook with estimates of nominal GDP level, inflation rate, real GDP growth, and interest rates.)"

GUIDELINES:

Question 15 focuses on the macroeconomic forecast that underlies the budget's revenue and expenditure estimates, asking whether "core" information related to the economic assumptions is presented. These core components include a discussion of the economic outlook as well as estimates of the following:

- nominal GDP level;
- inflation rate;
- real GDP growth; and
- interest rates.

While the core macroeconomic information should be a standard feature of the Executive's Budget Proposal, the importance of some types of macroeconomic assumptions may vary from country to country. For example, the budget estimates of some countries are particularly affected by changes in the price of oil and other commodities.

Beyond these core elements, some governments also provide additional information related to the economic outlook, including for instance: short and long-term interest rates; rate of employment and unemployment; GDP deflator; price of oil and other commodities; current account; exchange rate; and composition of GDP growth.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to the macroeconomic forecast as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the macroeconomic forecast is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information on the macroeconomic forecast is presented.

Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for the macroeconomic forecast.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Il manque l'information sur le PIB réel. Les autres informations telles que le taux de croissance PIB page 1, Taux d'inflation page 6, le PIB nominal page 24 (voir cadrage budgétaire), ainsi que d'autres informations importantes.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for the macroeconomic forecast.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/09-RAPPORT%20ECONOMIQUE%20ET%20FINANCIER%20%202019.pdf>

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20%202019.pdf> <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Toutes les informations du cadre macroéconomique sont présentées. Le PIB réel n'a pas été identifié comme un "core information" mais plutôt le taux de croissance réel.

Researcher Response

Nous sommes d'accord que le (niveau du) PIB réel n'est pas considéré comme core information. La réponse "a" est donc appropriée.

IBP Comment

Indeed, on page 1 of the PLF 2019, GDP growth is mentioned: "Taux de croissance du PIB de la Côte d'Ivoire prévu à 7,5% en 2019." Response has been changed, from "b" to "a."

15b. Based on the response to Question 15, check the box(es) to identify which elements of the macroeconomic forecast are included in the Executive's Budget Proposal:

Answer:

Nominal GDP level

Inflation rate

Real GDP growth

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Nominal GDP level Inflation rate Real GDP growth Interest rates Information beyond the core elements (situation monétaire, balance des paiements, etc.)

16. "Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation show the impact of different macroeconomic assumptions (i.e., sensitivity analysis) on the budget?"

(The core information must include estimates of the impact on expenditures, revenue, and debt of different assumptions for the inflation rate, real GDP growth, and interest rates.)"

GUIDELINES:

Question 16 focuses on the issue of whether the Executive's Budget Proposal shows how different macroeconomic assumptions affect the budget estimates (known as a "sensitivity analysis"). It asks whether "core" information related to a sensitivity analysis is presented, estimating the impact on expenditures, revenue, and debt of different assumptions for:

- *inflation rate;*
- *real GDP growth; and*
- *interest rates.*

A sensitivity analysis shows the effect on the budget of possible changes in some macroeconomic assumptions, and is important for understanding the impact of the economy on the budget; for instance, what would happen to revenue collections if GDP growth were slower than what is assumed in the budget proposal? Or what would happen to expenditure if inflation were higher than estimated? Or how will revenue be affected by a decrease in the price of oil?

As noted for Question 15, changes in certain macroeconomic assumptions, such as the price of oil and other commodities, can have a significant impact on the budget estimates. As a result, some sensitivity analyses may also examine the impact on the budget estimates of changes in assumptions such as the price of oil that are beyond the core elements of the inflation rate, real GDP growth, and interest rates.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to a "sensitivity analysis" as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to a "sensitivity analysis" is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information on "sensitivity analysis" is presented.

Answer:

d. No, information related to different macroeconomic assumptions is not presented.

Source:

Comment:

Non les informations relatives aux risques budgétaires ne sont pas présentées dans ce projet de budget 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le document sur les risques budgétaires a été élaboré mais n'a pas été publié sur le site. Ce document comporte les analyses de sensibilité des différentes hypothèses macroéconomiques.

17. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information for at least the budget year that shows how new policy proposals, as distinct from existing policies, affect expenditures?

GUIDELINES:

Questions 17 and 18 ask about new policy proposals in the budget. In any given year, most of the expenditures and revenues in the budget reflect the continuation of existing policies. However, much of the attention during the budget debate is focused on new proposals – whether they call for eliminating an existing program, introducing a new one, or changing an existing program at the margins. Typically, these new proposals are accompanied by an increase, a decrease, or a shift in expenditures or revenues. Because these changes may have different impacts on people's lives, the budget proposal should present sufficient detail about new policies and their budgetary impact.

Question 17 asks about new expenditure policies, and Question 18 asks about new revenue policies. To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present both estimates of how all new policy proposals affect expenditures (for Question 17) or revenues (for Question 18) and a narrative discussion of the impact of these new policies. To answer "b" for either question, the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present estimates that show the impact of all new policy proposals, but no narrative discussion is included. A "c" response applies if the presentation includes only a narrative discussion, or if it includes estimates that show the impact of only some, but not all, policy proposals (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no information is presented on the impact of new policy proposals.

Answer:

d. No, information that shows how new policy proposals affect expenditure is not presented.

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/07-CATALOGUE%20DES%20MESURES%20NOUVELLES%20%202019.pdf>

Comment:

Normalement ces informations sont contenues dans le Catalogue des mesures nouvelles 2019. Mais malheureusement ce document n'a pas été publié à la date de publication du projet de budget. Donc même si cela existe dans le budget approuvé, on ne peut pas estimer que ce document est disponible au niveau du projet de budget.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, information that shows how some but not all new policy proposals affect expenditure is presented.

Comments: La réponse est C : ces informations sont en effet contenues dans le Catalogue des mesures nouvelles 2019.

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/07-CATALOGUE%20DES%20MESURES%20NOUVELLES%20%202019.pdf> Ce document a été publié le 31/12/2018

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates that show how all new policy proposals affect expenditures are presented, along with a narrative discussion.

Comments: Le catalogue des mesures qui peut être considéré comme "a supporting budget documentation" a bel été publié sur le site du ministère le 31 décembre 2018: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/07-CATALOGUE%20DES%20MESURES%20NOUVELLES%20%202019.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment. However, as confirmed by both reviewers and the researcher, this document was published after the budget as enacted (December 31, 2018), and therefore cannot be considered as part of the Executive's Budget Proposal which is the document (or set of documents in many countries) that can be used in support of the response to this question. The response remains, therefore, unchanged.

18. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information for at least the budget year that shows how new policy proposals, as distinct from existing policies, affect revenues?

GUIDELINES:

Questions 17 and 18 ask about new policy proposals in the budget. In any given year, most of the expenditures and revenues in the budget reflect the continuation of existing policies. However, much of the attention during the budget debate is focused on new proposals – whether they call for eliminating an existing program, introducing a new one, or changing an existing program at the margins. Typically, these new proposals are accompanied by an increase, a decrease, or a shift in expenditures or revenues. Because these changes may have different impacts on people's lives, the budget proposal should present sufficient detail about new policies and their budgetary impact.

Question 17 asks about new expenditure policies, and Question 18 asks about new revenue policies. To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present both estimates of how all new policy proposals affect expenditures (for Question 17) or revenues (for Question 18) and a narrative discussion of the impact of these new policies. To answer "b" for either question, the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present estimates that show the impact of all new policy proposals, but no narrative discussion is included. A "c" response applies if the presentation includes only a narrative discussion, or if it includes estimates that show the impact of only some, but not all, policy proposals (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no information is presented on the impact of new policy proposals.

Prior-year information constitutes an important benchmark for assessing the proposals for the upcoming budget year. Estimates of prior years should be presented in the same formats (in terms of classification) as the budget year to ensure that year-to-year comparisons are meaningful. For example, if the budget proposes shifting responsibility for a particular program from one administrative unit to another – such as shifting responsibility for the training of nurses from the health department to the education department – the prior-year figures must be adjusted before year-to-year comparisons of administrative budgets can be made.

Typically, when the budget proposal is submitted, the year prior to the budget year (BY-1), also known as the current year, has not ended, so the executive will provide estimates of the anticipated outcome for BY-1. The soundness of these estimates is directly related to the degree to which they have been updated to reflect actual expenditures to date, legislative changes that have occurred, and anticipated changes in macroeconomic, caseload, and other relevant factors for the remainder of the year.

The first year that can reflect actual outcomes, therefore, is generally two years before the budget year (BY-2). Thus the OECD recommends that data covering at least two years before the budget year (along with two years of projections beyond the budget year) are provided in order to assess fully the trends in the budget.

Answer:

d. No, information that shows how new policy proposals affect revenues is not presented.

Source:

Comment:

Idem

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates that show how all new policy proposals affect revenues are presented, along with a narrative discussion.

Comments: L'annexe fiscale qui peut être considéré comme "a supporting budget documentation" a été publié sur le site du ministère du budget le 31 décembre 2018, puis remplacé en février par le format de la DGI http://budget.gouv.ci/uploads/docs/Annexe_Fiscale_au_Budget_2019.pdf

IBP Comment

We welcome the Government Reviewer's comment. However, he refers to a document that was published *after* the budget was enacted, while this question asks about the content of the Executive's Budget Proposal. The response remains, therefore unchanged.

19. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for the year preceding the budget year (BY-1) by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 19 asks if expenditure estimates for the year prior to the budget year (BY-1) are presented by one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. (See Questions 1-5 above.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditure estimates for BY-1 by all three of the expenditure classifications. To answer "b," expenditure estimates for BY-1 must be presented by two of these three classifications. A "c" answer applies if expenditure estimates for BY-1 are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if expenditure estimates for BY-1 are not presented by any of the three classifications.

Answer:

b. Yes, expenditure estimates for BY-1 are presented by two of the three expenditure classifications.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Le Projet de budget présente deux types de classification des dépenses de 2018. La classification économique à la page 5 et annexe 8. Classification fonctionnel annexes 4, 6 et 12. Il manque donc la classification administrative pour l'année 2018.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, expenditure estimates for BY-1 are presented by all three expenditure classifications (by administrative, economic, and functional classification).

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment. However, the comment refers to the Enacted Budget while this question evaluates the content of the Executive's Budget Proposal. The PLF 2019 presents expenditures according to an administrative classification, but only for BY (2019) - See Annexe 9 : Dotations par institution et ministère, page 36 of the PDF. The response remains, therefore, unchanged.

20. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for individual programs for the year preceding the budget year (BY-1)?

GUIDELINES:

Question 20 asks if expenditure estimates for the year before the budget year (BY-1) are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department. For example, the Ministry of Health's budget could be broken down into several subgroups, such as "primary health care," "hospitals," or "administration." These subgroups should be considered programs even if they could be, but are not, broken down into smaller, more detailed units.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable détaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures, for BY-1. To answer "b," the programs shown individually in the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must account for at least two-thirds of all expenditures for BY-1. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents programs that account for only less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by program.

Answer:

d. No, expenditures are not presented by program for BY-1.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

21. In the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation, have expenditure estimates of the year prior to the budget year (BY-1) been updated from the original enacted levels to reflect actual expenditures?

GUIDELINES:

Question 21 asks whether the expenditure estimates for the year before the budget year (BY-1) have been updated from the original enacted levels. Updates can reflect actual experience to date; revised estimates due to shifting of funds by the executive, as permitted under the law; enactment of supplemental budgets; and revised assumptions regarding macroeconomic conditions, caseload, and other relevant factors for the remainder of the year.

Answer "a" applies if the estimates have been updated; answer "b" applies if the original estimates are still being used.

Answer:

a. Yes, expenditure estimates for BY-1 have been updated from the original enacted levels.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20%202019.pdf> Voir page 4 à 6

IBP Comment

The Government Reviewer is citing the Loi de Finances, while this question evaluates the content of the Executive's Budget Proposal. However, upon review of the PLF 2019 cited by the researcher (http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf), information on updated estimates for 2018 has been found (page 4 for revenue and page 5 for expenditure), with clearly defined headings for "Budget initial" and "Estimation" (i.e., actuals). The response has been changed, from "b" to "a."

22. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of expenditure for more than one year prior to the budget year (that is, BY-2 and prior years) by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 22 asks if expenditure estimates for more than one year prior to the budget year (BY-2 and prior years) are presented by any of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. (See Questions 1-5 above.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditure estimates for BY-2 and prior years by all three of the expenditure classifications. To answer "b," expenditure estimates for BY-2 and prior years must be presented by two of these three classifications. A "c" answer applies if expenditure estimates for BY-2 and prior years are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if expenditure estimates for BY-2 and prior years are not presented by any of the three classifications

Answer:

c. Yes, expenditure estimates for BY-2 and prior years are presented by only one of the three expenditure classifications.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Classification économique de 2016 à 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, expenditure estimates for BY-2 and prior years are presented by two of the three expenditure classifications.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Voir pages 82 et 90

IBP Comment

The Government Reviewer refers to the DPBEP, that is the Pre-Budget Statement, while this question evaluates the content of the Executive's Budget Proposal. The response remains, therefore, unchanged.

22b. Based on the response to Question 22, check the box(es) to identify which expenditure classifications have estimates for more than one year prior to the budget year in the Executive Budget Proposal:

Answer:

Economic classification

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Economic classification Functional classification

IBP Comment

The Government Reviewer refers to the DPBEP, that is the Pre-Budget Statement, while this question evaluates the content of the Executive's Budget Proposal. The response remains, therefore, unchanged.

23. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present expenditures for individual programs for more than one year preceding the budget year (that is, BY-2 and prior years)?

GUIDELINES:

Question 23 asks if expenditure estimates for more than one year before the budget year (BY-2 and prior years) are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department. For example, the Ministry of Health's budget could be broken down into several subgroups, such as "primary health care," "hospitals," or "administration." These subgroups should be considered programs even if they could be, but are not, broken down into smaller, more detailed units.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable détaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must present expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures, for BY-2 and prior years. To answer "b," the programs shown individually in the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation must account for at least two-thirds of all expenditures for BY-2 and prior years. A "c" answer applies if the Executive's Budget Proposal or its supporting documentation presents programs that account for only less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by program.

Answer:

d. No, expenditures are not presented by program for BY-2 and prior years.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

24. In the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation, what is the most recent year presented for which all expenditures reflect actual outcomes?

GUIDELINES:

Question 24 asks for which year the actual outcomes for expenditures are shown. In most cases, the most recent year for which budget data on actual outcomes are available will be BY-2, as BY-1 is generally not yet finished when the budget proposal is drafted. So a government that has updated all its expenditure data for BY-2 to reflect what actually occurred, as opposed to estimating the outcome for that year, shows good public financial management practice.

For an "a" answer, a country must meet the good practice of having the figures for BY-2 reflect actual outcomes.

Answer:

a. Two years prior to the budget year (BY-2).

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Voir la page 31 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Before BY-3.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> voir page 32: Tableau 5 : Tableau des opérations financières de l'Etat 2015-2018

IBP Comment

The Government Reviewer is referring to the Pre-Budget Statement, while this question evaluates the content of the Executive' Budget Proposal. The response remains unchanged in light of the information included in the PLF 2019.

25. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present revenue by category (such as tax and non-tax) for the year preceding the budget year (BY-1)?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Yes, revenue estimates for BY-1 are presented by category.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Voir les pages 25 et 26 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Voir aussi : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> A partir de la page 54

IBP Comment

Note that this questions evaluates the content of the Executive's Budget Proposal.

26. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present individual sources of revenue for the year preceding the budget year (BY-1)?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Yes, individual sources of revenue accounting for all revenue are presented for BY-1.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Voir pages 25 et 26 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: voir aussi : <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf> A partir de la page 54

IBP Comment

Note that this question evaluates the content of the Executive's Budget Proposal and not the Enacted Budget (Loi de Finances) cited by the Government Reviewer.

27. In the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation, have the original estimates of revenue for the year prior to the budget year (BY-1) been updated to reflect actual revenue collections?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Yes, revenue estimates for BY-1 have been updated from the original enacted levels.

Source:

Comment:

Cette information est disponible aux annexes 2 et 3 du rapport de présentation du projet de budget pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

28. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present revenue estimates by category (such as tax and non-tax) for more than one year prior to the budget year (that is, BY-2 and prior years)?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Yes, revenue estimates for BY-2 and prior years are presented by category.

Source:

Comment:

Voir les annexes 2 et 3 du rapport de présentation du projet de budget pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

29. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present individual sources of revenue for more than one year prior to the budget year (that is, BY-2 and prior years)?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Yes, individual sources of revenue accounting for all revenue are presented for BY-2 and prior years.

Source:

Comment:

Disponible aux annexes 2 et 3 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

30. In the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation, what is the most recent year presented for which all revenues reflect actual outcomes?

GUIDELINES:

Questions 25 through 30 cover the same topics about prior-year information as the previous six questions, only they ask about information provided for revenues rather than expenditures.

Answer:

a. Two years prior to the budget year (BY-2).

Source:

Comment:

Voir les annexes 2 et 3 du rapport de présentation du projet de budget pour l'année 2019.

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

c. Before BY-3.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> voir page 32: Tableau 5 : Tableau des opérations financières de l'Etat 2015-2018

IBP Comment

We acknowledge and welcome the Government Reviewer's comment. This question however evaluates the content of the Executive's Budget Proposal and not the Pre-Budget Statement, which is the document cited by the Government Reviewer.

31. "Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on government borrowing and debt, including its composition, for the year preceding the budget year (BY-1)?

(The core information must include the total debt outstanding at the end of BY-1; the amount of net new borrowing required during BY-1; interest payments on the debt; interest rates on the debt instruments; maturity profile of the debt; and whether it is domestic or external debt.)"

GUIDELINES:

Question 31 focuses on prior-year debt information, rather than on prior-year expenditures or revenues, asking whether "core" information is provided on government borrowing and debt, including its composition, for the year preceding the budget year (BY-1).

The "core" information includes:

- *total debt outstanding at the end of BY-1;*
- *amount of net new borrowing required during BY-1;*
- *interest payments on the debt;*
- *interest rates on the debt instruments;*
- *maturity profile of the debt; and*
- *whether it is domestic or external debt.*

This core information for BY-1 is consistent with the budget year information for borrowing and debt, which is examined in Questions 13 and 14.

In addition, some governments provide information beyond the core elements, such as gross new borrowing required during BY-1; currency of the debt; whether the debt carries a fixed or variable interest rate; whether it is callable; a profile of the creditors (bilateral institutions, multilateral institutions, commercial banks, Central Bank, etc.); where appropriate, what the debt is being used to finance.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to government borrowing and debt, including its composition, for BY-1 as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but

additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to government borrowing and debt, including its composition, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on government borrowing and debt for BY-1.

Answer:

c. Yes, information is presented, but it excludes some core elements.

Source:

Comment:

Voir annexe 1 du rapport de présentation du projet de budget pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

32. In the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation, what is the most recent year presented for which the debt figures reflect actual outcomes?

GUIDELINES:

Question 32 asks for which year the actual outcome for debt is shown. In most cases, the most recent year for which budget data on actual outcomes are available will be BY-2, as BY-1 is generally not yet finished when the budget proposal is drafted. So a government that has updated its debt data for BY-2 to reflect what actually occurred, as opposed to estimating the outcome for that year, shows good public financial management practice.

For an "a" answer, a country must meet the good practice of having the figures for BY-2 reflect actual outcomes.

It is essential that all government activities that may have an impact on the budget – in the current budget year or in future budget years – be fully disclosed to the legislature and the public in budget documents. In some countries, for instance, entities outside central government (such as public corporations) undertake fiscal activities that could affect current and future budgets. Similarly, activities that can have a significant impact on the budget, such as payment arrears and contingent liabilities, sometimes are not properly captured by the regular presentations of expenditure, revenue, and debt.

Answer:

a. Two years prior to the budget year (BY-2).

Source:

Comment:

Voir annexe 8 du rapport de présentation du budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

33. "Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on extra-budgetary funds for at least the budget year?

(The core information must include a statement of purpose or policy rationale for the extra-budgetary fund; and complete income, expenditure, and financing data on a gross basis.)"

GUIDELINES:

Question 33 focuses on extra-budgetary funds, asking whether "core" information related to these funds, which exist outside the budget, are presented. These core components include:

- a statement of purpose or policy rationale for the extra-budgetary fund (i.e., why was a particular fund set up? what is it used for?); and
- estimates of its income, expenditure, and financing. (These estimates should be presented on a gross basis so that it is possible to tell how much money flows through each extra-budgetary fund.)

In most countries, governments engage in certain budgetary activities that are not included in the central government's budget. Known as extra-budgetary funds, they can range in size and scope. For example, countries frequently set up pension and social security programs as extra-budgetary funds, where the revenues collected and the benefits paid are recorded in a separate fund outside the budget. Another example of an extra-budgetary fund can be found in countries dependent on hydrocarbon/mineral resources, where revenues from producing and selling those resources are channeled through systems outside the annual budget.

In some cases, the separation engendered by an extra-budgetary fund serves a legitimate political purpose, and the finances and activities of these funds are well documented. In other cases, however, this structure is used for obfuscation, and little or nothing is known about a fund's finances and activities.

The availability of information related to extra-budgetary funds is essential for a comprehensive understanding of the government's true fiscal position. In addition to the core information, other information about extra-budgetary funds is also desirable. Such information includes a discussion of the risks associated with the extra-budgetary fund; expenditures classified by economic, functional, or administrative unit; and the rules and procedures that govern the operations and management of the extra-budgetary fund.

For more information about extra-budgetary funds, see the *Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Core Budget* (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Looking-Beyond-the-Budget.pdf>) and Principle 2.1.1 of the IMF's *Fiscal Transparency Handbook* (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to extra-budgetary funds as well as some additional information beyond the core elements. A "b" answer applies if the Executive's Budget Proposal or supporting documentation presents all of the core information. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to extra-budgetary funds is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on extra-budgetary funds.

Answer:
d. No, information related to extra-budgetary funds is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: There are no extra-budgetary funds

IBP Comment

According to the latest PEFA report (<https://pefa.org/node/516>), extrabudgetary funds do exist: e.g., pages 33 (social security), 49, or 131: "Les opérations extrabudgétaires (notamment les EPN et les organismes de protection sociale sont importantes (14,4% en dépenses et 22% en recettes) et n'apparaissent pas dans les états financiers (exécutés) de l'État." To maintain consistency of responses across countries and with the OBS methodology, response "d" is retained.

34. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present central government finances (both budgetary and extra-budgetary) on a consolidated basis for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 34 asks whether the Executive's Budget Proposal or supporting documents present the finances of the central government on a consolidated basis, showing both its budgetary and extra-budgetary activities. Virtually all of the questions in the OBS questionnaire focus on budgetary central government – the activities of the ministries, departments, or agencies of central government. In addition, Question 33 asks about extra-budgetary funds, such as social security funds that are not included in the budget.

Coverage is an important aspect of fiscal reporting. Budget documents should cover the full scope of government's financial activity. In many countries, extra-budgetary activities are substantial, and can represent a sizable share of the central government's activities. To get a full picture of the central government's finances, therefore, it is necessary to examine both activities that are included in the budget and those that are extra-budgetary. This question asks whether such a consolidated presentation of central government finances is provided.

The central government is only one component of the overall public sector. The public sector also includes other levels of government, such as state and local

government, and public corporations. (See Box 2.1 under Principle 1.1.1 of the IMF's Fiscal Transparency Handbook (2018): <https://www.eibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>). For the purpose of answering this question, please consider only the central government level.

In order to answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present central government finances (both budgetary and extra-budgetary) on a consolidated basis for at least the budget year.

Answer:

b. No, central government finances are not presented on a consolidated basis.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, central government finances are presented on a consolidated basis.

Comments: there is no extra-budgetary funds

Researcher Response

Le projet de budget publié ne présente pas de données extra budgétaires. Nous optons donc pour la réponse "a".

IBP Comment

According to the latest PEFA report (<https://pefa.org/node/516>), extrabudgetary funds do exist: e.g., pages 33 (social security), 49, or 131: "Les opérations extrabudgétaires (notamment les EPN et les organismes de protection sociale sont importantes (14,4% en dépenses et 22% en recettes) et n'apparaissent pas dans les états financiers (exécutés) de l'État." To maintain consistency of responses across countries and with the OBS methodology, response "d" is retained.

35. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of intergovernmental transfers for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 35 asks about intergovernmental transfers. In many cases, the central government supports the provision of a good or service by a lower level of government through an intergovernmental transfer of funds. This is necessary because, independent from the level of administrative decentralization that exists in a given country, the capacity for revenue collection of a local government is unlikely to be sufficient to pay for all its expenses. However, because the activity is not being undertaken by an administrative unit of the central government, it is unlikely to receive the same level of review in the budget. Thus it is important to include in the budget proposal a statement that explicitly indicates the amount and purposes of these transfers.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year both estimates covering all intergovernmental transfers and a narrative discussing these transfers. If a narrative discussion is not included, but estimates for all intergovernmental transfers are presented, then a "b" answer is appropriate. A "c" response applies if the presentation includes estimates covering only some, but not all, intergovernmental transfers (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no estimates of intergovernmental transfers are presented.

Answer:

d. No, estimates of intergovernmental transfers are not presented.

Source:

Comment:

Les informations sur les transferts intergouvernementaux ne sont pas présentées.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

36. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present alternative displays of expenditures (such as by gender, by age, by income, or by region) to illustrate the financial impact of policies on different groups of citizens, for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 36 asks about "alternative displays" of expenditures that highlight the financial impact of policies on different groups of citizens. As discussed above, expenditures are typically presented by at least one of three classifications – administrative, functional, and economic classifications (see Questions 1-5) – and by individual program (Question 6). In addition, governments can provide alternative displays to emphasize different aspects of expenditure policies and to show who benefits from these expenditures.

For the purpose of answering this question, the alternative presentation must differ from the presentations (such as administrative, functional, or economic classifications or presentation by program) used to answer other questions. The alternative display can cover all expenditures or only a portion of expenditures. For instance, it can show how all expenditures are distributed according to geographic region or it can show how selected expenditures (such as the health budget or the agriculture budget) are distributed to different regions. But such a geographic display must be something different than the presentation of intergovernmental transfers used to answer question 35. One exception is when a country includes a special presentation of all policies intended to benefit the most impoverished populations (and is used to answer Question 52) then that can be considered an alternative display for purposes of answering this question as well. Finally, brief fact sheets showing how proposals in the budget benefit particular groups would be insufficient; only more detailed presentations would be considered.

The IBP Budget Brief, "How Transparent are Governments When it Comes to Their Budget's Impact on Poverty and Inequality?"

(<https://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/government-transparency-of-budgets-impact-on-poverty-inequality-ibp-2019.pdf>) includes a discussion of the importance of alternative displays of budget information and provides a number of examples. For instance,

- Bangladesh in its 2017-18 Budget included a detailed supplementary Gender Budgeting Report, which presents the spending dedicated to advancing women across various departments. (<https://mof.portal.gov.bd/site/page/3bb14732-b5b1-44df-9921-efedf1496295>).
- The UK's 2017 budget included a supplementary analysis that provided a distributional analysis of the budget by households in different income groups (see https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/661465/distributional_analysis_autumn_budget_2017.pdf)
- South Africa's 2017 Budget Review goes beyond the standard presentation of intergovernmental transfers, discussing the redistribution that results from national revenue flowing to the provinces and municipalities and presenting the allocations on a per capita basis (see chapter 6, <http://www.treasury.gov.za/documents/national%20budget/2017/review/FullBR.pdf>).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must include at least three different presentations that illustrate the financial impact of policies on different groups of citizens for at least the budget year. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must include at least two different alternative displays of expenditures. A "c" applies if only one type of alternative display of expenditure is presented. Answer "d" applies if no alternative display of expenditure is presented.

Answer:

d. No, alternative displays of expenditures are not presented to illustrate the financial impact of policies on different groups of citizens.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

36b. Based on the response to Question 36, select the box(es) below to identify which types of alternative displays are included in the Executive's Budget Proposal:

Answer:

None of the above

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

37. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of transfers to public corporations for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 37 asks about transfers to public corporations. It is often the case that governments have a stake in enterprises that manage resources that are particularly relevant for the public good (such as electricity, water, and oil). While these public corporations can operate independently, in some cases the government will provide direct support by making transfers to these corporations, including to subsidize capital investment and operating expenses.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year both estimates covering all transfers to public corporations and a narrative discussing the purposes of these transfers. If a narrative discussion is not included, but estimates for all transfers to public corporations are presented, then a "b" answer is appropriate. A "c" response applies if the presentation includes estimates covering only some, but not all, transfers to public corporations (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "c" also applies if estimates of transfers to public corporations are presented as a single line item. Answer "d" applies if no estimates of transfers to public corporations are presented.

Answer:

c. Yes, estimates of some but not all transfers to public corporations are presented.

Source:

Comment:

Voir l'annexe 1 relatif au cadrage budgétaire 2019 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, estimates of all transfers to public corporations are presented, but a narrative discussion is not included.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Researcher Response

Les subventions sont présentées dans le projet de budget mais pas de narratif sur leur utilisation. Au niveau du projet de budget 2019 les dépenses affectées aux entreprises publiques se retrouvent dans les "recettes affectées" à la page 3 qui sont dans les comptes spéciaux du Trésor. Par exemple la SIR ou le Fonds d'entretien routier (FER) qui ont reçu respectivement 53,1 milliards de FCFA et 148,3 milliards de FCFA. Réponse "b".

IBP Comment

We acknowledge and welcome the Government Reviewer's and Researcher's comments. However, the most recent PEFA report (published in 2019, <https://pefa.org/country/cote-divoire>) mentions that at the end of 2016 there were 82 public corporations divided into Sociétés d'État (27) and Sociétés à participation financière publique (55). And, upon careful review of the Executive's Budget Proposal, it was not possible to find individual transfers to more than a handful of public corporations. The response is therefore changed from "b" to "c."

38. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on quasi-fiscal activities for at least the budget year?

(The core information must include a statement of purpose or policy rationale for the quasi-fiscal activity and the intended beneficiaries.)

GUIDELINES:

Question 38 focuses on quasi-fiscal activities, asking whether "core" information related to such activities is presented. These core components include:

- A statement of purpose or policy rationale for the quasi-fiscal activity (i.e., what is the reason for engaging in this activity?);
- The identification of intended beneficiaries of the quasi-fiscal activity.

The term “quasi-fiscal activities” refers to a broad range of activities that are fiscal in character and could be carried out through the regular budget process but are not. For example, a quasi-fiscal activity could take place if, instead of providing a direct subsidy through the budget for a particular activity, a public financial institution provides an indirect subsidy by offering loans at below-market rates for that activity. Similarly, it is a quasi-fiscal activity when an enterprise provides goods or services at prices below commercial rates to certain individuals or groups to support the government’s policy goals.

The above examples are policy choices that may be approved by the government and legislature. However, quasi-fiscal activities can also involve activities that violate or circumvent a country’s budget process laws or are not subject to the regular legislative approval process for expenditures. For example, the executive may issue an informal order to a government entity, such as a public commercial enterprise, to provide the executive with goods and services that normally would have to be purchased with funding authorized by the legislature. All quasi-fiscal activities should be disclosed to the public and subject to public scrutiny.

Beyond the core information, some governments may also provide other information about quasi-fiscal activities, including for example: the anticipated duration of the quasi-fiscal activity; a quantification of the activity and the assumptions that support these estimates; and a discussion of the fiscal significance and potential risks associated with the activity, including the impact on the entity carrying out the activity. Principle 3.3.2 of the IMF’s Fiscal Transparency Handbook (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>) provides examples of quasi-fiscal activities that can be consulted as needed. And more details on quasi-fiscal activities can be found in the Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Core Budget (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Looking-Beyond-the-Budget.pdf>).

To answer “a,” the Executive’s Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to all quasi-fiscal activities for at least the budget year as well as some additional information beyond the core elements. To answer “b,” the Executive’s Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer “b” is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A “c” answer applies if some information related to quasi-fiscal activities is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer “d” applies if no information is presented on quasi-fiscal activities.

If quasi-fiscal activities do not represent a significant problem in your country, please mark “e.” However, please exercise caution in answering this question.

Answer:

d. No, information related to quasi-fiscal activities is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

39. Does the Executive’s Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on financial assets held by the government for at least the budget year?

(The core information must include a listing of the assets, and an estimate of their value.)

GUIDELINES:

Question 39 focuses on financial assets held by the government, asking whether “core” information related to these assets is presented. These core components include:

- A listing of the financial assets; and
- An estimate of their value.

Governments own financial assets such as cash, bonds, or equities. Unlike private sector businesses, however, few governments maintain balance sheets that show the value of their assets and liabilities.

Beyond the core information, some governments may also provide other information about financial assets, including for example: a discussion of their purpose; historical information on defaults; differences between reported values and market values; and a summary of financial assets as part of the government’s balance sheet.

To answer “a,” the Executive’s Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year all of the core information related to all financial assets held by the government as well as some additional information beyond the core elements. To answer “b,” the Executive’s Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer “b” is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A “c” answer applies if some information related to financial assets is presented, but some of

the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on financial assets held by the government.

Answer:

c. Yes, information is presented, but it excludes some core elements or some financial assets.

Source:

Comment:

Voir annexe 3 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019. Voir les lignes: Dividendes PETROCI, Autres Dividendes (SIB,SGBCI, autres), Produits de la privatisation et vente d'actifs.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for all financial assets.

Comments: https://dgpe.gouv.ci/index.php?p=rapport_sef Voir le Rapport sur la situation des entreprises publiques (Rapport annuel de la DGPE)

Researcher Response

Nous ne pouvons pas considérer le Rapport sur la situation des entreprises publiques comme faisant partie du Projet de budget car non prise en compte dans le projet de budget de l'exécutif publié lors de l'évaluation. En outre, les informations contenues dans le Projet de budget ne contiennent pas les données précises sur les "autres" entreprises tel que décrit dans le tableau à l'annexe 3 du rapport de présentation du budget 2019. Donc nous pensons que la réponse "c" doit être maintenue.

40. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on nonfinancial assets held by the government for at least the budget year?

(The core information must include a listing of the assets by category.)

GUIDELINES:

Question 40 focuses on nonfinancial assets held by the government, asking whether "core" information related to these assets is presented. The core information is a listing of nonfinancial assets, grouped by the type (or category) of asset.

Nonfinancial assets are things of value that the government owns or controls (excluding financial assets) such as land, buildings, and machinery. The valuation of public nonfinancial assets can be problematic, particularly in cases where the asset is not typically available on the open market (such as a government monument). In these cases, it is considered acceptable to provide summary information in budget documents from a country's register of assets. But, in some cases, governments are able to value their nonfinancial assets; some present a summary of nonfinancial assets as part of their balance sheets. For an example of how nonfinancial assets are presented in one of the many supporting documents to the New Zealand Executive's Budget Proposal, see the Forecast Financial Statement 2011, Notes to the Financial Statements (Continued), Note 14, accessible here: <https://treasury.govt.nz/sites/default/files/2011-05/befu11-pt6of8.pdf>.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year a listing by category of all nonfinancial assets held by the government as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to nonfinancial assets is presented, but some nonfinancial assets are not included. Answer "d" applies if no information is presented on nonfinancial assets held by the government.

Answer:

d. No, information related to nonfinancial assets is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

41. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of expenditure arrears for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 41 asks about estimates of expenditure arrears, which arise when government has entered into a commitment to spend funds but has not made the payment when it is due. (For more information see sections 3.49-3.50 of the IMF's GFS Manual 2001, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/qfs/manual/pdf/all.pdf> (page 29)). Though equivalent to borrowing, this liability is often not recorded in the budget, making it difficult to assess fully a government's financial position. Moreover, the obligation to repay this debt affects the government's ability to pay for other activities.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year both estimates covering all expenditure arrears and a narrative discussing the arrears. If a narrative discussion is not included, but estimates for all expenditure arrears are presented, then a "b" answer is appropriate. A "c" response applies if the presentation includes estimates covering only some, but not all, expenditure arrears (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no estimates of expenditure arrears are presented.

If expenditure arrears do not represent a significant problem in your country, please mark "e." However, please exercise caution in answering this question. Public expenditure management laws and regulations often will allow for reasonable delays, perhaps 30 or 60 days, in the routine payment of invoices due. Expenditure arrears impacting a small percentage of expenditure that are due to contractual disputes should not be considered a significant problem for the purpose of answering this question.

Answer:

c. Yes, estimates of some but not all expenditure arrears are presented.

Source:

Comment:

Les arriérés de salaires ont été présentés dans le projet de budget à la page 11.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

42. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on contingent liabilities, such as government loan guarantees or insurance programs, for at least the budget year?

(The core information must include a statement of purpose or policy rationale for each contingent liability; the new guarantees or insurance commitments proposed for the budget year; and the total amount of outstanding guarantees or insurance commitments (the gross exposure) at the end of the budget year.)

GUIDELINES:

Question 42 focuses on contingent liabilities, asking whether "core" information related to these liabilities is presented. These core components include:

- *a statement of purpose or policy rationale for each contingent liability;*
- *the new contingent liabilities for the budget year, such as new guarantees or insurance commitments proposed for the budget year; and*
- *the total amount of outstanding guarantees or insurance commitments at the end of the budget year. This reflects the gross exposure of the government in the case that all guarantees or commitments come due (even though that may be unlikely to occur).*

Contingent liabilities are recognized under a cash accounting method only when the contingent event occurs and the payment is made. An example of such liabilities is the case of loans guaranteed by the central government, which can include loans to state-owned banks and other state-owned commercial enterprises, subnational governments, or private enterprises. Under such guarantees, government will only make a payment if the borrower defaults. Thus a key issue for making quantitative estimates of these liabilities is assessing the likelihood of the contingency occurring.

In the budget, according to the OECD, "[w]here feasible, the total amount of contingent liabilities should be disclosed and classified by major category reflecting their nature; historical information on defaults for each category should be disclosed where available. In cases where contingent liabilities cannot be quantified, they should be listed and described."

Beyond the core information, some governments may also provide other information about contingent liabilities, including for example: historical default rates for each program, and likely default rates in the future; the maximum guarantee that is authorized by law; any special financing associated with the guarantee (e.g., whether fees are charged, whether a reserve fund exists for the purpose of paying off guarantees, etc.); the duration of each guarantee; and an estimate

of the fiscal significance and potential risks associated with the guarantees.

For more details on contingent liabilities, see *Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Core Budget* (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Looking-Beyond-the-Budget.pdf>) and page 59 (Box 11) and Principle 3.2.3 of the IMF's *Fiscal Transparency Handbook* (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year all of the core information related to contingent liabilities as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to contingent liabilities is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on contingent liabilities.

Answer:

d. No, information related to contingent liabilities is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

43. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present projections that assess the government's future liabilities and the sustainability of its finances over the longer term?

(The core information must cover a period of at least 10 years and include the macroeconomic and demographic assumptions used and a discussion of the fiscal implications and risks highlighted by the projections.)

GUIDELINES:

Question 43 focuses on government's future liabilities and the sustainability of its finances over the longer-term, asking whether "core" information related to these issues is presented. These core components must include:

- Projections that cover a period of at least 10 years.
- The macroeconomic and demographic assumptions used in making the projections.
- A discussion of the fiscal implications and risks highlighted by the projections. Good public financial management calls for budgets to include fiscal sustainability analyses.

The IMF's *Fiscal Transparency Handbook* (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>) recommends that governments regularly publish the projected evolution of the public finances over the longer term (see Principle 3.1.3.). Future liabilities are a particularly important element when assessing the sustainability of public finances over the long term. Future liabilities are the result of government commitments that, unlike contingent liabilities, are virtually certain to occur at some future point and result in an expenditure. A typical example consists of government obligations to pay pension benefits or cover health care costs of future retirees. Under a cash accounting system, only current payments associated with such obligations are recognized in the budget. To capture the future impact on the budget of these liabilities, a separate statement is required.

Beyond the core information, some governments may also provide other information about the sustainability of their finances, including for example: projections that cover 20 or 30 years; multiple scenarios with different sets of assumptions; assumptions about other factors (such as the depletion of natural resources) that go beyond just the core macroeconomic and demographic data; and a detailed presentation of particular programs that have long time horizons, such as civil service pensions.

For more details on future liabilities, see *Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Core Budget* (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Looking-Beyond-the-Budget.pdf>).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core information related to future liabilities and the sustainability of government finances over the longer term as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to future liabilities is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on future liabilities and the sustainability of government's finances

Answer:

d. No, information related to future liabilities and the sustainability of finances over the longer term is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

44. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of the sources of donor assistance, both financial and in-kind, for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 44 asks about estimates of donor assistance, both financial and in-kind assistance. Such assistance is considered non-tax revenue, and the sources of this assistance should be explicitly identified. In terms of in-kind assistance, the concern is primarily with the provision of goods (particularly those for which there is a market that would allow goods received as in-kind aid to be sold, thereby converting them into cash) rather than with in-kind aid like advisors from a donor country providing technical assistance.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year both estimates covering all donor assistance and a narrative discussing the assistance. If a narrative discussion is not included, but estimates for all donor assistance are presented, then a "b" answer is appropriate. A "c" response applies if the presentation includes estimates covering only some, but not all, donor assistance (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "c" also applies if the sources of donor assistance are not presented, but the total amount of donor assistance is presented as a single line item. Answer "d" applies if no estimates of donor assistance are presented. Select answer "e" if your country does not receive donor assistance.

Answer:

c. Yes, estimates of some but not all sources of donor assistance are presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, estimates of some but not all sources of donor assistance are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/02-RAPPORT%20DE%20PRESENTATION%20%202019.pdf> voir page 10

IBP Comment

In light of the Government Reviewer's comment, and having reviewed the document again, information on donor assistance has been found. The response has been changed, from "d" to "c."

45. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on tax expenditures for at least the budget year?

(The core information must include a statement of purpose or policy rationale for each tax expenditure, the intended beneficiaries, and an estimate of the revenue foregone.)

GUIDELINES:

Question 45 focuses on tax expenditures, asking whether "core" information related to these tax preferences is presented. These core components must include for both new and existing tax expenditures:

- a statement of purpose or policy rationale;
- a listing of the intended beneficiaries; and
- an estimate of the revenue foregone.

Tax expenditures arise as a result of exceptions or other preferences in the tax code provided for specified entities, individuals, or activities. Tax expenditures often have the same impact on public policy and budgets as providing direct subsidies, benefits, or goods and services. For example, encouraging a company to engage in more research through a special tax break can have the same effect as subsidizing it directly through the expenditure side of the budget, as it still constitutes a cost in terms of foregone revenues. However, expenditure items that require annual authorization are likely to receive more scrutiny than tax breaks that are a permanent feature of the tax code.

*Beyond the core information, some governments may also provide other information about tax expenditures, including for example: the intended beneficiaries by sector and income class (distributional impact); a statement of the estimating assumptions, including the definition of the benchmark against which the foregone revenue is measured; and a discussion of tax expenditures as part of a general discussion of expenditures for those program areas that receive both types of government support (in order to better inform policy choices). For more details on tax expenditures, see *Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Core Budget* (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Looking-Beyond-the-Budget.pdf>) and Principle 1.1.4 of the IMF's *Fiscal Transparency Handbook* (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>).*

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present, for at least the budget year, all of the core information related to tax expenditures as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to tax expenditures is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on tax expenditures.

Answer:

d. No, information related to tax expenditures is not presented.

Source:

Comment:

Ces informations sont contenues dans l'annexe fiscale, mais ce document n'est pas publié au moment de la publication du projet de budget.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: L'annexe fiscal ne fait pas partie du projet de loi des finances 2019.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, the core information is presented for all tax expenditures.

Comments: Il s'agit du rapport sur la dépense fiscale qui est régulièrement produit et publié :

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/Rapport_sur_la_Depense_Fiscales_2018_Budget_2019.pdf

IBP Comment

We acknowledge the comment provided by the Government Reviewer, and we welcome the regular publication of the "Rapport sur la dépense fiscale" he cited. Such document, however, is not part of the Projet de loi de finance, as indicated by the researcher and confirmed by the peer reviewer. The response remains, therefore, unchanged.

46. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of earmarked revenues for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 46 asks about estimates of earmarked revenues, which are revenues that may only be used for a specific purpose (for example, revenues from a tax on fuel that can only be used for building roads). This information is important in determining which revenues are available to fund the government's general expenses, and which revenues are reserved for particular purposes.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present for at least the budget year both estimates covering all earmarked revenues and a narrative discussing the earmarks. If a narrative discussion is not included, but estimates for all earmarked revenues are presented, then a "b" answer is appropriate. A "c" response applies if the presentation includes estimates covering only some, but not all, earmarked revenues (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no estimates of earmarked revenues are presented. An "e" response applies if revenue is not earmarked or the practice is disallowed by law or regulation.

Answer:

a. Yes, estimates of all earmarked revenues are presented, along with a narrative discussion.

Source:

Comment:

Voir pages 7, 10, 11 et les annexes 1 et 7 du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

47. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on how the proposed budget (both new proposals and existing policies) is linked to government's policy goals for the budget year?

GUIDELINES:

Questions 47 and 48 ask about information that shows how the budget (both new proposals and existing policies) is linked to the government's policy goals. The budget is the executive's main policy document, the culmination of the executive's planning and budgeting processes. Therefore, it should include a clear description of the link between policy goals and the budget – that is, an explicit explanation of how the government's policy goals are reflected in its budget choices. For an example of a discussion of a government's policy goals in the budget, see pages 13-18 of New Zealand's 2011 Statement of Intent (<http://www.treasury.govt.nz/publications/abouttreasury/soi/2011-16>), one of the many documents supporting its budget.

In some countries the government prepares strategic/development plans. These plans include all the policies the government is planning to implement for the budget year and very often cover a multi-year perspective. In some cases, these plans do not match the budget documentation, and it is possible that they are completely disconnected from the Executive's Budget Proposal. So the question is examining whether government policy plans are "translated" into revenue and expenditure figures in the actual budget documents.

Question 47 asks about the information covering the budget year, and Question 48 asks about the period at least two years beyond the budget year. To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present both estimates of how the budget is linked to government's policy goals for the budget year (for Question 47) or for a multi-year period beyond the budget year (for Question 48) and a narrative discussion of how these policy goals are reflected in the budget. To answer "b" for either question, the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present estimates that show how the budget is linked to government's policy goals, but no narrative discussion is included. A "c" response applies if the presentation includes only a narrative discussion, or if it includes estimates that show how the budget is linked to some, but not all, of the government's policy goals (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no information is presented on how the budget is linked to government's policy goals.

Answer:

c. Yes, information that shows how the proposed budget is linked to some but not all of the government's policy goals for the budget year is presented.

Source:

http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/TOME1_compresses.pdf

http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/TOME2_compresses.pdf

http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/TOME3_compresses.pdf

Comment:

Ces informations sont contenues dans le Plan National de Développement 2016-2020 Tome 1 de la page 97 à 119, le Tome 2 et le tome 3.

Certaines informations sont présentées dans l'introduction du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019 à partir de la page 6 à la page 16.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Certaines informations sont présentées dans l'introduction du rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019 à partir de la page 6 à la page 16. Par contre, le PND 2016-2020 n'est pas un document budgétaire équivalent au Projet de loi des finances 2019: il ne peut donc servir de référence pour cette question.

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Selon le guide "Dans certains pays, le gouvernement prépare des plans stratégiques / de développement. Ces plans couvrent toutes les politiques que le gouvernement envisage de mettre en œuvre pour l'année budgétaire et très souvent dans une perspective pluriannuelle. Dans certains cas, ces plans ne correspondent pas aux documents budgétaires, et ils peuvent parfois être totalement distincts du Projet de budget de l'exécutif. Donc la question examine si les plans de la politique du gouvernement sont «traduits» dans les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses dans les

documents budgétaires réels." Le PND est le document de base en Côte d'Ivoire de l'élaboration des politiques publiques sectorielles et par delà les budgets annuels pour la mise en oeuvre opérationnelle des politiques publiques. Bien que ce document ne puisse pas être considéré comme document budgétaire, elle contient tout de même les déclarations de politiques publiques que sont sensées mettre en oeuvre les budgets de 2016 à 2020.

IBP Comment

Clarification: response "c" has been selected on the basis of the information included in the Executive's Budget Proposal and not the PND that is not part of the EBP package.

48. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present information on how the proposed budget (both new proposals and existing policies) is linked to government's policy goals for a multi-year period (for at least two years beyond the budget year)?

GUIDELINES:

Questions 47 and 48 ask about information that shows how the budget (both new proposals and existing policies) is linked to the government's policy goals. The budget is the executive's main policy document, the culmination of the executive's planning and budgeting processes. Therefore, it should include a clear description of the link between policy goals and the budget – that is, an explicit explanation of how the government's policy goals are reflected in its budget choices. For an example of a discussion of a government's policy goals in the budget, see pages 13-18 of New Zealand's 2011 Statement of Intent (<http://www.treasury.govt.nz/publications/abouttreasury/soi/2011-16>), one of the many documents supporting its budget.

In some countries the government prepares strategic/development plans. These plans include all the policies the government is planning to implement for the budget year and very often cover a multi-year perspective. In some cases, these plans do not match the budget documentation, and it is possible that they are completely disconnected from the Executive's Budget Proposal. So the question is examining whether government policy plans are "translated" into revenue and expenditure figures in the actual budget documents.

Question 47 asks about the information covering the budget year, and Question 48 asks about the period at least two years beyond the budget year. To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present both estimates of how the budget is linked to government's policy goals for the budget year (for Question 47) or for a multi-year period beyond the budget year (for Question 48) and a narrative discussion of how these policy goals are reflected in the budget. To answer "b" for either question, the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present estimates that show how the budget is linked to government's policy goals, but no narrative discussion is included. A "c" response applies if the presentation includes only a narrative discussion, or if it includes estimates that show how the budget is linked to some, but not all, of the government's policy goals (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" applies if no information is presented on how the budget is linked to government's policy goals.

Answer:

d. No, information on the link between the budget and the government's stated policy goals for a multi-year period is not presented.

Source:

Comment:

Le lien des objectifs et du Budget avec le PND est évoqué de manière sommaire dans l'introduction du projet de budget 2019.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La réponse est d.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates that show how the proposed budget is linked to all the government's policy goals for a multi-year period are presented, along with a narrative discussion.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment. However, the document cited is the DPBEP that is not part of the Executive's Budget Proposal package, and therefore cannot be used as supporting evidence for this question. The response remains unchanged ("d") also in light of the Peer Reviewer's confirmation.

49. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present nonfinancial data on inputs to be acquired for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 49 asks about the availability of nonfinancial data on inputs for the budget year. (Nonfinancial data on outputs and outcomes are addressed in

Question 50.)

The budget should disclose not only the amount of money that is being allocated on a program but also any information needed to analyze that expenditure. Nonfinancial data and performance targets associated with budget proposals are used to assess the success of a given policy. For example, even when allocated funds are spent according to plan, there remains the question of whether the policy delivered the results that it aimed to achieve.

Nonfinancial data can include information on:

Inputs - These are the resources assigned to achieve results. For example, in regards to education, nonfinancial data on inputs could include the number of books to be provided to each school or the materials to be used to build or refurbish a school.

Outputs - These are products and services delivered as a result of inputs. For example, the number of pupils taught every year; the number of children that received vaccines; or the number of beneficiaries of a social security program.

Outcomes - These are the intended impact or policy goals achieved. For example, an increase in literacy rates among children under 10, or a reduction in rates of maternal mortality.

In addition, governments that set performance targets must use nonfinancial data for outputs and outcomes to determine if these targets have been met.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present, for at least the budget year, nonfinancial data on inputs for each individual program within all administrative units (ministries, departments, and agencies). It is also acceptable if nonfinancial data on inputs for each individual program is organized by functions. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present nonfinancial data on inputs for all administrative units or all functions, but not for each individual program (or even for any programs) within those administrative units or functions. A "c" response applies if nonfinancial data on inputs are presented only for some programs and/or some administrative units or some functions. Answer "d" applies if no nonfinancial data on inputs is presented.

Answer:

d. No, nonfinancial data on inputs are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

50. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present nonfinancial data on results (in terms of outputs or outcomes) for at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 50 asks about the availability of nonfinancial data on results for the budget year. Nonfinancial data on results can include data on both outputs and outcomes, but not on inputs (which are addressed in Question 49).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present, for at least the budget year, nonfinancial data on results for each individual program within all administrative units (ministries, departments, and agencies). It is also acceptable if nonfinancial data on results for each individual program is organized by functional classification. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must present nonfinancial data on results for all administrative units or all functional classifications, but not for each individual program (or even for any programs) within those administrative units or functions. A "c" response applies if nonfinancial data on results are presented only for some programs and/or some administrative units or some functions. Answer "d" applies if no nonfinancial data on results is presented.

Answer:

d. No, nonfinancial data on results are not presented.

Source:

Comment:

Les informations fournies au niveau des dépenses d'investissement restent encore très agrégées et ne donnent pas une bonne lisibilité des résultats attendus.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

51. Are performance targets assigned to nonfinancial data on results in the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation?

GUIDELINES:

Question 51 asks about performance targets assigned to nonfinancial data on results for the budget year. The question applies to those nonfinancial results shown in the budget, and that were identified for purposes of Question 50.

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must assign performance targets to all nonfinancial data on results shown in the budget for at least the budget year. To answer "b," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must assign performance targets to a majority (but not all) of the nonfinancial data on results shown in the budget. A "c" response applies performance targets are assigned only to less than half of the nonfinancial data on results. Answer "d" applies if no performance targets are assigned to nonfinancial data on results shown in the budget, or the budget does not present nonfinancial results.

Answer:

d. No, performance targets are not assigned to nonfinancial data on results, or the budget does not present nonfinancial data on results.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les objectifs budgétaires ciblés seront définis en termes de performance dans le cadre de la gestion axée sur les résultats dont la première année de mise oeuvre est prévue en 2020.

Government Reviewer

Opinion: Agree

52. Does the Executive's Budget Proposal or any supporting budget documentation present estimates of policies (both new proposals and existing policies) that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations in at least the budget year?

GUIDELINES:

Question 52 asks whether the budget highlight policies, both new and existing, that benefit the poorest segments of society. This question is intended to assess only those programs that directly address the immediate needs of the poor, such as through cash assistance programs or the provision of housing, rather than indirectly, such as through a stronger national defense. This information is of particular interest to those seeking to bolster government's commitment to anti-poverty efforts. For purposes of answering this question, a departmental budget (such as for the Department of Social Welfare) would not be considered acceptable. In general, this question is asking whether the EBP includes a special presentation that pulls together estimates of all the relevant policies in one place. However, if the country uses "program budgeting," where programs are presented as expenditure categories with specific and identified objectives, and it identifies anti-poverty programs within each administrative unit, then that is also acceptable for this question.

The IBP Budget Brief, "How Transparent are Governments When it Comes to Their Budget's Impact on Poverty and Inequality?"

(<https://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/government-transparency-of-budgets-impact-on-poverty-inequality-ibp-2019.pdf>) includes a discussion of countries that have provided information on how its policies affect the poor.

For instance, Pakistan provides a detailed breakdown of pro-poor expenditure as part of its 2017-18 budget proposal. In one document, the government sets out policy priorities, expected outputs, and estimates of past and future spending for several programs aimed at poverty alleviation. Another supporting document provides a comprehensive overview of ongoing policies, including a chapter on social safety nets, covering both financial and performance information of poverty alleviation schemes over a period of eight years. (http://www.finance.gov.pk/budget/mtbf_2018_21.pdf and http://www.finance.gov.pk/survey_1718.html).

To answer "a," the Executive's Budget Proposal or supporting documentation must for at least the budget year both present estimates covering all policies that are intended to benefit the most impoverished populations and include a narrative discussion that specifically addresses these policies. (For countries using program budgeting that breaks out individual anti-poverty programs, there should be a separate narrative associated with each such program.) Answer "b" if a narrative discussion is not included, but estimates for all policies that are intended to benefit the most impoverished populations are presented. Answer "c" if the presentation includes estimates covering only some, but not all, policies that are intended to benefit the most impoverished populations (regardless of whether it also includes a narrative discussion). Answer "d" if no estimates of policies that are intended to benefit the most impoverished populations are presented.

Answer:

a. Yes, estimates of all policies that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations are presented, along with a narrative discussion.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/projet-de-budget-2019-et-rapport-de-pr%C3%A9sentation_2018.pdf

Comment:

Voir page 16 et Annexe 6 du Rapport de présentation du projet de budget de l'Etat pour l'année 2019, "Evolution des dépenses pro-pauvres."

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

53. Does the executive release to the public its timetable for formulating the Executive's Budget Proposal (that is, a document setting deadlines for submissions from other government entities, such as line ministries or subnational government, to the Ministry of Finance or whatever central government agency is in charge of coordinating the budget's formulation)?

GUIDELINES:

Question 53 asks about the budget timetable. An internal timetable is particularly important for the executive's management of the budget preparation process, in order to ensure that the executive accounts for the views of the different departments and agencies in the proposed budget. The timetable would, for instance, set deadlines for submissions from other government entities, such as line ministries or subnational government, to the Ministry of Finance or whatever central government agency is in charge of coordinating the budget's formulation. So that civil society is aware of the various steps in the budget formulation process, and when opportunities may exist to engage the executive, it is essential that this timetable be made available to the public.

To answer "a," the executive must prepare a detailed budget timetable and release it to the public. A "b" answer applies if the timetable is made public, but some details are not included. A "c" response applies if the timetable is made public, but many important details are excluded, reducing its value for those outside government. Answer "d" applies if no timetable is made available to the public. As long as a timetable for formulating the Executive's Budget Proposal is released, answer "a," "b," or "c" may be selected, even if the Executive's Budget Proposal is not made publicly available.

Answer:

b. Yes, a timetable is released, but some details are excluded.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/instruction_fixant_le_calendrier_delaboration_du_budget_2019_1.pdf

Comment:

Il n'y a pas par exemple les délais relatifs à la transmission des lettres de cadrage de la DGBF aux collectivités territoriales locales.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, a detailed timetable is released to the public.

Comments: La notification des enveloppes budgétaires par l'envoi de la lettre de cadrage du Premier Ministre prévu le 8 juin 2018 inclut les collectivités territoriales http://budget.gouv.ci/uploads/docs/instruction_fixant_le_calendrier_delaboration_du_budget_2019_1.pdf Voir étape 5 à la page 2.

Researcher Response

Nous comprenons que le document fixant le calendrier d'élaboration du budget prévoit la transmission des enveloppes budgétaires aux ministères ainsi qu'aux collectivités territoriales. Toutefois le délai de transmission des enveloppes budgétaires du ministère de tutelle (Ministère de l'intérieur) aux collectivités décentralisées n'est pas précisé dans le calendrier. Cette précision est importante dans la mesure où elle conditionne le délai de traitement des enveloppes budgétaires par les collectivités territoriales.

54. Does the Pre-Budget Statement present information on the macroeconomic forecast upon which the budget projections are based?

(The core information must include a discussion of the economic outlook with estimates of nominal GDP level, inflation rate, real GDP growth, and interest rates.)

GUIDELINES:

Question 54 focuses on the macroeconomic forecast that underlies the Pre-Budget Statement, asking whether "core" information related to the economic assumptions is presented. These core components include a discussion of the economic outlook as well as estimates of the following:

- nominal GDP level;
- inflation rate;
- real GDP growth; and
- interest rates.

Beyond these core elements, some governments also provide additional information related to the economic outlook, including for instance: short- and long-term interest rates; the rate of employment and unemployment; GDP deflator; price of oil and other commodities; current account; exchange rate; and composition of GDP growth.

To answer "a," the Pre-Budget Statement must present all of the core information related to the macroeconomic forecast as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Pre-Budget Statement must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the macroeconomic forecast is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information on the macroeconomic forecast is presented.

Answer:

d. No, information related to the macroeconomic forecast is not presented.

Source:

Comment:

L'avant projet de budget (DPBEP 2019) n'est pas publié à temps.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for the macroeconomic forecast.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est considéré comme l'avant projet de budget. Il est ensuite actualisé avec les données définitives du budget. Il est publié et contient des informations sur les projections macroéconomiques au delà de ce qui est demandé.

IBP Comment

We welcome the government's comment, but in light of the information provided in Section 1 of this questionnaire, the response remains unchanged. The DBPEB was published too late, on December 28, 2018, that is after the budget was tabled and approved.

55. Does the Pre-Budget Statement present information on the government's expenditure policies and priorities that will guide the development of detailed estimates for the upcoming budget?

(The core information must include a discussion of expenditure policies and priorities and an estimate of total expenditures.)

GUIDELINES:

Question 55 focuses on the government's expenditure policies and priorities in the Pre-Budget Statement, asking whether "core" information related to these policies is presented. These core components include:

- a discussion of expenditure policies and priorities; and
- an estimate of total expenditures.

Although a Pre-Budget Statement is unlikely to include detailed programmatic proposals (such detailed information is typically only presented in the budget itself), it should include a discussion of broad policy priorities and a projection of at least total expenditures associated with these policies for the budget year. The Pre-Budget Statement can include some detail, for instance, estimates provided by any of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications.

To answer "a," the Pre-Budget Statement must present for the upcoming budget year all of the core information related to the government's expenditure policies and priorities as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Pre-Budget Statement must present all of the core components noted above for the upcoming budget year. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the government's expenditure policies and priorities is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information on the government's expenditure policies and priorities is presented.

Answer:

d. No, information related to the government's expenditure policies and priorities is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for the government's expenditure policies and priorities.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est considéré comme l'avant projet de budget. Il est ensuite actualisé avec les données définitives du budget. Il est publié et contient des informations sur les politiques et priorités en matière de dépenses du gouvernement au delà de ce qui est demandé.

IBP Comment

We welcome the government's comment, but in light of the information provided in Section 1 of this questionnaire, the response remains unchanged. The DPBEP was published too late, on December 28, 2018, that is after the budget was tabled and approved.

56. Does the Pre-Budget Statement present information on the government's revenue policies and priorities that will guide the development of detailed estimates for the upcoming budget?

(The core information must include a discussion of revenue policies and priorities and an estimate of total revenues.)

GUIDELINES:

Question 56 focuses on the government's revenue policies and priorities in the Pre-Budget Statement, asking whether "core" information related to these policies is presented. These core components include:

- a discussion of revenue policies and priorities; and
- an estimate of total revenue.

Although a Pre-Budget Statement is unlikely to include detailed revenue proposals, it should include a discussion of broad policy priorities and a projection of at least the total revenue associated with these policies for the budget year. The Pre-Budget Statement can also include more detail, for instance, with estimates provided by revenue category – tax and non-tax – or some of the major individual sources of revenue, such as the Value Added Tax or the income tax.

To answer "a," the Pre-Budget Statement must present for the upcoming budget year all of the core information related to the government's revenue policies and priorities as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Pre-Budget Statement must present all of the core components noted above for the upcoming budget year. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the government's revenue policies and priorities is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information on the government's revenue policies and priorities is presented.

Answer:

d. No, information related to the government's revenue policies and priorities is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, information beyond the core elements is presented for the government's revenue policies and priorities.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est considéré comme l'avant projet de budget. Il est ensuite actualisé avec les données définitives du budget. Il est publié et contient des informations sur les politiques et priorités du gouvernement en matière de recettes au delà de ce qui est demandé.

IBP Comment

We welcome the government's comment, but in light of the information provided in Section 1 of this questionnaire, the response remains unchanged. The DPBEP was published too late, on December 28, 2018, that is after the budget was tabled and approved.

57. Does Pre-Budget Statement present three estimates related to government borrowing and debt: the amount of net new borrowing required during the budget year; the total debt outstanding at the end of the budget year; and interest payments on the debt for the budget year?

GUIDELINES:

Question 57 asks whether the Pre-Budget Statement includes three key estimates related to borrowing and debt:

- *the amount of net new borrowing needed in the upcoming budget year;*
- *the central government's total debt burden at the end of the upcoming budget year; and*
- *the interest payments on the outstanding debt for the upcoming budget year.*

Debt is the accumulated amount of money that the government borrows. The government can borrow from its citizens, banks, and businesses within the country (domestic debt) or from creditors outside the country (external debt). External debt is typically owed to private commercial banks, other governments, or international financial institutions such as the World Bank and the International Monetary Fund.

Net new borrowing is the additional amount of new borrowing that is required for the budget year to finance expenditures in the budget that exceed available revenues. Net new borrowing adds to the accumulated debt. It is distinct from gross borrowing, which also includes borrowing needed to repay existing debt that matured during the budget year; debt that is replaced (or rolled over) does not add to the total of accumulated debt.

Interest payments on the debt (or debt service costs) are typically made at regular intervals, and these payments must be made on a timely basis in order to avoid defaulting on the debt obligation. Interest payments are separate from the repayment of principal, which occurs only when the loan has matured and must be paid back in full.

To answer "a," the Pre-Budget Statement must present all three estimates of borrowing and debt for at least the upcoming budget year. For a "b" answer, the Pre-Budget Statement must present two of those three estimates. For a "c" answer, the PBS must present one of the three estimates. Answer "d" applies if no information on borrowing and debt is presented in the PBS.

Answer:

d. No, none of the three estimates related to government borrowing and debt are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, all three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est considéré comme l'avant projet de budget. Il est ensuite actualisé avec les données définitives du budget. Il est publié et contient les informations sur la dette demandées.

IBP Comment

We welcome the government's comment, but in light of the information provided in Section 1 of this questionnaire, the response remains unchanged. The DPBEP was published too late, on December 28, 2018, that is after the budget was tabled and approved.

58. Does the Pre-Budget Statement present estimates of total expenditures for a multi-year period (at least two-years beyond the budget year)?

GUIDELINES:

Question 58 asks about multi-year expenditure estimates in the Pre-Budget Statement.

To answer "a," expenditure estimates for at least two years beyond the upcoming budget year must be presented. The estimates must be for at least total expenditures, but could include more detail than just the aggregate total.

Answer:

b. No, multi-year expenditure estimates are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, multi-year expenditure estimates are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est considéré comme l'avant projet de budget. Il est ensuite actualisé avec les données définitives du budget. Il est publié et contient les informations demandées.

IBP Comment

We welcome the government's comment, but in light of the information provided in Section 1 of this questionnaire, the response remains unchanged. The DBPEB was published too late, on December 28, 2018, that is after the budget was tabled and approved.

59. Does the Enacted Budget present expenditure estimates by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 59 asks if expenditure estimates in the Enacted Budget are presented by any one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications – which were addressed in Questions 1-5 above. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. Unlike classification by administrative unit, which tends to be unique to each country, functional and economic classifications for government budgeting have been developed and standardized by international institutions. Cross-country comparisons are facilitated by adherence to these international classification standards.

To answer "a," the Enacted Budget must present expenditure estimates by all three of the expenditure classifications. To answer "b," expenditure estimates must be presented by two of the three classifications. A "c" answer applies if expenditure estimates are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if expenditure estimates are not presented by any of the three classifications.

Answer:

a. Yes, the Enacted Budget presents expenditure estimates by all three expenditure classifications (by administrative, economic, and functional classification).

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Comment:

Voir la page le tableau récapitulatif global page 20 pour la classification économique.

Classification fonctionnelle à la page 22 (tableau récapitulatif par secteur)

Classification administrative aux pages 24 à 52.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

59b. Based on the response to Question 59, check the box(es) to identify which expenditure classifications are included in the Enacted Budget:

Answer:
Administrative classification
Economic classification
Functional classification

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

60. Does the Enacted Budget present expenditure estimates for individual programs?

GUIDELINES:

Question 60 asks if expenditure estimates in the Enacted Budget are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable detaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Enacted Budget must present all programs, which account for all expenditures, in the budget year. To answer "b," the Enacted Budget must present expenditures for individual programs that when combined account for at least two-thirds of expenditures, but not all expenditures. A "c" answer applies if the Enacted Budget presents programs that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by program in the Enacted Budget.

Answer:
a. Yes, the Enacted Budget presents estimates for programs accounting for all expenditures.

Source:
<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Comment:
Pages 79 à 807

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

61. Does the Enacted Budget present revenue estimates by category (such as tax and non-tax)?

GUIDELINES:

Question 61 asks whether revenue estimates in the Enacted Budget are presented by "category"— that is, whether tax and non-tax sources of revenue are shown separately.

To answer "a," the Enacted Budget must present revenue estimates classified by category.

Answer:

a. Yes, the Enacted Budget presents revenue estimates by category.

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Comment:

Pages 54-58.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

62. Does the Enacted Budget present individual sources of revenue?

GUIDELINES:

Question 62 asks whether revenue estimates for individual sources of revenue are presented in the Enacted Budget. The question applies to both tax and non-tax revenue.

To answer "a," the Enacted Budget must present all individual sources of revenue, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all revenue. To answer "b," the Enacted Budget must present individual sources of revenue that when combined account for at least two-thirds of all revenue, but not all revenue. A "c" answer applies if the Enacted Budget presents individual sources of revenue that account for less than two-thirds of revenues. Answer "d" applies if individual sources of revenue are not presented.

Answer:

a. Yes, the Enacted Budget presents individual sources of revenue accounting for all revenue.

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Comment:

A partir de la page 53 du document ("Titre 0 Recettes").

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

63. Does the Enacted Budget present three estimates related to government borrowing and debt: the amount of net new borrowing required during the budget year; the total debt outstanding at the end of the budget year; and interest payments on the debt for the budget year?

GUIDELINES:

Question 63 asks about three key estimates related to borrowing and debt:

- the amount of net new borrowing required during the budget year;
- the total debt outstanding at the end of the budget year;
- the interest payments on the outstanding debt for the budget year.

Debt is the accumulated amount of money that the government borrows. The government can borrow from its citizens, banks, and businesses within the country (domestic debt) or from creditors outside the country (external debt). External debt is typically owed to private commercial banks, other governments, or international financial institutions such as the World Bank and the International Monetary Fund.

Net new borrowing is the additional amount of new borrowing that is required for the budget year to finance expenditures in the budget that exceed available revenues. Net new borrowing adds to the accumulated debt. It is distinct from gross borrowing, which also includes borrowing needed to repay existing debt that matured during the budget year; debt that is replaced (or rolled over) does not add to the total of accumulated debt.

Interest payments on the debt (or debt service costs) are typically made at regular intervals, and these payments must be made on a timely basis in order to avoid defaulting on the debt obligation. Interest payments are separate from the repayment of principal, which occurs only when the loan has matured and must be paid back in full.

To answer "a," the Enacted Budget must present all three estimates of borrowing and debt. For a "b" answer, the Enacted Budget must present two of those three estimates. For a "c" answer, the Enacted Budget must present one of the three estimates. Answer "d" applies if no information on borrowing and debt is presented in the Enacted Budget.

Answer:

a. Yes, all three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/01-LOI%20DE%20FINANCES%202019.pdf>

Comment:

La loi de finances 2019 présente le montant de l'emprunt net nécessaire pour soutenir le budget de l'année. Pages 58, 64, 70 et 54; et les paiements sur le service de la dette, par exemple à la page 20 (récapitulatif global) et pages 72-74 avec le détail de tous paiements individuels.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, all three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/08-DPBEP%202019.pdf> Le DPBEP est actualisé avec les données définitives du budget adopté et il est également joint comme annexe au budget après son adoption. Il contient les informations demandées relatives à la dette.

Researcher Response

Considérant que le DPBEP actualisé fait partie du budget approuvé, les informations sont donc contenues dans ledit document; à savoir le montant des emprunts nets nécessaires pour l'année budgétaire à la page 81; l'encours de la dette à la page 44 et le paiement des intérêts de la dette dans le TOFE à la page 39. La réponse "a" est donc appropriée.

64. What information is provided in the Citizens Budget?

(The core information must include expenditure and revenue totals, the main policy initiatives in the budget, the macroeconomic forecast upon which the budget is based, and contact information for follow-up by citizens.)

GUIDELINES:

Question 64 focuses on the content of the Citizens Budget, asking whether "core" information is presented. These core components include:

- expenditure and revenue totals;
- the main policy initiatives in the budget;
- the macroeconomic forecast upon which the budget is based; and
- contact information for follow-up by citizens.

To answer "a," the Citizens Budget or supporting documentation must present all of the above core information as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," the Citizens Budget must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core

elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if the Citizens Budget includes some of the core components above, but other core pieces of information are not included. Answer "d" applies if a Citizens Budget is not published.

Answer:

d. The Citizens Budget is not published.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf

Comment:

Le Budget Citoyen présente les informations importantes du budget de l'Etat (processus, intervenants, recettes, dépenses, projets, dépenses pro-pauvres, annexe fiscale, glossaire).

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Malheureusement, le Budget citoyen a été publié après la date limite de la recherche qui est le 31 décembre 2018. Par conséquent le budget citoyen ne peut pas être considérée dans le cadre de cette recherche.

65. How is the Citizens Budget disseminated to the public?

GUIDELINES:

Question 65 asks how the Citizens Budget is disseminated to the public. Citizens Budgets should be made available to a variety of audiences. Therefore paper versions and an Internet posting of a document might not be sufficient.

To answer "a," the executive must use three or more different types of creative media tools to reach the largest possible share of the population, including those who otherwise would not normally have access to budget documents or information. Dissemination would also be pursued at the very local level, so that the coverage is targeted both by geographic area and population group (e.g., women, elderly, low income, urban, rural, etc.). Option "b" applies if significant dissemination efforts are made through a combination of two means of communications, for instance, both posting the Citizens Budget on the executive's official website and distributing printed copies of it. Option "c" applies if the Citizens Budget is disseminated through only posting on the executive's official website. Option "d" applies when the executive does not publish a Citizens Budget.

Answer:

d. A Citizens Budget is not published.

Source:

<http://budget.gouv.ci/article/135/transparence-de-la-gestion-des-finances-publiques-moussa-sanogo-presents-le-budget-citoyen-2019-de-la-cote-divoire>

<http://budget.gouv.ci/article/140/moussa-sanogo-invite-les-collectivites-locales-aa-sappropriier-le-budget-citoyen>

Comment:

Il y a eu un atelier de lancement officiel du Budget citoyen qui a eu lieu le 30 avril 2019 à Abidjan plateau avec la participation de l'administration, de la société civile, des partenaires techniques et financiers. Le Ministre en charge du Budget et du Portefeuille de l'Etat a échangé, le 22 mai 2019, avec l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) en vue de la vulgarisation du budget citoyen lancé le 30 avril 2019. Ce sont pour l'instant les deux voies de communication sur le Budget citoyen.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. A Citizens Budget is disseminated widely through a combination of at least three different appropriate tools and media (such as the Internet, billboards, radio programs, newspapers, etc.).

Comments: Le Budget citoyen est également publié sur le site du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, même s'il n'a été publié que le 26/04/2019 et non en Décembre 2018 comme tous les autres documents budgétaires.

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/BUDGET_CITOYEN_2019_SEPMBPE_2019.03.29_T_1.pdf http://lan-technologie.net/wp-content/uploads/doc/BUDGET%20CITOYEN_SEPMBPE_VF_2019.04.01.pdf

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. A Citizens Budget is disseminated widely through a combination of at least three different appropriate tools and media (such as the Internet, billboards, radio programs, newspapers, etc.).

Comments: Le budget citoyen a été publié sur plusieurs sites internet du gouvernement (plusieurs ministères) le 29 mars 2019. Un film animatique sur le budget citoyen est mis en ligne sur le site du ministère du budget (<http://budget.gouv.ci/>). Le budget citoyen a fait l'objet d'une cérémonie officielle de présentation le 30 avril 2019 au grand public. Il a également été présenté à l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI). Le Budget citoyen a enfin fait l'objet d'une campagne de vulgarisation auprès des populations dans 6 localités à l'intérieure du pays (<https://aip.ci/cote-ivoire-le-budget-citoyen-2019-presente-aux-populations-de-bondoukou-odienne-et-korhogo/>) (<https://news.abidjan.net/h/660726.html>)

Researcher Response

Le budget citoyen a effectivement fait l'objet d'une diffusion à travers des campagnes de sensibilisation auprès des populations dans six villes chefs lieux de régions. Celle-ci intervient en plus de la disponibilité du budget citoyen sur le site du ministère. Cette campagne d'information et de sensibilisation auprès des populations s'est déroulée du 22 au 25 juillet 2019. Cependant, il est important de noter que lors de l'évaluation, seuls deux moyens de diffusion avaient été utilisés à savoir la cérémonie de lancement le 30 avril 2019 avec la distribution de documents de budget citoyen et la publication sur le site du ministère en charge du budget. En tout cas, le budget citoyen a été publié *après* le 31 décembre 2018 donc il ne peut pas être pris en compte dans cette évaluation puisque la date limite de la recherche prend en compte uniquement les documents qui ont été publiés au plus tard le 31 décembre 2018. La réponse est "d".

IBP Comment

Response changed from "b" to "d" because the Citizens Budget was unfortunately published after the research cutoff date of December 31, 2018.

66. Has the executive established mechanisms to identify the public's requirements for budget information prior to publishing the Citizens Budget?

GUIDELINES:

Question 66 asks whether the executive has established mechanisms to identify the public's requirements for budget information before publishing a Citizens Budget. What the public wants to know about the budget might differ from the information the executive includes in technical documents that comprise the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget; similarly, different perspectives might exist on how the budget should be presented, and this may vary depending on the context. For this reason the executive should consult with the public on the content and presentation of the Citizens Budget.

To answer "a," the executive must have established mechanisms to consult with the public, and these mechanisms for consultation are both accessible and widely used by the public. Such mechanisms can include focus groups, social networks, surveys, hotlines, and meetings/events in universities or other locations where people gather to discuss public issues. In countries where Citizens Budgets are consistently produced and released, it may be sufficient for the government to provide the public with contact information and feedback opportunities, and subsequently use the feedback to improve its management of public resources.

Option "b" applies if the executive has established mechanisms for consultation that are accessible to the public, but that the public nonetheless does not use frequently. That is, the public does not typically engage with the executive on the content of the Citizens Budget, even though the executive has created opportunities for such consultation. Option "c" applies if the executive has established mechanism for consultation with the public, but they are poorly designed and thus not accessible to the public. Option "d" applies if the executive has not created any mechanisms to seek feedback from the public on the content of the Citizens Budget.

Answer:

d. No, the executive has not established any mechanisms to identify the public's requirements for budget information in the Citizen's Budget.

Source:

Comment:

Selon les informations données par le Directeur des Politiques et Synthèses Budgétaires, un sondage a été réalisé pour identifier les besoins des populations. Toutefois il est important de noter que cette phase a été faite à l'insu de la plupart de la société civile sinon même avec aucune participation de la société civile. Sa participation n'a porté que sur le projet du document.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the executive has established mechanisms to identify the public's requirements for budget information in the Citizen's Budget, and these mechanisms are accessible and widely used by the public.

Comments: Préalablement à l'élaboration du budget citoyen, une enquête a été menée auprès des usagers pour recueillir leur besoins en informations budgétaires. Par ailleurs, une cellule d'information des opérateurs économiques qui est accessible à toute la population a été installée en 2015 au sein de l'Administration budgétaire (<http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2015/11/DGBF-022.pdf>). En outre, un comité de transparence a été mis en place et les travaux de ce comité ont été étendus à la société civile qui a également participé à l'élaboration du budget citoyen en éclairant l'administration sur les besoins en informations budgétaires des populations.

Researcher Response

Selon les explications données par l'exécutif, des enquêtes ont été menées auprès des citoyens et usagers pour recueillir leurs besoins en informations budgétaires. Toutefois, il faut noter que nous ne sommes en mesure de confirmer cette affirmation.

IBP Comment

In addition to the researcher's response to the Government Reviewer's comment, we would like to clarify that the 2019 Citizens Budget was published after the OBS research cutoff date of December 31, 2018. The document cannot therefore be used as reference to this question.

67. Are "citizens" versions of budget documents published throughout the budget process?

GUIDELINES:

Question 67 asks if "citizens" versions of budget documents are published throughout the budget process. While the Citizens Budget was initially conceived as a simplified version of the Executive's Budget Proposal or the Enacted Budget, good practice is now evolving and suggests that a "citizens" version of key budget documents should be produced during each of the four phases of the budget cycle. This would serve to inform citizens of the state of public financial management throughout the entire budget cycle.

To answer "a," a citizens version of at least one budget document is published for each of the four stages of the budget process (budget formulation, enactment, execution, and audit) – for a total of at least four citizens budget documents throughout the process. Option "b" applies if a citizens version of a budget document is published for at least two of the four stages of the budget process. Option "c" applies if a citizens version of a budget document is published for at least one of the four stages of the budget process. Select option "d" if no "citizens" version of budget documents is published.

Answer:

d. No citizens version of budget documents is published.

Source:

Comment:

Il s'agit uniquement du budget approuvé.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le budget citoyen a été publié à l'étape de l'exécution du Budget de l'Etat le 02/04/2019;

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

La version du budget citoyen publiée est celle du budget approuvé. Reponse "c."

IBP Comment

Le Budget Citoyen 2019 était publié *après* la date limite de l'Enquête (31 decembre 2018), donc il n'est pas possible de l'utiliser comme référence à cette question. Réponse révisée de "c" à "d."

68. Do the In-Year Reports present actual expenditures by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 68 asks if expenditure estimates in In-Year Reports are presented by any one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications – which were addressed in Questions 1-5 above.

Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. Unlike classification by administrative unit, which tends to be unique to each country, functional and economic classifications for government budgeting have been developed and standardized by international institutions. Cross-country comparisons are facilitated by adherence to these international classification standards.

To answer "a," In-Year Reports must present actual expenditures by all three of the expenditure classifications. To answer "b," actual expenditures must be presented by two of these three classifications. A "c" answer applies if actual expenditures are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if actual expenditures are not presented by any of the three classifications in In-Year Reports.

Answer:

c. Yes, the In-Year Reports present actual expenditures by only one of the three expenditure classifications.

Source:

Comment:

Les rapports les trois classifications.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Effectivement, on pourrait considérer la réponse "c" puisqu'elle ne prend en compte qu'une seule partie des dépenses.

IBP Comment

Having carefully reviewed the second quarter execution report (Rapport à fin juin 2018, at http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf), we were able to find an economic classification, but not a functional one. In addition, administrative classification is only presented for investment and pro-poor expenditure which accounts for less than two thirds of total expenditure. Response "c" applies.

68b. Based on the response to Question 68, check the box(es) to identify which expenditure classifications are included in the In-Year Reports:

Answer:

Administrative classification

Economic classification

Source:

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf>

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_mars_2018_.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_decembre_2017.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_septembre_2017_final_1.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2017.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_fin_mars_2017.pdf

Comment:

A l'exception du rapport d'exécution fin septembre 2017 qui n'intègre pas la classification administrative, les autres rapports intègrent les trois classifications.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

CCM fin décembre 2017 : classification économique Annexe 1 page 4 ; classification administrative Annexe 3 page 6 et Annexe 4 page 7. CCM fin mars 2018 : classification économique Annexe 1 ; classification administrative annexe 3 et Annexe 4. CCM fin juin 2018 : classification économique Annexe 1 page 4 ; classification administrative Annexe 3 page 6 et Annexe 4 page 7. CCM fin septembre 2018 : classification économique Annexe 1 page 4 ; classification administrative Annexe 3 page 6 et Annexe 4 page 7.

IBP Comment

Note: *partial* administrative classification.

69. Do the In-Year Reports present actual expenditures for individual programs?

GUIDELINES:

Question 69 asks if expenditure estimates in In-Year Reports are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable detaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," In-Year Reports must present actual expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures. To answer "b," In-Year Reports must present actual expenditures for individual programs that when combined account for at least two-thirds of expenditures, but not all expenditures. A "c" answer applies if In-Year Reports present actual expenditures for programs that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if actual expenditures are not presented by program in In-Year Reports.

Answer:

d. No, the In-Year Reports do not present actual expenditures by program.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

70. Do the In-Year Reports compare actual year-to-date expenditures with either the original estimate for that period (based on the enacted budget) or the same period in the previous year?

GUIDELINES:

Question 70 asks whether In-Year Reports compare actual expenditures to-date with either the enacted levels or actual expenditures for the same period in the previous year.

The OECD recommends that the reports contain the total year-to-date expenditures in a format that allows for a comparison with the budget's forecast expenditures (based on enacted levels) for the same period.

To answer "a," comparisons must be made for expenditures presented in the In-Year Reports

Answer:

a. Yes, comparisons are made for expenditures presented in the In-Year Reports.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

Comment:

Cette comparaison est faite au niveau du cadrage budgétaire, des dépenses d'investissement et des dépenses pro-pauvres. Voir les colonnes "objectif" et "réalisation" a fin juin 2018 par exemple : http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

71. Do In-Year Reports present actual revenue by category (such as tax and non-tax)?

GUIDELINES:

Questions 71 asks whether In-Year Reports present actual revenues by "category" – that is, whether tax and non-tax sources of revenue are shown separately.

To answer "a," In-Year Reports must present revenue estimates classified by category.

Answer:

a. Yes, In-Year Reports present actual revenue by category.

Source:

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, In-Year Reports present actual revenue by category.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf> voir page 5 annexe 1

IBP Comment

We welcome the Government Reviewer's comment, and upon further review of the In-Year Reports (see for example the June 2018 report: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf), the response has been changed from "b" to "a" because revenues are presented by category (and beyond): see page 5 for example (recettes fiscales, non fiscales, emprunts sur marchés monétaires et financier, appuis budgétaires).

72. Do In-Year Reports present the individual sources of revenue for actual revenues collected?

GUIDELINES:

Question 72 asks whether In-Year Reports present actual collections of individual sources of revenue (such as income taxes, VAT, etc.). The question applies to both tax and non-tax revenue.

To answer "a," In-Year Reports must present actual collections for all individual sources of revenue, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all revenue. To answer "b," In-Year Reports must present actual collections for individual sources of revenue that when combined account for at least two-thirds of all revenue collected, but not all revenue. A "c" answer applies if In-Year Reports present individual sources of actual revenue that account for less than two-thirds of all revenue collected. Answer "d" applies if individual sources of actual revenue are not presented.

Answer:

a. Yes, In-Year Reports present individual sources of actual revenue accounting for all revenue.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, In-Year Reports present individual sources of actual revenue accounting for all revenue.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf> voir page 6 annexe 2

IBP Comment

We welcome the Government Reviewer's comment, and upon further review of the In-Year Reports (see for example the June 2018 report: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf), the response has been changed from "d" to "a" because individual sources of revenue are presented. See Annexe 1 on page 5 for non-fiscal revenue (the "other" category amounts to less than 3% of the total revenue), and page 6 for fiscal revenue.

73. Do the In-Year Reports compare actual year-to-date revenues with either the original estimate for that period (based on the enacted budget) or the same period in the previous year?

GUIDELINES:

Question 73 asks whether In-Year Reports compare actual revenues to-date with either the enacted levels or actual revenues for the same period in the previous year.

The OECD recommends that the reports contain the total year-to-date revenues in a format that allows for a comparison with the budget's forecast revenues (based on enacted levels) for the same period.

To answer "a," comparisons must be made for revenues presented in the In-Year Reports.

Answer:

a. Yes, comparisons are made for revenues presented in the In-Year Reports.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf> voir page 6 annexe 2

IBP Comment

Comparisons are indeed presented, see for example Annexe 1 page 5 and Annexe 2 on page 6 of the June 2018 report: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf. Response changed from "b" to "a."

74. Do In-Year Reports present three estimates related to actual government borrowing and debt: the amount of net new borrowing; the total debt outstanding; and interest payments?

GUIDELINES:

Question 74 asks about three key estimates related to borrowing and debt:

- *the amount of net new borrowing so far during the year;*
- *the central government's total debt burden at that point in the year; and*
- *the interest payments to-date on the outstanding debt.*

Debt is the accumulated amount of money that the government borrows. The government can borrow from its citizens and banks and businesses within the country (domestic debt) or from creditors outside the country (external debt). External debt is typically owed to private commercial banks, other governments, or international financial institutions such as the World Bank and the International Monetary Fund.

Net new borrowing is the additional amount of new borrowing that is required for the budget year to finance expenditures in the budget that exceed available

revenues. Net new borrowing adds to the accumulated debt. It is distinct from gross borrowing, which also includes borrowing needed to repay existing debt that matured during the budget year; debt that is replaced (or rolled over) does not add to the total of accumulated debt.

Interest payments on the debt (or debt service costs) are typically made at regular intervals, and these payments must be made on a timely basis in order to avoid defaulting on the debt obligation. Interest payments are separate from the repayment of principal, which occurs only when the loan has matured and must be paid back in full.

To answer "a," In-Year Reports must present all three estimates of borrowing and debt. For a "b" answer, In-Year Reports must present two of those three estimates. For a "c" answer, IYRs must present one of the three estimates. Answer "d" applies if no information on borrowing and debt is presented in In-Year Reports.

Answer:

b. Yes, two of the three estimates related to government borrowing and debt are presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/CCM%20EXECUTION%20BUDGETAIRE%20A%20FIN%20SEPTEMBRE%202018.pdf>

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_juin_2018.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_mars_2018_.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_decembre_2017.pdf Dans chaque rapport, voir les tableaux de cadrage budgétaire (infos sur les emprunts sur marchés monétaire et financière et le financement extérieur) et/ou la partie narrative pour paiement du service de la dette publique, reparté par dette intérieure et extérieure

IBP Comment

Unfortunately, information on debt stock was nowhere to be found in the cited documents. Response "d" applies, not "a."

75. Do In-Year Reports present information related to the composition of the total actual debt outstanding?

(The core information must include interest rates on the debt instruments; maturity profile of the debt; and whether it is domestic or external debt.)

GUIDELINES:

Question 75 focuses on the composition of government debt, asking whether "core" information related to its composition is presented. These core components include:

- interest rates on the debt;
- maturity profile of the debt; and
- whether the debt is domestic or external.

The interest rates affect the amount of interest that must be paid to creditors. The maturity profile indicates the final payment date of the loan, at which point the principal (and all remaining interest) is due to be paid; government borrowing typically includes a mix of short-term and long-term debt. As discussed in Question 74, domestic debt is held by a country's citizens and banks and businesses, while external debt is held by foreigners. These factors related to the composition of the debt give an indication of the potential vulnerability of the country's debt position, and ultimately whether the cost of servicing the accumulated debt is affordable.

Beyond these core elements, a government may also provide additional information related to the composition of its debt, including for instance: whether interest rates are fixed or variable; whether debt is callable; the currency of the debt; a profile of the creditors (bilateral institutions, multilateral institutions, commercial banks, Central Bank, etc.); an analysis of the risk associated with the debt; and where appropriate, what the debt is being used to finance.

To answer "a," In-Year Reports must present all of the core information related to the composition of government debt to-date as well as some additional information beyond the core elements. To answer "b," In-Year Reports must present all of the core components noted above. Answer "b" is also accepted if one of the core elements is not presented but additional information beyond the core elements is presented. A "c" answer applies if some information related to the composition of government debt is presented, but some of the core pieces of information are not included. Answer "d" applies if no information is presented on the composition of the debt outstanding in In-Year Reports.

Answer:

c. Yes, information is presented, but it excludes some core elements.

Source:

Comment:

Voir l'annexe sur le cadrage budgétaire des rapports trimestriels d'exécution.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Le profile de la maturité de la dette n'est pas mentionné.

IBP Comment

Given the researcher's confirmation that information on debt maturity is not provided, the response is changed from "b" to "c."

76. Does the Mid-Year Review of the budget include an updated macroeconomic forecast for the budget year underway?

GUIDELINES:

Question 76 asks whether the Mid-Year Review includes an updated macroeconomic forecast for the budget year, and provides an explanation of the update.

Refer to Question 15 for the components of the macroeconomic forecast presented in the Executive's Budget Proposal.

To answer "a," the Mid-Year Review must include an updated macroeconomic forecast and explain all of the differences between the initial forecast presented in the Executive's Budget Proposal and the updated forecast. The explanation must include at least estimates of all differences; a narrative discussion is desirable but not required if estimates of all the differences are provided. To answer "b," the macroeconomic forecast must be updated, but only some of the differences between the initial and updated forecasts are explained. The explanation would be more limited, such as only a narrative discussion of the differences or estimates covering only some of the differences. A "c" response applies if the Mid-Year Review includes an updated macroeconomic forecast, but does not provide an explanation for the revisions. A "d" response applies if the macroeconomic forecast has not been updated.

Answer:

d. No, the estimates for macroeconomic forecast have not been updated.

Source:

Comment:

La revue en milieu d'année n'est pas produite.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, the estimates for macroeconomic forecast have been updated, and an explanation of some of the differences between the original and updated forecasts is presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

77. Does the Mid-Year Review of the budget include updated expenditure estimates for the budget year underway?

GUIDELINES:

Question 77 asks whether the Mid-Year Review includes updated estimates of expenditure for the budget year, and provides an explanation of the update.

To answer "a," the Mid-Year Review must include updated expenditure estimates and explain all of the differences between the initial levels presented in the Executive's Budget Proposal (or the Enacted Budget) and the updated estimates. The explanation must include at least estimates of all differences; a narrative discussion is desirable but not required if estimates of all the differences are provided. The expenditure estimates must be updated, but only some of the differences between the initial and updated estimates are explained. The explanation would be more limited, such as only a narrative discussion of the differences or estimates covering only some of the differences. A "c" response applies if the Mid-Year Review includes updated expenditure estimates, but does not provide an explanation for the revisions. A "d" response applies if the expenditure estimates have not been updated.

Answer:

d. No, expenditure estimates have not been updated.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, expenditure estimates have been updated, but an explanation of the differences between the original and updated expenditure estimates is not presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf> En conclusion du rapport, il a été indiqué que les efforts seront poursuivis pour tenir les objectifs budgétaires. En effet, sur la base de la situation à mi-parcours, les projections initiales du budget sont maintenues.

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

78. Does the Mid-Year Review of the budget present expenditure estimates for the budget year underway by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 78 asks if expenditure estimates in the Mid-Year Review are presented by any one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications – which were addressed in Questions 1-5 above. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. Unlike classification by administrative unit, which tends to be unique to each country, functional and economic classifications for government budgeting have been developed and standardized by international institutions. Cross-country comparisons are facilitated by adherence to these international classification standards.

To answer "a," the Mid-Year Review must present expenditure estimates by all three of the expenditure classifications. To answer "b," expenditure estimates must be presented by two of these three classifications. A "c" answer applies if expenditure estimates are presented by one of the three classifications. Answer "d" applies if expenditure estimates are not presented by any of the three classifications in the Mid-Year Review.

Answer:

d. No, the Mid-Year Review does not present expenditure estimates by any expenditure classification.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer:

b. Yes, the Mid-Year Review presents expenditure estimates by two of the three expenditure classifications.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf> voir annexes 1 à 3 à partir de la page 6/7

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

78b. Based on the response to Question 78, check the box(es) to identify which expenditure classifications are included in the Mid-Year Review:

Answer:

None of the above

Source:

Comment:

N/A

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree

Suggested Answer: Administrative classification (voir annexe 3) Economic classification (voir annexe 1)

<http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf>

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

79. Does the Mid-Year Review of the budget present expenditure estimates for the budget year underway for individual programs?

GUIDELINES:

Question 79 asks if expenditure estimates in the Mid-Year Review are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable detaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Mid-Year Review must present expenditures for all individual programs, accounting for all expenditures. To answer "b," the Mid-Year Review must present expenditures for individual programs that when combined account for at least two-thirds of expenditures, but not all expenditures. A "c" answer applies if the Mid-Year Review presents programs that account for less than two-thirds of expenditures. Answer "d" applies if expenditures are not presented by program in the Mid-Year Review.

Answer:

d. No, the Mid-Year Review does not present expenditure estimates by program.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

80. Does the Mid-Year Review of the budget include updated revenue estimates for the budget year underway?

GUIDELINES:

Question 80 asks whether the Mid-Year Review includes updated estimates of revenue for the budget year, and provides an explanation of the update.

To answer "a," the Mid-Year Review must include updated revenue estimates and explain all of the differences between the initial levels presented in the Executive's Budget Proposal (or the Enacted Budget) and the updated estimates. The explanation must include at least estimates of all differences; a narrative discussion is desirable but not required if estimates of all the differences are provided. To answer "b," the revenue estimates must be updated, but only some of the differences between the initial and updated estimates are explained. The explanation would be more limited, such as only a narrative discussion of the differences or estimates covering only some of the differences. A "c" response applies if the Mid-Year Review includes updated revenue estimates, but no explanation for the revisions is provided. A "d" response applies if the revenue estimates have not been updated.

Answer:

d. No, revenue estimates have not been updated.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, revenue estimates have been updated, but an explanation of the differences between the original and updated revenue estimates is not presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf> En conclusion du rapport, il a été indiqué que les efforts seront poursuivis pour tenir les objectifs budgétaires. En effet, sur la base de la situation à mi-parcours, les projections initiales du budget sont maintenues.

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

81. Does the Mid-Year Review of the budget present revenue estimates for the budget year underway by category (such as tax and non-tax)?

GUIDELINES:

Question 81 asks whether revenue estimates in the Mid-Year Review are presented by "category"— that is, whether tax and non-tax sources of revenue are shown separately.

To answer "a," the Mid-Year Review must present revenue estimates classified by category.

Answer:

b. No, the Mid-Year Review does not present revenue estimates by category.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the Mid-Year Review presents revenue estimates by category.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf> En conclusion du rapport, il a été indiqué que les efforts seront poursuivis pour tenir les objectifs budgétaires. En effet, sur la base de la situation à mi-parcours, les projections initiales du budget sont maintenues. Voir annexe 1 page 6/7

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

82. Does the Mid-Year Review of the budget present individual sources of revenue for the budget year underway?

GUIDELINES:

Question 82 asks whether revenue estimates for individual sources of revenue are presented in the Mid-Year Review. The question applies to both tax and non-tax revenue.

To answer "a," the Mid-Year Review must present all sources of revenue individually, accounting for all revenues, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all revenue. To answer "b," the Mid-Year Review must present individual sources of revenue that when combined account for at least two-thirds of all revenue, but not all revenue. A "c" answer applies if the Mid-Year Review presents estimates of individual revenue sources that account for less than two-thirds of revenue. Answer "d" applies if individual sources of revenue are not presented in the Mid-Year Review.

Answer:

d. No, the Mid-Year Review does not present individual sources of revenue.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

83. Does the Mid-Year Review of the budget include updated estimates of government borrowing and debt, including its composition, for the budget year underway?

GUIDELINES:

Question 83 asks whether the Mid-Year Review includes updated estimates of borrowing and debt, including its composition, for the budget year, and provides an explanation of the update.

Refer to Question 13 for details on estimates in the Executive's Budget Proposal of borrowing and debt. Key estimates related to borrowing and debt include:

- The amount of net new borrowing required during the budget year;
- The central government's total debt burden at the end of the budget year; and
- The interest payments on the outstanding debt for the budget year.

Refer to Question 14 for details on estimates in the Executive's Budget Proposal related to the composition of the debt. Core information related to the composition of government debt include:

- interest rates on the debt;
- maturity profile of the debt; and
- whether the debt is domestic or external.

To answer "a," the Mid-Year Review must include an updated estimates of borrowing and debt, including its composition, and explain all of the differences between the initial estimates presented in the Executive's Budget Proposal (or Enacted Budget) and the updated estimates. The explanation must include at least estimates of all differences; a narrative discussion is desirable but not required if estimates of all the differences are provided. To answer "b," the estimates of borrowing and debt must be updated, but only some of the differences between the initial and updated estimates are explained. The explanation would be more limited, such as only a narrative discussion of the differences or estimates covering only some of the differences. A "c" response applies if the Mid-Year Review includes updated estimates, but no explanation for the revisions is provided. A "d" response applies if the estimates of borrowing and debt have not been updated.

Answer:

d. No, estimates of government borrowing and debt have not been updated.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, estimates of government borrowing and debt have been updated, but information on the differences between the original and updated estimates is not presented.

Comments: <http://budget.gouv.ci/uploads/docs/rapport-a-mi-parcours-execution%20du-budget-2018-fin-juin%202018-VF.pdf> En conclusion du rapport, il a été indiqué que les efforts seront poursuivis pour tenir les objectifs budgétaires. En effet, sur la base de la situation à mi-parcours, les projections initiales du budget sont maintenues. voir également annexe 1

IBP Comment

We welcome and acknowledge the Government Reviewer's comment, but as stated in Section 1 of this questionnaire and confirmed by the Peer Reviewer, a Mid-Yer Review is not produced in Cote d'Ivoire. The document the government refers to is a budget execution report, which does not include all the required elements for a document to be considered a Mid-Year Review (such as forward-looking fiscal and macro estimates). The response to this question remains unchanged, "d."

84. Does the Year-End Report present the differences between the enacted levels (including in-year changes approved by the legislature) and the actual outcome for expenditures?

GUIDELINES:

Question 84 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the enacted levels and actual expenditures for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

To answer "a," the Year-End Report must present estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for all expenditures, along with a narrative discussion. Answer "b" if estimates of the differences for all expenditures are presented, but a narrative discussion is not included. Answer "c" if estimates of the differences are presented for some, but not all expenditures, regardless of whether a narrative discussion is included. Answer "d" if no estimates of the differences are presented in the Year-End Report

Answer:

d. No, estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for expenditures are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for all expenditures are presented, along with a narrative discussion.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

Researcher Response

La loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon les règles de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée. En tout cas, le rapport ne fait que présenter la composition des dépenses, mais ne fournit pas une analyse des écarts (voir page 12-16, http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf).

85. Does the Year-End Report present expenditure estimates by any of the three expenditure classifications (by administrative, economic, or functional classification)?

GUIDELINES:

Question 85 asks if expenditure estimates in the Year-End Report are presented by any one of the three expenditure classifications – by administrative, economic, and functional classifications – which were addressed in Questions 1-5 above. Each of the classifications answers a different question: administrative unit indicates who spends the money; functional classification shows for what purpose is the money spent; and economic classification displays what the money is spent on. Unlike classification by administrative unit, which tends to be unique to each country, functional and economic classifications for government budgeting have been developed and standardized by international institutions. Cross-country comparisons are facilitated by adherence to these international classification standards.

To answer "a," the Year-End Report must present expenditure estimates by all three of the expenditure classifications. Answer "b" if expenditure estimates are presented by two of these three classifications. Answer "c" if expenditure estimates are presented by one of the three classifications. Answer "d" if expenditure estimates are not presented by any of the three classifications in the Year-End Report.

Answer:

d. No, the Year-End Report does not present expenditure estimates by any expenditure classification.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the Year-End Report presents expenditure estimates by all three expenditure classifications (by administrative, economic, and functional classification).

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir les annexes à partir de la page 18/20

Researcher Response

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Classification économique des dépenses de la page 26 à 34. Classification administrative des dépenses de la page 35 à 43 Ces informations justifieraient la réponse "b". Mais la loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon la règle de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée.

85b. Based on the response to Question 85, check the box(es) to identify which expenditure classifications are included in the Year-End Report:

Answer:
None of the above

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

Comments: Administrative classification Economic classification Functional classification

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir les annexes à partir de la page 18/20

86. Does the Year-End Report present expenditure estimates for individual programs?

GUIDELINES:

Question 86 asks if expenditure estimates in the Year-End Report are presented by program. There is no standard definition for the term "program," and the meaning can vary from country to country. However, for the purposes of answering the questionnaire, researchers should understand the term "program" to mean any level of detail below an administrative unit, such as a ministry or department.

A note for francophone countries: "Program" level detail is sometimes referred to as le plan comptable or le plan comptable detaillé. (These data are typically coded in the financial management database, following the chart of budgetary accounts, so that they can be organized by administrative and functional classification.)

To answer "a," the Year-End Report must present expenditure estimates for all individual programs, accounting for all expenditures. Answer "b" if the Year-End Report presents expenditures for individual programs that when combined account for at least two-thirds of expenditures, but not all expenditures. Answer "c" if the Year-End Report presents programs that account for only less than two-thirds of expenditures. Answer "d" if expenditures are not presented by program in the Year-End Report.

Answer:

d. No, the Year-End Report does not present expenditure estimates by program.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the Year-End Report presents estimates for programs accounting for all expenditures.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir les annexes à partir de la page 18/20 en considérant le plan comptable

Researcher Response

Classification par programme des dépenses de la page 45 à 79 Ces informations justifieraient la réponse "b". Mais la loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon la règle de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée.

87. Does the Year-End Report present the differences between the enacted levels (including in-year changes approved by the legislature) and the actual outcome for revenues?

GUIDELINES:

Question 87 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the enacted levels and actual revenues for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

To answer "a," the Year-End Report must present estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for all revenues, along with a narrative discussion. Answer "b" if estimates of the differences for all revenues are presented, but a narrative discussion is not included. Answer "c" if estimates of the differences are presented for some, but not all revenues, regardless of whether a narrative discussion is included. Answer "d" if no estimates of the differences are presented in the Year-End Report.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for revenues are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates of the differences between the enacted levels and the actual outcome for all revenues are presented, along with a narrative discussion.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

Researcher Response

Les écarts entre les prévisions et les recettes réalisées sont présentés, toutefois, il n'y a pas une analyse des ses écarts. En tous cas, la loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon la règle de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée aussi pour cette raison.

88. Does the Year-End Report present revenue estimates by category (such as tax and non-tax)?

GUIDELINES:

Question 88 asks whether revenue estimates in the Year-End Report are presented by "category"—that is, whether tax and non-tax sources of revenue are shown separately.

To answer "a," the Year-End Report must present revenue estimates classified by category.

Answer:

b. No, the Year-End Report does not present revenue estimates by category.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the Year-End Report presents revenue estimates by category.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir Tableau 1 à partir de la page 19/21

Researcher Response

La loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon les règle de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "b" est appropriée. Cependant, le rapport de fin d'année présente les ressources par catégorie, donc si le document avait été publié a temps, la réponse serait "a."

89. Does the Year-End Report present individual sources of revenue?

GUIDELINES:

Question 89 asks whether revenue estimates for individual sources of revenue are presented in the Year-End Report. The question applies to both tax and non-tax revenue.

To answer "a," the Year-End Report must present all sources of revenue individually, accounting for all revenue, and "other" or "miscellaneous" revenue must account for three percent or less of all revenue. Answer "b" if the Year-End Report presents individual sources of revenue that when combined account for at least two-thirds of all revenue, but not all revenue. Answer "c" if the Year-End Report presents estimates of individual revenue sources that account for less than two-thirds of revenue. Answer "d" if individual sources of revenue are not presented in the Year-End Report.

Answer:

d. No, the Year-End Report does not present individual sources of revenue.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the Year-End Report presents individual sources of revenue accounting for all revenue.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir Tableau 1 à partir de la page 19/21

Researcher Response

La loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon les règles de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée. Les revenus individuels sont présentés dans la loi de règlement 2017 de la page 21 à 25, et ça justifiera une réponse "a" dans le futur, si le document sera publié à temps.

90. Does the Year-End Report present the differences between the original estimates of government borrowing and debt, including its composition, for the fiscal year and the actual outcome for that year?

GUIDELINES:

Question 90 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the original estimates and the actual outcome for the fiscal year for borrowing and debt, including its composition, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

Refer to Question 13 for details on estimates in the Executive's Budget Proposal of borrowing and debt. Key estimates related to borrowing and debt include:

- *the amount of net new borrowing required during the budget year;*
- *the central government's total debt burden at the end of the budget year; and*
- *the interest payments on the outstanding debt for the budget year.*

Refer to Question 14 for details on estimates in the Executive's Budget Proposal related to the composition of the debt. Core information related to the composition of government debt include:

- *interest rates on the debt;*
- *maturity profile of the debt; and*
- *whether the debt is domestic or external.*

To answer "a," the Year-End Report must include estimates of the differences between all of the original estimates of borrowing and debt, including its composition, for the fiscal year and the actual outcome for that year, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between all of the original estimates of borrowing and debt for the fiscal year and the actual outcome for that year, but does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between some but not all of the original estimates of borrowing and debt for the fiscal year and the actual outcome for that year are presented, regardless of whether a narrative discussion is included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the original estimates of government borrowing and debt for the fiscal year and the actual outcome for that year is not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates of the differences between all of the original estimates of government borrowing and debt for the fiscal year and the actual outcome for that year are presented, along with a narrative discussion.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir Tableau V à partir de la page 28/30

Researcher Response

La loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019, soit 14 mois après son exécution, alors que selon la règle de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée. Cependant, ici http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf des informations sont présentées, ce qui justifierais la réponse "a" si le document avait été publié a temps: - Pour les emprunts voir page 20 à 28 - Pour la dette voir page 26. Cependant, il n'y a pas de narratif pour analyser les écarts entre les prévisions et les réalisations. Les explications présentent uniquement les chiffres prévus et les chiffres réalisés.

90b. Based on the response to Question 90, check the box(es) to identify which estimates of government borrowing and debt, including its composition, have the differences between the original forecast and the actual outcome for the year presented in the Year-End Report:

Answer:

Information beyond the core elements:

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

91. Does the Year-End Report present the differences between the original macroeconomic forecast for the fiscal year and the actual outcome for that year?

GUIDELINES:

Question 91 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the original macroeconomic forecast for the fiscal year and the actual outcome for that year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

Refer to Question 15 for the components of the macroeconomic forecast in the Executive's Budget Proposal. Core components include estimates of the nominal GDP level, inflation rate, real GDP growth, and interest rates, although the importance of other macroeconomic assumptions, such as the price of oil, can vary from country to country.

To answer "a," the Year-End Report must include estimates of the differences between all of the original macroeconomic assumptions for the fiscal year and the actual outcome for that year, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between all of the original macroeconomic assumptions for the fiscal year and the actual outcome for that year, but does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between some but not all of the original macroeconomic assumptions for the fiscal year and the actual outcome for that year are presented, regardless of whether a narrative discussion is included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the original macroeconomic forecast for the fiscal year and the actual outcome for that year is not presented.

Source:

Comment:

Les données relatives au PIB nominal, le taux d'intérêt de la dette ainsi que le taux d'inflation ne sont pas présentés. Par contre il y a une description des estimations et des réalisations aussi bien narratif que dans des tableaux concernant essentiellement les recettes et les dépenses.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, estimates of the differences between some but not all of the original macroeconomic assumptions for the fiscal year and the actual outcome for that year are presented.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf Voir la partie introductive (Introduction- contexte de l'exécution du budget de l'Etat) à la page 2/4

Researcher Response

Les données relatives au PIB nominal, le taux d'intérêt de la dette ainsi que le taux d'inflation ne sont pas présentés. Par contre il y a une description des estimations et des réalisations aussi bien narratif que dans des tableaux concernant essentiellement les recettes et les dépenses. En tout cas, la Loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019; soit 14 mois après son exécution, alors que selon les règles de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée.

91b. Based on the response to Question 91, check the box(es) to identify which elements of the macroeconomic forecast have the differences between the original forecast and the outcome for the year presented in the Year-End Report:

Answer:

None of the above

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer: Real GDP growth

92. Does the Year-End Report present the differences between the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome?

GUIDELINES:

Question 92 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

Refer to Question 49 for the nonfinancial data on inputs included in the Executive's Budget Proposal.

To answer "a," the Year-End Report must include estimates of the differences between all of the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between all of the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome, but does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between some but not all of the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome are presented, regardless of whether a narrative discussion is

included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the original estimates of nonfinancial data on inputs and the actual outcome are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

93. Does the Year-End Report present the differences between the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome?

GUIDELINES:

Question 93 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion. Nonfinancial data on results can include data on both outputs and outcomes, but not on inputs (which are addressed in Question 92).

Refer to Question 50 for the nonfinancial data on results included in the Executive's Budget Proposal.

To answer "a," the Year-End Report must include estimates of the differences between all of the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between all of the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome, but does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between some but not all of the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome are presented, regardless of whether a narrative discussion is included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the original estimates of nonfinancial data on results and the actual outcome are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

94. Does the Year-End Report present the differences between the enacted level of funds for policies (both new proposals and existing policies) that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations and the actual outcome?

GUIDELINES:

Question 94 asks whether the Year-End Report includes estimates of the differences between the enacted level of funds for policies that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations and the actual outcome for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

Refer to Question 52 for assistance to the most impoverished populations in the Executive's Budget Proposal.

To answer "a," the Year-End Report must present estimates of the differences between the enacted level for all policies that are intended to benefit the country's most impoverished populations and the actual outcome, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between the enacted level for all policies that are intended to benefit the country's most impoverished populations and the actual outcome, but

does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between the enacted level for some but not all of the policies that are intended to benefit the country's most impoverished populations and the actual outcome are presented, regardless of whether a narrative discussion is included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented.

Answer:

d. No, estimates of the differences between the enacted level for policies that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations and the actual outcome are not presented.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, estimates of the differences between the enacted level for all policies that are intended to benefit directly the country's most impoverished populations and the actual outcome are presented, along with a narrative discussion.

Comments: Si le rapport d'exécution budgétaire (CCM) à fin décembre 2017

(http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_decembre_2017.pdf) peut être associé à la Loi de règlement 2017 pour représenter le Year-End-Report. Voir pages 4 et 7

Researcher Response

Il est question ici de la Loi de règlement 2017 et non du Rapport d'exécution trimestrielle. Par ailleurs cette question concernant les dépenses pauvres ne sont pas présentées, ni analysées. Nous maintenons la réponse "d". Et, en tout cas, la Loi de règlement 2017 a été publiée le 20/02/2019, soit 14 mois après son exécution, alors que selon les règles de l'OBS c'est 12 mois. Ce qui signifie que ce document ne peut pas être considéré comme publié. Donc la réponse "d" est appropriée.

95. Does the Year-End Report present the differences between the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome?

GUIDELINES:

Question 95 asks whether the Year-End Report presents estimates of the differences between the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome for the year, and whether these estimates are accompanied by a narrative discussion.

Refer to Question 33 for estimates of extra-budgetary funds in the Executive's Budget Proposal.

To answer "a," the Year-End Report must include estimates of the differences between all of the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome, including a narrative discussion. Answer "b" if the Year-End Report presents estimates of the differences between all of the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome, but does not include a narrative discussion. Answer "c" if estimates of the differences between some but not all of the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome are presented, regardless of whether a narrative discussion is included. A "d" response applies if estimates of the differences are not presented

Answer:

d. No, estimates of the differences between the original estimates of extra-budgetary funds and the actual outcome is not presented.

Source:

Comment:

Les données des administrations extra-budgétaires EPN, EPIC et assimilées) ainsi que celles relatives aux organismes de prévoyance sociales telles que la Caisse Générale des Agents de l'Etat (CGRAE) et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) qui s'occupe du secteur privé ne sont pas rapportées dans le budget de l'administration centrale.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: There is no extra budgetary funds

96. Is a financial statement included as part of the Year-End Report or released as a separate report?

GUIDELINES:

Question 96 asks whether a financial statement is included as part of the Year-End Report, or whether it is released as a separate report. The financial statement can include some or all of the following elements: a cash flow statement, an operating statement, a balance sheet, and notes on accounting. For purposes of responding to this question, the financial statement in question does not need to be audited. For an example of a financial statement, see the document "Financial Statements of the Government of New Zealand 2013" (<https://treasury.govt.nz/sites/default/files/2013-10/fsgnz-year-jun13.pdf>)

To answer "a," a financial statement must either be included in the Year-End Report or must be released as a separate report. Answer "a" applies if a financial statement is released as a separate report, even if the Year-End Report is not publicly available. Answer "b" applies if no financial statement is released either as part of the Year-End Report or as a separate report.

Answer:

b. No, a financial statement is neither part of the Year-End Report nor released as a separate report.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, a financial statement is part of the Year-End Report or is released as a separate report.

Comments: http://budget.gouv.ci/uploads/docs/12_LR_2017_Rapport_de_Presentation.pdf

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/ccm_execution_budgetaire_a_fin_decembre_2017.pdf

Researcher Response

Le rapport du quatrième trimestre ne peut pas être considéré comme faisant partie de la loi de règlement.

97. What type of audits (compliance, financial, or performance) has the Supreme Audit Institution (SAI) conducted and made available to the public?

GUIDELINES:

Question 97 asks about the types of audits conducted by the Supreme Audit Institution (SAI). There are three basic types of audits:

- Financial audits are intended to determine if an entity's financial information is accurate (free from errors or fraud) and presented in accordance with the applicable financial reporting and regulatory framework. See ISSAI 200 (<http://www.issai.org/issai-framework/3-fundamental-auditing-principles.htm>) for more detail.
- Compliance audits look at the extent to which the relevant regulations and procedures have been followed. See ISSAI 400 (<http://www.issai.org/issai-framework/3-fundamental-auditing-principles.htm>) for more details.
- Performance audits assess whether activities are adhering to the principles of economy, efficiency, and effectiveness. See ISSAI 300 (<http://www.issai.org/issai-framework/3-fundamental-auditing-principles.htm>) for more details. ≈

Financial and compliance audits are more common than performance audits, which usually occur only once a performance framework has been agreed upon. In some countries, the SAI's mandate limits the type of audit it can conduct.

To answer "a," the SAI must have conducted all three types of audit – financial, compliance, and performance – and made all of them available to the public. A "b" response applies if the SAI has conducted two of the three audit types, and a "c" applies if it has conducted only one type of audit. Answers "b" and "c" may be selected even if the Audit Report is not publicly available, as long as the SAI has conducted compliance or performance audits and made them available to the public. A "d" response applies if the SAI has not conducted any of the three types of audits, or has not made them available to the public.

Answer:

b. The SAI has conducted two of the three types of audits, and made them available to the public.

Source:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. The SAI has conducted two of the three types of audits, and made them available to the public.

Comments: The SAI has conducted two of the three types of audits (compliance, financial), and made them available to the public.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. The SAI has conducted two of the three types of audits, and made them available to the public.

IBP Comment

Upon careful review of the 2016 financial audit report

(<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>), we could also find relevant sections on compliance (for example pages 20-21 where the response to one of the SAI's recommendation includes "actions" taken to ensure due diligence and compliance in the management of Compte 297 « Prêts rétrocedés »). Response "b" is maintained.

98. What percentage of expenditures within the mandate of the Supreme Audit Institution (SAI) has been audited?

GUIDELINES:

Question 98 focuses on the coverage of audits by the Supreme Audit Institution (SAI), asking what percentage of expenditures within the SAI's mandate has been audited.

The SAI's mandate is typically defined in statute. Only expenditures related to budgetary central government (ministries, departments, and agencies) that are within the SAI's mandate should be considered for this question. (Question 99 addresses audits of extra-budgetary funds.) Further, the question does not apply to "secret programs" (for example, security-related expenditures that are confidential). Further, if the mandate gives the SAI the authority to outsource some audits, then those audits count for purposes of this question.

Only the Audit Report identified in Section 1 should be used to answer this question. Financial audits and compliance audits, or a hybrid of the two, can be taken into account to answer this question. Performance audits should not be considered for this question.

To answer "a," all expenditures within the SAI's mandate must be audited. A "b" response applies if at least two-thirds, but not all, expenditures within the SAI's mandate have been audited. A "c" response is appropriate when less than two-thirds of expenditures within the SAI's mandate have been audited. A "d" response applies when no expenditures have been audited.

Answer:

a. All expenditures within the SAI's mandate have been audited.

Source:

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Comment:

Selon les articles 3 à 9 de la loi organique n° 2015-494 du 07 juillet 2015 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, la juridiction financière juge les comptes des comptables publics conformément au droit budgétaire et au règlement général sur la comptabilité publique. budgétaire et au règlement général sur la comptabilité publique. Elle juge les comptes que lui rendent les personnes qu'elle a déclarées comptables de fait et sanctionne les fautes de gestion.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. All expenditures within the SAI's mandate have been audited.

IBP Comment

Upon further discussions with the researcher, and in light of the fact that practice has not worsened since the last Open Budget Survey, the response has been upgraded to "a."

99. What percentage of extra-budgetary funds within the mandate of the Supreme Audit Institution (SAI) has been audited?

GUIDELINES:

Question 99 focuses on audits of extra-budgetary funds, asking what percentage of extra-budgetary funds within the mandate of the Supreme Audit Institution (SAI) has been audited. These funds, although technically outside the budget, are governmental in nature and thus should be subject to the same audit requirement as other government programs.

The SAI's mandate is typically defined in statute. Only expenditures related to extra-budgetary funds within the SAI's mandate should be considered for this question. (Question 98 addresses audits of budgetary central government.) Further, if the mandate gives the SAI the authority to outsource some audits, then those audits count for purposes of this question.

To answer "a," all extra-budgetary funds within the SAI's mandate must be audited. A "b" response applies if extra-budgetary funds accounting for at least two-thirds of, but not all, expenditures associated with extra-budgetary funds within the SAI's mandate have been audited. A "c" response applies if extra-budgetary funds accounting for less than two-thirds of expenditures associated with extra-budgetary funds within the SAI's mandate have been audited. A "d" response applies if extra-budgetary funds have not been audited.

Answer:

d. No extra-budgetary funds have been audited.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: I choose not to review this question

Comments: There is no extra-budgetary fund

Researcher Response

Dans le rapport PEFA il est mentionné des dépenses extra budgétaires notamment les dépenses et recettes des établissements de sécurité sociale (CGRAE, CNPS), car leurs recettes et dépenses ne sont pas rapportées dans les états financiers mais reportées plutôt dans le TOFE. Donc il y a bien des dépenses extra budgétaires non auditées.

IBP Comment

We acknowledge the Government Reviewer's comments. However, response "d" applies because, as indicated by the most recent PEFA report (<https://pefa.org/node/516>) already cited in questions 33-34 of this questionnaire (and confirmed by the researcher), extra budgetary funds *do* exist in Cote d'Ivoire. Further probing is necessary to understand whether the Cour de comptes has in fact audited any of these funds, but the response should not change on the basis of the Government Reviewer's comment.

100. Does the annual Audit Report(s) prepared by the Supreme Audit Institution (SAI) include an executive summary?

GUIDELINES:

Question 100 asks whether the annual Audit Report includes an executive summary. Only the Audit Report identified in Section 1 should be used to answer this question. The Audit Report can be a fairly technical document, and an executive summary of the report's findings can help make it more accessible to the media and the public.

To answer "a," the Audit Report must include at least one executive summary summarizing the report's content. Answer "b" applies if the Audit Report does not include an executive summary, or the Audit Report is not made publicly available.

Answer:

b. No, the annual Audit Report(s) does not include an executive summary.

Source:

Comment:

Le chapitre 1 du rapport de la chambre de comporte un résumé sur les irrégularités observées portant sur les pièces et sur l'absence de preuves.

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

Researcher Response
Oui la déclaration de conformité comporte pas de résumé exécutif.
<http://courdescomptes.ci/fichiers/1517840700DECLARATION%20GENERALE%20DE%20CONFORMITE%202016.pdf>

IBP Comment
The full audit report does not include an executive summary, and in his latest comment the researcher has mentioned the "Déclaration de conformité" which is *not* an executive summary of the audit report (although it is based on it). The response has therefore been changed from "a" to "b" to maintain consistency of answers across countries.

101. Does the executive make available to the public a report on what steps it has taken to address audit recommendations or findings that indicate a need for remedial action?

GUIDELINES:

Question 101 asks whether the executive reports to the public on the steps it has taken to address audit recommendations made by the Supreme Audit Institution (SAI). The ultimate purpose of audits is to verify that the budget was executed in a manner consistent with existing law, and to hold the government accountable for this execution and its future improvement. The extent to which audits achieve the latter depends on whether there is adequate and timely follow-up on the recommendations provided in the SAI's audit reports.

To answer "a," the executive must report publicly on the steps it has taken to address all audit findings. A "b" response applies if the executive reports publicly on the steps it has taken to address most, but not all, audit findings. A "c" response applies if the executive reports publicly on the steps it has taken to address only some audit findings. As long as the executive reports publicly on the steps it has taken to address audit finding, answer "a," "b," or "c" may be selected, even if the Audit Report is not made publicly available. A "d" response applies if the executive does not report at all on its steps to address audit findings.

Answer:
d. No, the executive does not report on steps it has taken to address audit findings.

Source:

Comment:

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree
Suggested Answer: a. Yes, the executive reports publicly on what steps it has taken to address audit findings.
Comments: <http://www.courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>, page 37 and following. This question, however, asks whether the *Executive* publishes a report, separately from what the SAI does. And it doesn't do so. The response to this question remains, therefore, unchanged.

IBP Comment
While the Government Reviewer cites a document that was published after the OBS 2019 cutoff date of December 31, 2018, the 2016 annual report of the Cour de Comptes presents significant information on the 2015 recommendations and whether they have been addressed by the executive. See: <http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>, page 37 and following. This question, however, asks whether the *Executive* publishes a report, separately from what the SAI does. And it doesn't do so. The response to this question remains, therefore, unchanged.

102. Does either the Supreme Audit Institution (SAI) or legislature release to the public a report that tracks actions taken by the executive to address audit recommendations?

GUIDELINES:

Question 102 asks whether the Supreme Audit Institution (SAI) or the legislature track actions by the executive to address audit recommendations. After audit results and recommendations are discussed and validated by the legislature, the executive is normally asked to take certain actions to address the audit findings. For accountability purposes, the public needs to be informed about the status of those actions, and steps the executive has taken to address audit recommendations. In addition to the executive reporting on its actions (see Question 101), the SAI and legislature – as the key oversight institutions – have a responsibility to keep the public informed by tracking the executive's progress in addressing audit recommendations.

To answer "a," the SAI or legislature must report publicly on what steps the executive has taken to address all audit findings. A "b" response applies if the SAI or legislature reports publicly on what steps the executive has taken to address most, but not all, audit findings. A "c" response applies if the SAI or legislature reports publicly on what steps the executive has taken to address only some audit findings. As long as the SAI or legislature reports publicly on the steps the executive has taken, answer "a," "b," or "c" may be selected, even if the Audit Report is not made publicly available. A "d" response applies if neither the SAI nor the legislature reports on the executive's steps to address audit findings.

Answer:

a. Yes, the SAI or legislature reports publicly on what steps the executive has taken to address all audit recommendations.

Source:

<http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>

Comment:

Dans les rapports de la cour des comptes des recommandations sont faites en matière de gestions des comptes de l'Etat. Cependant, le législatif ne produit pas de recommandation dans un rapport public sur la gestion des comptes de l'Etat.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the SAI or legislature reports publicly on what steps the executive has taken to address all audit recommendations.

Comments: Les rapports de la cour des comptes, qui présentent entre autres les recommandations formulées par cette instance en matière de gestion des comptes de l'État, sont publiés sur son site, et donc rendus publics.

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1550154502RAPPORT2017.pdf>

<http://www.courdescomptes.ci/fichiers/1517840668RAPPORT%20DEFINITIF%20SUR%20EXECUTION%20DU%20BUDGET%202016.pdf>

IBP Comment

While the Government Reviewer cites a document that was published after the OBS 2019 cutoff date of December 31, 2018, the *2016* annual report of the Cour de Comptes presents significant information on the 2015 recommendations and whether they have been addressed by the executive. See: <http://courdescomptes.ci/fichiers/RAPPORT%20CHBRE%20COMPTE%202016%20-%20site.pdf>, page 37 and following. The response has been changed, from "c" to "a," to ensure consistency of responses across countries.

103. Is there an Independent Fiscal Institution (IFI) that conducts budget analyses for the budget formulation and/or approval process?

GUIDELINES:

Question 103 examines whether an Independent Fiscal Institution (IFI) exists that contributes budget analyses to the budget formulation and/or approval process. According to the Principles for Independent Fiscal Institutions, adopted by the OECD Council in 2014, "independent fiscal institutions are publicly funded, independent bodies under the statutory authority of the executive or the legislature which provide non-partisan oversight and analysis of, and in some cases advice on, fiscal policy and performance", and with "a forward-looking ex ante diagnostic task". In practice, they come in two main forms:

- Parliamentary budget offices (also known as PBOs) such as the Congressional Budget Office in the United States (<https://www.cbo.gov/>), the Parliamentary Budget Office in South Africa (<https://www.parliament.gov.za/parliamentary-budget-office>), and the Center for Public Finance Studies in Mexico (Centro de Estudios de las Finanzas Públicas, <http://www.cefp.gob.mx/>); or
- Fiscal councils such as the Office for Budget Responsibility in the United Kingdom (<https://obr.uk/>), the Fiscal Policy Council in Sweden (Finanspolitiska Rådet, <http://www.finanspolitiskaradet.com/>), and the High Council for Public Finances in France (Haut Conseil des finances publiques, <https://www.hcfp.fr/>).

For more information, see von Trapp et al. 'Principles for Independent Fiscal Institutions and Case Studies', OECD Journal on Budgeting 15:2 (special issue, 2016), <https://doi.org/10.1787/budget-15-5jm2795tv625>.

To answer "a," there must be an IFI, and its independence must be set in law. In addition, it must have sufficient staffing and resources, including funding, to carry out its tasks. Answer "b" applies if an IFI exists, but either its independence is not set in law or its staffing and resources are insufficient to carry out its tasks. Answer "c" applies if an IFI exists, but its independence is not set in law and it lacks sufficient staffing and resources. Answer "d" applies if no IFI exists.

If the answer is "a," "b," or "c," please specify in the comments the name and type of IFI that exists (e.g., parliamentary budget office or fiscal council). If the answer is "a" or "b," identify the law that guarantees its independence, and provide evidence in support of the assessment of the adequacy of its staffing and resources. This can include the IFI's total budget allocation over recent years, any press reports that discuss perceived funding shortfalls, assessments by international organizations, and/or information from interviews with staff of the IFI.

Answer:

d. No, there is no IFI.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

104. Does the Independent Fiscal Institution (IFI) publish macroeconomic and/or fiscal forecasts?

GUIDELINES:

Question 104 assesses whether an Independent Fiscal Institution (IFI) has a role in producing the macroeconomic forecast (e.g., GDP growth, inflation, interest rates, etc.) and/or the fiscal forecast (revenues, expenditure, deficits, and debt), and if so, what kind of role it has. Macroeconomic and/or fiscal forecasting is a typical core function across IFIs, but their role in forecasting takes several forms (von Trapp et al. 2016, p. 17 and Table 2). Some IFIs produce just a macroeconomic forecast, while others produce a complete fiscal forecast (which also typically requires an underlying macroeconomic forecast). In some cases, the fiscal forecast reflects continuation of current budget policies; such forecasts can be used by the legislature, the media, or the public to assess the projections in the executive's budget reflecting the government's policy proposals.

Some IFIs produce the official macroeconomic and fiscal forecasts used in the executive's budget. In other cases, IFIs do not prepare their own independent forecasts, but rather produce an assessment of the official estimates, or provide an opinion on, or endorsement of, the government's forecasts. Some others have no role at all in forecasting.

To answer "a", there must be an IFI that publishes both its own macroeconomic AND fiscal forecasts. Answer "b" applies if an IFI publishes its own macroeconomic OR fiscal forecast (but not both). Answer "c" applies if the IFI does not publish a macroeconomic or fiscal forecast, but rather publishes an assessment of the official forecasts produced by the executive and used in the budget. Choose option "d" if there is no IFI; or if there is an IFI that neither publishes its own macroeconomic and/or fiscal forecasts, nor a commentary on the official forecasts for the budget.

Macroeconomic forecasts may include indicators relating to economic output and economic growth, inflation, and the labor market, amongst others. Fiscal forecasts may include estimates of revenues, expenditures, the budget balance, and debt. If the answer is "a" or "b," please specify which indicators and estimates are included in the forecasts and whether the forecast is used by government as the official forecast. If the answer is "c," please describe the nature and depth of the assessment (e.g., the length of the commentary, or whether it covers both economic and fiscal issues).

Answer:

d. No, there is no IFI; or the IFI neither publishes its own macroeconomic and/or fiscal forecasts, nor a commentary on the official forecasts produced by the executive.

Source:

Comment:

Il n'y a pas d'institution de statistique indépendante des finances publiques impliquée dans le Budget en Côte d'Ivoire.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

105. Does the Independent Fiscal Institution (IFI) publish its own costings of new policy proposals, to assess their impact on the budget?

GUIDELINES:

Question 105 assesses whether an Independent Fiscal Institution (IFI) has a costing function that involves assessing the budgetary implications of new policy proposals for both revenues and expenditures, and if so, what kind of role it has. Many IFIs have a costing role, but with substantial diversity in the nature and extent of this work (von Trapp et al 2016, pp. 17-18 and Table 2). Some assess virtually all new policy proposals, while others cost only a selection of new policy proposals. Others only publish opinions on, or scrutinize the costings of, budget measures produced by the executive.

To answer "a," the IFI must publish its own costings of all (or virtually all) new policy proposals. Answer "b" applies if the IFI publishes its own costings, but only for major new policy proposals – for instance, only those proposals that cost or save above a certain amount. Answer "c" applies if the IFI publishes its own costings, but only on a limited number of proposals. This could occur, for instance, if the IFI lacked the capacity to assess proposals dealing with certain sectors. Instead of producing a cost estimate, it can also publish an assessment of the estimates produced by the executive. Answer "d" applies if there is no IFI; or if the IFI does not publish its own costings of new policy proposals or provide an assessment of the official costings of new policy proposals.

Answer:

d. No, there is no IFI; or the IFI does not publish its own costings of new policy proposals.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

106. In the past 12 months, how frequently did the head or a senior staff member of the Independent Fiscal Institution (IFI) take part and testify in hearings of a committee of the legislature?

GUIDELINES:

Question 106 concerns the interaction between two important oversight actors and assesses how frequently the Independent Fiscal Institution (IFI) made high-level inputs to the work of legislative committees. Almost all IFIs interact with the legislature in some form (von Trapp et al 2016, p. 18), but the intensity of the interaction varies. This question assesses this aspect by asking, with reference to the past 12 months, how frequently the head or a senior staff member of the IFI took part and testified in hearings of a committee of the legislature. The intent is to assess the extent to which the IFI staff member in question was not only present at a meeting of a legislative committee, but was an active participant (as opposed to a passive observer, serving only as a resource when called upon). As evidence to support your answer, you can refer to official records of legislative committees, websites and annual reports of the IFI, press releases and media coverage, for example. Choose answer "a" if this occurred five times or more; "b" for three times or more, but less than five times; and "c" for once or twice. Answer "d" should be selected if the head or a senior staff member of the IFI never took part and testified in hearings of a committee of the legislature, or if there is no IFI.

Answer:

d. Never, or there is no IFI.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

107. Does the full legislature and/or a legislative committee debate budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 107 asks whether the legislature debates budget policies prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal. In general, prior to discussing the Executive's Budget Proposal for the coming year, the legislature should have an opportunity to review the government's broad budget priorities and fiscal parameters. Often times this information is laid out in a Pre-Budget Statement, which the executive presents to the legislature for debate. (See Questions 54-58.)

A number of countries conduct a pre-budget debate in the legislature around six months before the start of the budget year. In some cases, they adopt laws that guide the upcoming budget, for example the Budget Guidelines Law in Brazil and the Spring Fiscal Policy Bill in Sweden. A pre-budget debate can serve two main purposes: 1) to allow the executive to inform the legislature of its fiscal policy intentions by presenting updated reports on its annual and medium-term budget strategy and policy priorities; and 2) to establish "hard" multi-year fiscal targets or spending ceilings, which the government must adhere to when preparing its detailed spending estimates for the upcoming budget year.

To answer "a," the full legislature must debate budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal and approve recommendations for the upcoming budget.

Answer "b" applies if a legislative committee (but not the full legislature) debates budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal, and approves recommendations for the budget. Option "b" also applies if, in addition to the action by the committee, the full legislature also debates budget policy in advance of the budget, but does not approve recommendations.

Answer "c" applies if the full legislature and/or a legislative committee debates budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal, but does not approve recommendations for the budget. Answer "d" applies if neither the full legislature nor any legislative committee debate budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal.

In your comment, please indicate the dates of the budget debate, and if both the full legislature and a legislative committee held a debate. Note that a debate does not need to be open to the public, but a public record of the meeting or a public notice that the meeting occurred is required. In addition, please indicate whether the budget debate was focused on a Pre-Budget Statement published by the Executive. If the Executive did not publish a Pre-Budget Statement, then please indicate what served as the focus of the legislature's debate (for instance, a report released by an IFI or some other institution).

Answer:

d. No, neither the full legislature nor any legislative committee debate budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal.

Source:

Comment:

En Côte d'Ivoire ce débat n'a pas encore été réalisé par le parlement. Toutefois, cela est prévu dans la réforme des finances publiques à travers l'instauration du budget programme.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, a legislative committee debates budget policy prior to the tabling of the Executive's Budget Proposal, and approves recommendations for the upcoming budget.

Comments: Il s'agit des travaux d'analyses menés par la Commission pour les Affaires Économiques et Financières (CAEF) de l'Assemblée Nationale. (<http://www.assnat.ci/assembleenationale/?les-commissions-permanentes-186>)

Researcher Response

Les débats de la commission des affaires économiques et sociales se font après que l'exécutif ai déposé le projet de budget. De surcroît aucun rapport public ne fait pas état de ce type de débat à notre connaissance. Le lien URL fourni par le Government Reviewer ne montre pas des preuves qu'il y a une discussion pré-budgétaire (seulement qu'il y a une commission de finances permanente au sein du parlement). La réponse ne change pas.

108. How far in advance of the start of the budget year does the legislature receive the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 108 examines how far in advance of the start of the budget year the legislature receives the Executive's Budget Proposal. International good practice recommends that the Executive's Budget Proposal should be submitted to the legislature far enough in advance to allow the legislature time to review it properly, or at least three months prior to the start of the fiscal year. (See, for instance, Principle 2.2.2 of the IMF's Fiscal Transparency Handbook (2018) (<https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/24788-9781484331859/24788-9781484331859/24788-9781484331859.xml>).

For the purposes of responding to this question, if – and only if – the most recent budget submission occurred later than usual as a result of a particular event, such as an election, please use a more normal year as the basis for the response. If, however, delays have been observed for more than one budget year, and the legislature has not received the Executive's Budget Proposal in a timely manner on more than one occasion in the last three years, then "d" will be the appropriate answer.

To answer "a," the legislature must receive the Executive's Budget Proposal at least three months in advance of the start of the budget year. Answer "b" applies if the legislature receives the Executive's Budget Proposal at least two months, but less than three months, before the start of the budget year. Answer "c" applies if the legislature receives the Executive's Budget Proposal at least one month, but less than two months, before the start of the budget year. Answer "d" applies if the legislature does not receive the Executive's Budget Proposal at least one month prior to the start of the budget year, or does not receive it at all.

Answer:

b. The legislature receives the Executive's Budget Proposal at least two months, but less than three months, before the start of the budget year.

Source:

Comment:

Selon l'article 112 de la constitution, le parlement est saisi du projet de loi de finances avant la fin de la session ordinaire. Pourtant, la session ordinaire court d'octobre à décembre. Ce qui veut dire que le projet de loi de finances peut être transmis un mois ou bien moins d'un mois avant la fin de la session ordinaire.

En 2018, la date était du 24 octobre.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Toutefois, il convient de préciser que le projet de budget et les documents qui l'accompagnent ont été transmis à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 2018.

109. When does the legislature approve the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 109 examines when the legislature approves the Executive's Budget Proposal. International good practice recommends that the Executive's Budget Proposal should be approved by the legislature before the start of the fiscal year the budget proposal refers to. This gives the executive time to implement the budget in its entirety, particularly new programs and policies.

In some countries, the expenditure and revenue estimates of the Executive's Budget Proposal are approved separately; for purposes of this question, at least the expenditure estimates must be approved. Further, approval of the budget implies approval of the full-year budget, not just a short-term continuation of spending and revenue authority.

To answer "a," the legislature must approve the Executive's Budget Proposal at least one month before the start of the budget year. Answer "b" applies if the legislature approves the Executive's Budget Proposal less than one month in advance of the start of the budget year, but at least by the start of the budget year. Answer "c" applies if the legislature approves the Executive's Budget Proposal less than one month after the start of the budget year. Answer "d" applies if the legislature approves the Executive's Budget Proposal more than one month after the start of the budget year, or does not approve the budget.

Answer:

b. The legislature approves the budget less than one month in advance of the start of the budget year, but at least by the start of the budget year.

Source:

Le budget a été adopté le 27 décembre 2018. Cela est moins d'un mois avant le début de l'année fiscale.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les députés adoptent quatre projets de loi en plénière. www.assnat.ci/assembleenationale/?les-deputes-adoptent-quatre-projets-de...pleniere

Government Reviewer

Opinion: Agree

110. Does the legislature have the authority in law to amend the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 110 examines the legislature's power to amend—as opposed to simply accept or reject—the budget proposal presented by the executive. This question is about legal authority rather than actions the legislature takes in practice. The legislature's powers to amend the budget can vary substantially across countries.

The "a" response is appropriate only if there are no restrictions on the right of the legislature to modify the Executive's Budget Proposal, including its right to change the size of the proposed deficit or surplus. The "b" response would be appropriate if, for instance, the legislature is restricted from changing the deficit or surplus, but it still has the power to increase or decrease funding and revenue levels. The more limited "c" response would apply if, for instance, the legislature can only re-allocate spending within the totals set in the Executive's Budget Proposal or can only decrease funding levels or increase revenues. Finally, response "d" would apply if the legislature may not make any changes (or only small technical changes), or if amendments must first be approved by the executive. In these cases, the legislature is essentially only able to approve or reject the budget as a whole. If the answer is "b" or "c", please indicate the nature of the amendment powers available to the Parliament and how they are limited.

Answer:

b. Yes, the legislature has authority in law to amend the Executive's Budget Proposal, with some limitations.

Source:

<https://igt.tresor.gouv.ci/pdf/decret/LOI-ORGANIQUE-RELATIVE-AUX-FINANCES-PUBLIQUES.pdf>

Article 61

Comment:

selon l'article 61 de la loi organique de 2014-336 du 05 juin 2014, relative aux loi de finances, les députés ont un droit d'amendement. cependant, ils ne peuvent augmenter les charges, ni réduire les recettes, à moins qu'il ne soit accompagné d'augmentation des ressources ou d'économie équivalentes. Sachant que les députés ont en général moins de trois mois pour plancher sur le budget, ce exercice reste difficile.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

111. During the most recent budget approval process, did the legislature use its authority in law to amend the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 111 assesses whether any formal authority of the legislature to amend the Executive's Budget Proposal is used in practice. The responses to this question should be determined based on action by the legislature related to the Enacted Budget used in the OBS. Choose answer "a" if the legislature used its authority in law to amend the Executive's Budget Proposal during the most recent budget approval process, and amendments were adopted (all, or at least some of them). Answer "a" also applies if the legislature used its authority in law to amend the Executive's Budget Proposal, but the amendments were rejected by executive veto. Answer "b" applies if the legislature used its authority in law to propose amendments to the Executive's Budget Proposal, but none of these amendments were adopted. Answer "c" applies if the legislature has the authority in law to amend the budget, but no amendments were proposed during its consideration. Answer "d" applies when the legislature does not have any authority to amend the budget (that is, Question 110 is answered "d").

If the answer is "a" or "b", please specify in the comments the number of amendments introduced by the legislature (and in the case of an "a" response, the number adopted, or if applicable, information about an executive veto) and describe their nature. For example, did the amendments result in an increase or decrease of the deficit? What were the most significant amendments to revenues and to expenditures in terms of the sums involved? How did amendments affect the composition of expenditures? If the answer is "a," please specify which amendments were adopted, and provide evidence for it.

Answer:

b. Yes, the legislature used its authority in law to propose amendments to the Executive's Budget Proposal, but no amendments were adopted.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. Yes, the legislature used its authority in law to propose amendments to the Executive's Budget Proposal, but no amendments were adopted.

Comments: La réponse est b Des propositions d'amendement relatives aux articles 11, 12 et 15 de l'annexe fiscale avaient été faites. Mais, toutes ces propositions d'amendement avaient été rejetées. <http://www.assnat.ci/assembleenationale/?les-deputes-adoptent-quatre-projets-de-loi-en-pleniere>

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

D'accord avec le Peer Reviewer, la réponse "b" est appropriée.

112. During the last budget approval process, did a specialized budget or finance committee in the legislature examine the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

Question 112 assesses the role of a specialized budget or finance committee during the budget approval stage. Effective committee involvement is an essential condition for legislative influence in the budget process. Specialized committees provide opportunities for individual legislators to gain relevant expertise, and to examine budgets and policy in depth. Yet, the involvement of committees differs across legislatures. Some legislatures have separate committees to examine spending and tax proposals, while others have a single finance committee. Not all legislatures have a specialized budget or finance committee to examine the budget. In addition, there can be differences in the time available for the committee's analysis of the budget.

A report with the committee's findings and recommendations is intended to inform the debate in the full legislature, therefore it must be published before the legislature has adopted the budget.

Response "a" requires that, in the last budget approval process, a specialized budget or finance committee had one month or more to examine the Executive's Budget Proposal, and it published a report with findings and recommendations prior to the budget being adopted. Response "b" applies where such a committee examined the draft budget and published a report, but within a shorter timeframe of less than one month. Response "c" applies if a committee examined the budget (without regard to the time period), but did not publish a report prior to the adoption of the budget. Response "d" applies where a specialized budget or finance committee did not examine the Executive's Budget Proposal.

Please specify in your comment the name of the committee and the number of days it had available to examine the budget and to publish a report. For bicameral legislatures where one house or chamber has greater constitutional authority in budgetary matters, the question applies to the house or chamber (usually the upper or second one) that is decisive. For bicameral legislatures with co-equal houses or chambers, the question should be answered with reference to the one that achieves the higher score for this question. In the case of bicameral legislatures, please note the relevant arrangements in each house or chamber. If applicable, provide a copy of the report. Please note also if a report is published, but only after the budget has been adopted.

Answer:

c. Yes, a specialized budget or finance committee examined the Executive's Budget Proposal, but it did not publish a report with findings and recommendations prior to the budget being adopted.

Source:

<https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2017-12-18/cote-d-ivoire-le-projet-de-loi-de-finances-adopte-en-commission-avant-son-vote-en-pleniere-762118.html>

Comment:

La commission des affaires économique et financières analyse le budget avant la plénière.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: La commission des affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale a adopté après examen le Projet de loi des Finances portant Budget 2019 le 17/12/2019. <http://dgbf.gouv.ci/adoption-du-projet-de-loi-de-finances-initial-portant-budget-2019-par-la-commission-des-affaires-economiques-et-financieres-de-lassemblee-nationale/>

Government Reviewer

Opinion: Agree

113. During the last approval process, did legislative committees, responsible for particular sectors (e.g., health, education, defense, etc.), examine spending in the Executive's Budget Proposal related to the sector for which they are responsible?

GUIDELINES:

Question 113 assesses the role of committees of the legislature that are responsible for particular sectors (e.g., health, education, defense, etc.) during the

budget approval stage. The role of sectoral committees differs across legislatures. Some legislatures do not involve them in the budget approval process, while others do. In addition, the time available for committee analysis differs.

A report with the committee's findings and recommendations is intended to inform the debate in the full legislature, so therefore must be published before the legislature has adopted the budget. Response "a" requires that sector committees had one month or more to examine the Executive's Budget Proposal, and published a report with findings and recommendations prior the budget being adopted. Response "b" applies where such committees examined the draft budget and published a report, but within a shorter timeframe of less than one month. Response "c" applies if sectoral committees examined the budget (without regard to the time period), but did not publish a report prior to the adoption of the budget. Response "d" applies where sectoral committees did not examine the Executive's Budget Proposal.

Please provide in the comments a brief overview of the committee structure and specify the number of days that sectoral committees had available to examine the budget and to publish their reports. For bicameral legislatures where one house or chamber has greater constitutional authority in budgetary matters, the question applies to the house or chamber (usually the upper or second one) that is decisive. For bicameral legislatures with co-equal houses or chambers, the question should be answered with reference to the one that achieves the higher score for this question. In the case of bicameral legislatures, please note the relevant arrangements in each house or chamber. If applicable, provide a sample copy of at least one of the reports. Please note if a report is published, but only after the budget has been adopted.

For purposes of responding to this question, use those sectoral committees that are best performing – that is, the ones that examine the budget the longest and that publish reports.

Answer:

d. No, sector committees did not examine the Executive's Budget Proposal.

Source:

Comment:

En Côte d'Ivoire, les députés sont organisés par Commissions. C'est la commission des affaires économiques et financières qui adopte d'abord le projet de budget qui est ensuite soumis en plénière à tous les députés. A cette occasion, chaque député se prononce individuellement, même si celui-ci fait partie d'une commission spécifique. Donc il n'y a pas eu une action d'une commission particulière sur le budget de son secteur.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: En Côte d'Ivoire, les députés sont organisés par Commissions. C'est la commission des affaires économiques et financières qui adopte d'abord le projet de budget qui est ensuite soumis en plénière à tous les députés. A cette occasion, les groupes parlementaires et chaque député se prononcent, même si ce dernier fait partie d'une commission spécifique. Donc il n'y a pas eu une action d'une commission particulière sur le budget de son secteur.

114. In the past 12 months, did a committee of the legislature examine in-year implementation of the Enacted Budget during the relevant budget execution period?

GUIDELINES:

Question 114 is about legislative oversight of budget execution. It assesses whether and how often a committee examined the implementation of the budget during the budget execution period (i.e., financial year) for which it was approved, and whether this resulted in an official report with findings and recommendations. This question does not apply to the ex post review of implementation following the end of the budget year as part of the audit stage, which is assessed separately. Nor does it apply to the legislature's review of the budget that it may undertake as part of the process of considering a supplemental budget during the year. In-year monitoring by the legislature will be affected by the frequency that the executive publishes In-Year Reports.

To answer "a," a committee must have examined in-year implementation of the Enacted Budget at least three times during the course of the relevant budget year and published reports with findings and recommendations. Answer "b" applies where this occurred only once or twice during the year.

Exception: If a legislature is in session only twice during the year, and it examines the implementation of the budget during both sessions, then it would be eligible for an "a" response.

Choose "c" if a committee examined in-year implementation (without regard to frequency), but did not publish any report with findings and recommendations. Answer "d" applies where no committee examined in-year implementation.

If the answer is "a" or "b," please specify the name of the committee and when it reviewed budget implementation, and provide a copy of its report(s). If the answer is "c," please specify the name of the committee and when it reviewed budget implementation.

For purposes of responding to this question, if more than one committee holds in-year reviews of the budget, use the committee that is best performing – that is, the one that examines in-year implementation the most times and that publishes a report.

Answer:

d. No, a committee did not examine in-year implementation.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

115. Does the executive seek approval from the legislature prior to shifting funds between administrative units that receive explicit funding in the Enacted Budget, and is it legally required to do so?

GUIDELINES:

Question 115 examines whether the executive seeks approval from the legislature prior to shifting funds between administrative units, and whether it is legally required to do so.

In some countries, the executive has the power in law to adjust funding levels for specific appropriations during the execution of the budget. This question examines rules around shifting funds between administrative units (ministries, departments, or agencies) or whatever funding unit (or "vote") is specified in the Enacted Budget.

The conditions under which the executive may exercise its discretion to shift funds should be clearly defined in publicly available regulations or law. In addition, the amount of funds that the executive is allowed to transfer between administrative units should not be so excessive as to undermine the accountability of the executive to the legislature.

To answer "a," the executive is required by law or regulation to obtain prior legislative approval before shifting funds between administrative units, and it does so in practice. Answer "b" applies if the executive obtains legislative approval before shifting funds between administrative units, but is not legally required to do so. Answer "c" applies if the executive is legally required to receive legislative approval before shifting funds, but does not do so in practice. Answer "d" applies if legislative approval is not legally required for the executive to shift funds between administrative units and the executive does not obtain legislative approval in practice. Answer "d" also applies if the executive is authorized to shift an amount considered so excessive as to undermine accountability (roughly equal to 3 percent of total budgeted expenditures). A "d" response applies if the legislature only approves the shifting of funds after it has already occurred.

In the comments, please indicate any law or regulation that provides the executive with standing authority to shift funds between administrative units and, if so, describe that authority. Similarly, legislative approval for shifting funds between administrative units typically occurs with the adoption of legislation such as a supplemental budget. But if other formal procedures for gaining approval from the legislature exist, then please provide information about that approval process.

Answer:

d. There is no law or regulation requiring the executive to obtain approval from the legislature prior to shifting funds between administrative units, and in practice the executive shifts funds between administrative units before obtaining approval from the legislature.

Source:

Comment:

Selon les articles 46 et 47 de la loi organique 2014-336 du 05 juin 2014 relative aux lois de finances, l'intervention du parlement se fait à posteriori après que l'exécutif ait déjà engagé les modifications.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

116. Does the executive seek approval from the legislature prior to spending excess revenue (that is, amounts higher than originally anticipated) that may become available during the budget execution period, and is it legally required to do so?

GUIDELINES:

Question 116 examines whether the executive receives approval from the legislature prior to spending excess revenue, and whether it is legally required to do so. Good practice requires the legislature to approve changes in revenue or expenditure relative to the Enacted Budget. For example, if additional revenue is collected unexpectedly during the year, which often happens in oil/mineral-dependent countries, and it was not accounted for in the Enacted Budget, there should be a procedure in place to ensure that the legislature approves any proposed use of these "new" funds. If such requirements are not in place, the executive might deliberately underestimate revenue in the budget proposal it submits to the legislature, in order to have additional resources to spend at the executive's discretion, with no legislative control.

To answer "a," the executive is required by law or regulation to obtain prior legislative approval before spending any funds resulting from higher-than-expected revenues, and it does so in practice. Answer "b" applies if the executive obtains legislative approval before spending excess revenue, but is not legally required to do so. Answer "c" applies if the executive is legally required to receive legislative approval before spending excess revenue, but does not do so in practice. Answer "d" applies if prior legislative approval is not legally required for the executive to spend excess revenue and the executive does not obtain legislative approval in practice. A "d" response applies if the legislature only approves the additional spending after it has already occurred.

Typically, legislative approval of additional spending beyond what was reflected in the Enacted Budget would occur with the adoption of a supplemental budget. But other formal procedures for getting approval from the legislature in advance of it adopting the supplemental budget may exist. If that is the case, then please provide information about that approval process.

Answer:

d. There is no law or regulation requiring the executive to obtain approval from the legislature prior to spending excess revenues, and in practice the executive spends these funds before obtaining approval from the legislature.

Source:

Comment:

Selon les articles 46 et 47 de la loi organique de 2014 relative aux lois de finances, l'action du parlement intervient après l'engagements des recettes à travers la loi rectificative.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: L'approbation préalable de l'Assemblée nationale n'est pas requise pour la dépense d'une recette budgétaire. Cependant, dans ce cas il est obligatoire pour le Gouvernement de faire un projet de Loi de Finances Rectificative soumis au Parlement. Ainsi, le Parlement a la possibilité de demander des explications dans le cadre du vote de la Loi de Finances Rectificative. Et à ce niveau le parlement a la possibilité de rejeter cette Loi. Loi organique relative aux lois de finances, articles 46 et 47. http://budget.gouv.ci/sites/default/files/textes_reference/l... (http://budget.gouv.ci/sites/default/files/textes_reference/loi_organique_2014-336_du_05_juin_2014_relative_aux_lois_de_finances.pdf)

Government Reviewer

Opinion: Agree

117. Does the executive seek approval from the legislature prior to reducing spending below the levels in the Enacted Budget in response to revenue shortfalls (that is, revenues lower than originally anticipated) or other reasons during the budget execution period, and is it legally required to do so?

GUIDELINES:

Question 117 examines whether the executive receives approval from the legislature prior to cutting spending below the levels in the Enacted Budget in response to revenue shortfalls or for any other reason, and whether it is legally required to do so. Good practice requires the legislature to approve changes in revenue or expenditure relative to the Enacted Budget. For example, if less revenue is collected unexpectedly during the year, the legislature should approve or reject any proposed reductions in expenditures that are implemented as a result. If such requirements are not in place, the executive might substantially change the composition of the budget at the executive's discretion, with no legislative control.

Typically, legislative approval of proposals to reduce spending below the levels reflected in the Enacted Budget would occur as part of the supplemental budget. But other formal procedures for getting approval from the legislature in advance of it adopting the supplemental budget may exist. If that is the case, then please provide information about that approval process.

To answer "a," the executive is required by law or regulation to obtain prior legislative approval before implementing spending cuts in response to revenue shortfalls or for other reasons, and it does so in practice. Answer "b" applies if the executive received legislative approval before implementing such cuts, but is not legally required to do so. Answer "c" applies if the executive is legally required to obtain legislative approval before implementing such cuts, but does not do so in practice. Answer "d" applies if legislative approval is not legally required for the executive to implement such cuts and the executive does not obtain such approval in practice. A "d" response applies if the legislature only approves the spending cuts after they have already occurred.

Answer:

c. The executive is required by law or regulation to obtain approval from the legislature prior to reducing spending below enacted levels, but in practice the executive implements these cuts before seeking approval from the legislature.

Source:

Comment:

L'approbation du parlement intervient après et non avant.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: L'article 25 de la loi relative aux finances publiques dit qu'en cas d'urgence l'Exécutif peut procéder à une ouverture de crédit par décret d'avance pris en conseil des ministres et que le parlement en est informée.

Government Reviewer

Opinion: Agree

118. Did a committee of the legislature examine the Audit Report on the annual budget produced by the Supreme Audit Institution (SAI)?

GUIDELINES:

Question 118 is about ex post oversight following the implementation of the budget. It probes whether a committee examined the Audit Report on the annual budget produced by the Supreme Audit Institution (SAI), and whether this resulted in an official report with findings and recommendations. A key issue is how soon after the SAI releases the report does it legislature review it. This question does not apply to the legislative scrutiny of in-year implementation of the Enacted Budget during the relevant budget execution period, which is assessed separately. Also, the question is asking specifically about the SAI's annual report on the execution of the budget, not about other audit reports that the SAI may produce. (This is the Audit Report used for responding to Question 98.)

To answer "a," a legislative committee must have examined the annual Audit Report within three months of it being released by the SAI, and then published a report (or reports) with findings and recommendations. (Note that the three-month period should only take into account time when the legislature is in session.)

Answer "b" applies when the committee examines it within six months of it being released (but more than three months), and then published a report with its findings and recommendations. Choose "c" if a committee examined the annual Audit Report more than six months after it became available or it did not publish any report with findings and recommendations. Answer "d" applies where no committee examined the annual Audit Report.

If the answer is "a" or "b," please specify the name of the committee and when it reviewed the Audit Report, and provide a copy of its report(s). If the answer is "c," please specify the name of the committee and when it reviewed budget implementation. Answers "a," "b," or "c" may be selected if the Audit Report is produced by the SAI but not made publicly available.

Answer:

c. Yes, a committee examined the Audit Report on the annual budget, but it did so after the report had been available for more than six months or it did not publish any report with findings and recommendations.

Source:

Comment:

Le rapport d'audit est transmis au parlement en même temps que le projet de loi de finances.

La commission des affaires économiques et financières analyse le rapport d'audit de la cour des comptes

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, a committee examined the Audit Report on the annual budget, but it did so after the report had been available for more than six months or it did not publish any report with findings and recommendations.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, a committee examined the Audit Report on the annual budget, but it did so after the report had been available for more than six months or it did not publish any report with findings and recommendations.

Comments: La Commission des Affaires Économiques et Financières de l'Assemblée Nationale analyse le rapport d'audit de la cour des comptes mais ne publie pas de rapport

Researcher Response

Effectivement la Commission des Affaires Economiques et Financières examine le Rapport d'audit lors de la Loi de règlement.

IBP Comment

Given the reviewers's and researcher's comments, and the lack of evidence that a report is published at all, the initial response has been updated from "a" to "c".

119. Was the process of appointing (or re-appointing) the current head of the SAI carried out in a way that ensures his or her independence?

GUIDELINES:

Question 119 concerns the appointment process of the current head of the Supreme Audit Institution (SAI). Appointment procedures vary greatly across countries, as well as across different types of SAIs. Moreover, conventions and informal practices can greatly affect the de facto independence of the head of the SAI. While these factors make it difficult to devise a single metric against which all SAIs can be assessed with regard to this particular aspect, this question focuses on whether the legislature or judiciary must appoint or approve the appointment of the head of the SAI as a way to ensure the SAI's independence from the executive. However, if the appointment is carried out in another way that nonetheless ensures the independence of the SAI head, then that approach could be also considered.

To answer "a," the legislature or judiciary must appoint (or re-appoint) the head of the SAI, or approve the recommendation of the executive, as a way that ensure his or her independence from the executive. (As noted above, alternative approaches may also be acceptable.) Choose "b" if the appointment process does not ensure the independence of the head of the SAI, e.g. the executive may appoint the head of the SAI without the final consent of the legislature or judiciary.

Irrespective of which answer you selected, provide a description of how the head of the SAI is appointed.

Answer:

b. No, the executive may appoint the head of the SAI without the final consent of the legislature or judiciary.

Source:

<http://www.igf.finances.gouv.ci/IgfAdmin/textesofficiels/doc/Loi%20organique%20n2015-494%20cour%20des%20comptes.pdf>

Comment:

Article 29: Les magistrats de la cour des comptes sont nommés au conseil des ministres sur proposition du conseil supérieur de la magistrature et sur présentation du ministre en charge de la justice.

<http://www.loidici.com/CONSTITUTION%202016/Constitution.php>

Selon l'Article 153 de la constitution de 2016 Le Président de la Cour des Comptes est nommé par le Président de la République pour une durée de cinq ans renouvelable une fois parmi les personnalités reconnues pour leur compétence et leur expertise avérées en matière d'économie, de gestion, de comptabilité ou de finances publiques.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Selon la constitution dans ses articles 146 et 152, l'assemblée nationale n'intervient pas dans le cas cité plus haut. Selon l'article 146 de la loi relative aux lois de finances, le Conseil supérieur de la magistrature examine toutes les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats. Fait des propositions pour les nominations des magistrats de la cour suprême, de la cour des comptes, des premiers présidents de la cour d'appel.... Selon l'article 152 de la loi relative aux lois de finances, la cour des comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques.....

Government Reviewer

Opinion: Agree

120. Must a branch of government other than the executive (such as the legislature or the judiciary) give final consent before the head of the Supreme Audit Institution (SAI) can be removed from office?

GUIDELINES:

Question 120 covers the manner in which the head or senior members of the SAI may be removed from office. This question draws on best practices identified in the Lima Declaration of Guidelines on Auditing Precepts (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/LimaDeclaration.pdf>), including measures intended to guarantee the office's independence from the executive.

To answer "a," the head of the SAI may only be removed by the legislature or judiciary, or the legislature or judiciary must give final consent before the head of the SAI is removed. For example, the legislature or judiciary may give final consent following a certain external process, such as a criminal proceeding. So while the executive may initiate a criminal proceeding, the final consent of a member of the judiciary – or a judge – is necessary to render a verdict of wrongdoing that may lead to the removal from office of the head of the SAI. Answer "b" applies if the executive may remove the head of the SAI without the final consent of the judiciary or legislature.

Answer:

a. Yes, the head of the SAI may only be removed by the legislature or judiciary, or the legislature or judiciary must give final consent before he or she is removed.

Source:

L'article 140 de la constitution stipule que les magistrats du siège sont inamovibles. Selon l'article 146, le conseil supérieur de la magistrature statue en formation disciplinaire des magistrats du siège et du parquet. Ils sont nommés par le Président de la République (article 153 constitution). Ils ne peuvent pas être mutés sans leur accord, sauf nécessité de services. Il ne peuvent être révoqués, suspendus de leurs fonctions, ou subir une sanction disciplinaire qu'en cas de manquement à leurs obligations et après décision motivée du conseil supérieur de la magistrature. Lors que le juge estime que son indépendance est menacée, il a le droit de saisir le conseil supérieur de la magistrature....(Article 140 de la constitution)

Comment:

Selon la constitution, le Conseil supérieur de la magistrature qui donne son avis Articles 146, 153, 140.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

121. Who determines the budget of the Supreme Audit Institution (SAI)?

GUIDELINES:

Question 121 asks who determines the budget of the Supreme Audit Institution (SAI). To ensure objective audits of government budgets, another important component of the SAI's independence from the executive is the extent to which the SAI's budget is determined by a body other than the executive, and whether the SAI has adequate resources to fulfill its mandate.

Answer "a" applies if the funding level is broadly consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate, AND either the SAI determines its own budget and then submits it to the executive (which accepts it with little or no change) or directly to the legislature, or the budget of the SAI is determined directly by the legislature or judiciary (or some independent body). Answer "b" applies if the SAI's budget is determined by the executive (absent a recommendation from the SAI), and the funding level is broadly consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate. Answer "c" applies if the legislature or judiciary (or some independent body) determines the SAI's budget, but the funding level is not consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate. Answer "d" applies if the executive determines the SAI's budget, and the funding level is not consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate. Please provide evidence in support of the assessment that the funding level is or is not broadly consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate.

Answer:

a. The SAI determines its own budget (i.e., submits it to the executive, which accepts it with little or no change, or directly to the legislature), or the budget of the SAI is determined by the legislature or judiciary (or some independent body), and the funding level is broadly consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate.

Source:

Article 157 de la loi organique n°2015-494 du 07 juillet 2015 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la cour des comptes.

[http://courdescomptes.ci/fichiers/1529566913LOI%20ORGANIQUE%20COUR%20DES%20COMPTE%20%20CI%20\(5\).pdf](http://courdescomptes.ci/fichiers/1529566913LOI%20ORGANIQUE%20COUR%20DES%20COMPTE%20%20CI%20(5).pdf)

Comment:

Article 157 de la loi organique n°2015-494 du 07 juillet 2015 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour de comptes.

Peer Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

d. The budget of the SAI is determined by the executive, and the funding level is not consistent with the resources the SAI needs to fulfill its mandate.

Comments: Selon l'article 157 de la Loi organique N°2015-494 du 7 juillet 2015 déterminant les attributions, la composition l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, les budgets font l'objet de propositions préparées par les services financiers respectifs et inscrites au projet de loi des finances au titre de la cour des comptes et du ministère public près ladite cour.

Government Reviewer

Opinion: Agree

Researcher Response

Dans l'enquête 2017, le rapport général 2010, 2011, 2012 et 2013 de la chambre des comptes avait clairement mentionné l'insuffisance des ressources à la page 14 dudit document (malheureusement je ne retrouve plus le lien, mais je peux vous envoyer le document si nécessaire). Toutefois, selon l'article 157 d'une loi de 2015, le principe de l'autonomie financière est acquise. Nous ne pouvons donc pas faire une telle affirmation tant qu'elle n'est pas soutenue par un rapport ou des déclarations qui fondent cela. Ainsi, si donc on veut se baser sur le principe nous pensons qu'on peut garder la réponse "a" en attendant un avis contraire.

122. Does the Supreme Audit Institution (SAI) have the discretion in law to undertake those audits it may wish to?

GUIDELINES:

Question 122 explores the scope of the investigative powers of the Supreme Audit Institution (SAI) as prescribed in law.

Question 97 asks which of the three types of audits – financial, compliance, and performance – the SAI conducts. This question asks if the SAI is constrained by law (rather than by a lack of capacity or an inadequate budget) from undertaking any form of audit or investigating irregularities in any program or activity.

There are numerous examples of limitations. For instance, some SAIs are not permitted by their legal mandate to audit joint ventures or other public-private arrangements. Others are only allowed to undertake financial audits, precluded from conducting performance or value-for-money audits. The SAIs in some countries do not have the legal mandate to review arrangements involving oil or stabilization funds, or other types of special or extra-budgetary funds. The SAI may also not have the ability to audit commercial projects involving the public and private sector.

To answer "a," the SAI must have full discretion in law to decide which audits to undertake. Answer "b" applies if some limitations exist, but the SAI enjoys significant discretion to undertake those audits it wishes to. Answer "c" applies if the SAI has some discretion, but significant legal limitations exist. Answer "d" applies if the SAI has no power at all to choose which audits to undertake

Consulting the Lima Declaration of Guidelines on Auditing Precepts (<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/LimaDeclaration.pdf>) may be useful in answering this question as its provisions serve to define the appropriate scope of a SAI's legal mandate and jurisdiction.

Answer:

a. The SAI has full discretion to decide which audits it wishes to undertake.

Source:

Selon l'article 84 de la loi organique relative aux lois de finances; "la juridiction financière juge les comptes des comptables publics, les gestions de fait et les fautes de gestion. Elle contrôle les comptes et la gestion des collectivités publiques, des établissements publics, des entreprises publiques, des organismes de sécurité sociale et des organismes dans lesquels une collectivité publique a une participation majoritaire. ...La juridiction financière contrôle également l'exécution de la loi de finances.....Elle procède à l'audit de performance des services de l'Etat et des organismes publics soumis à son contrôle.

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Selon la Loi organique N°2015-494 du 7 juillet 2015 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, à travers ses articles de 5 à 14, la Cour des comptes dispose de prérogatives illimitées dans le contrôle de la gestion des finances publiques. http://www.igf.finances.gouv.ci/Document_joint/texte_officiel/Loi%20organique%20n2015-494%20cour%20des%20comptes.pdf

Government Reviewer

Opinion: Agree

123. Are the audit processes of the Supreme Audit Institution (SAI) reviewed by an independent agency?

GUIDELINES:

Question 123 assesses whether and to what extent the audit processes of the Supreme Audit Institution (SAI) are subject to review by an independent agency. The latter could be a peer SAI, an international organization, an academic institution with relevant expertise, or an independent domestic agency with quality assurance functions in the area of financial reporting.

To answer "a," an independent agency must conduct and publish a review of the audit processes of the SAI on an annual basis. Answer "b" applies if a review was carried out within the past five years, and published, but it is not conducted annually, but. Choose answer "c" if the SAI has an internal unit that reviews the audit processes of the SAI on a regular basis, but an independent agency does not conduct such a review. Answer "d" applies if the audit processes of the SAI are reviewed neither by an independent agency nor by a unit within the SAI.

If the answer is either "a" or "b," please specify the name of the independent agency and when last it conducted such a review, and provide a copy of the published report. If the answer is "c," please specify the name of the unit within the SAI that is tasked with conducting such reviews.

Answer:

d. No, the audit processes of the SAI are reviewed neither by an independent agency nor by a unit within the SAI.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les rapports et décisions de la Cour des comptes ont un caractère exécutoire.

Government Reviewer

Opinion: Agree

124. In the past 12 months, how frequently did the head or a senior staff member of the Supreme Audit Institution (SAI) take part and testify in hearings of a committee of the legislature?

GUIDELINES:

Question 124 concerns the interaction between two important oversight actors and assesses how frequently the Supreme Audit Institution (SAI) made high-level inputs to the work of legislative committees. Many SAIs interact with the legislature in some form, but the nature and intensity of the interaction varies. This question probes this aspect by asking, with reference to the past 12 months, how frequently the head or a senior staff member of the SAI took part and testified in hearings of a committee of the legislature. The intent is to assess the extent to which the SAI representative in question was not only present at a meeting of a legislative committee, but was an active participant (as opposed to a passive observer, serving only as a resource when called upon). You can refer to official records of legislative committees, websites and annual reports of the SAI, press releases and media coverage, for example. Choose answer "a" if this occurred five times or more; "b" for three times or more, but less than five times; "c" for once or twice, and "d" for never.

Answer:

d. Never.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

125. Does the executive use participation mechanisms through which the public can provide input during the formulation of the annual budget (prior to the budget being tabled in parliament)?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles on "Inclusiveness" and "Timeliness" and assesses the extent to which the participation mechanism(s) used by the executive are truly interactive and involve a two-way conversation between citizens and the executive.

The drafting of this question and its answers are partially drawn from the IAP2 Spectrum of Public Participation, in particular with regards to the concepts of "involvement" (option "a" in the responses) and "consultation" (option "b"). See:

https://cdn.ymaws.com/www.iap2.org/resource/resmgr/foundations_course/IAP2_P2_Spectrum_FINAL.pdf.

Please consider only participation mechanisms that the Ministry of Finance, lead budget agency, or central coordinating agency designated by the government to implement participation mechanisms ("the executive") is currently using to allow the public to participate in the formulation of the annual budget, including annual pre-budget discussions. Participation mechanisms used only by line ministries should not be used to answer this question. If there is more than one

mechanism used by the executive, please select the deepest or most interactive mechanism that reflects the government's efforts to incorporate citizens' input into the formulation of the annual budget. The participation mechanisms can involve a range of different issues, such as spending and tax policy, funding and revenue levels, and macro-fiscal planning.

To answer "a," the executive must use open participation mechanisms that involve the public in the formulation of the annual budget. This means that a public process is in place whereby CSOs and/or individual members of the public and government officials interact, and have the opportunity to express their opinions to each other in what can be considered a public dialogue between them (i.e., in-person and online discussion forums). Additionally, the mechanism should be open to any CSO and/or individual members of the public who wish to participate. By selecting this answer, the researcher must present evidence to support the presence of a public dialogue among citizens and government officials. Examples include public meetings and online deliberative exchanges.

Answer "b" applies if an open consultation mechanism is in place whereby members of the public (i.e., individuals and/or CSOs as well as academics, independent experts, policy think tanks, and business organizations) can provide their input in the formulation of the annual budget. This answer applies if the government is using a mechanism that is structured and well established, and not ad-hoc. The researcher must present evidence to support the presence of consultative processes through which the executive seeks out inputs from citizens. Examples include surveys, focus groups, report cards, published policy consultation exercises, and online platforms that government officials actively manage to solicit inputs.

Answer "c" applies if the executive has established a mechanism or mechanisms to allow citizens to participate in the budget formulation phase, but:

1) The mechanisms are not structured and happen only on ad-hoc basis, or not regularly.

and/or

2) The executive consults with and/or interacts with, citizens, but there is discretion in who is allowed to participate, and the executive determines fully or partially such selection process by inviting specific groups (for example by making an open call but just to experts from a particular sector, or naming specific organizations). While it is not possible for all citizens and/or CSOs to participate in this or other phases of the budget process, options "a" and "b" apply if the government does not exercise any discretion in determining who is allowed to participate. While there is likely going to be self-selection, it is important that the selection is not made by the executive.

In cases where there is discretion in who is allowed to participate, to select answer choice "c", there should be some sort of public record (held in public, minutes of meetings released to public) so that the all CSOs and individual members of the public can have knowledge of the meeting, who participated, and what was discussed.

Examples of mechanisms that might qualify as a "c" response include hotlines, Facebook announcements, and one-off meetings with NGOs in which there is a public record.

The researcher must present evidence to support selection of a "c" response.

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget formulation stage.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Il n'y a pas encore de mécanisme d'implication des citoyens dans le processus budgétaire. Néanmoins, nous avons été informés lors d'une réunion OGP de l'élaboration d'un Budget Citoyen 2019 en cours. Cependant, les détails des étapes ne nous ont pas pas été communiqués, malgré notre demande.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Le public ne participe pas au processus du Budget en Côte d'Ivoire.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the executive uses open participation mechanisms through which members of the public and government officials exchange views on the budget.

Comments: Élaboration du PND, un processus participatif et inclusif (voir page 4 à 5 du document "Résumé PND 2016-2020) En effet, l'élaboration du PND 2016–2020, épine dorsale du Budget de l'Etat, s'est faite selon une approche participative et inclusive. Ainsi, lors des travaux de la revue globale du PND 2012–2015, des consultations locales ont été organisées du 17 au 24 novembre 2014 dans les chefs–lieux des Districts autonomes et des ex–Districts pour recueillir les besoins et les aspirations des populations. Ces consultations ont regroupé les représentants issus du corps préfectoral, des collectivités décentralisées, des services déconcentrés de l'administration, des autorités coutumières et religieuses, des associations de femmes et de jeunes, des forces de défense et de sécurité, des partenaires au développement, du secteur privé et de la société civile. Les résultats de ces consultations ont été capitalisés dans l'élaboration du PND 2016–2020. Le PND 2016–2020 est donc le fruit des concertations avec les populations sur le terrain. Il représente le cadre dans lequel le pays et ses partenaires s'engagent en vue de relever le défi de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Voir également le paragraphe 41 à la page 11 du document "Résumé PND 2016-2020" qui indique que les dépenses d'investissement du Budget de l'Etat s'établiraient à 1643,7 milliards de FCFA en 2016 à 1950,6 milliards de FCFA en 2017 puis à 2843,4 milliards de FCFA en 2020, prenant en compte les priorités du PND. En effet, les projections du Budget de l'Etat se font prioritairement sur la base du PND. Le PND 2016-2020 a force de loi car adopté par l'Assemblée Nationale (<http://www.assnat.ci/assembleenationale/?le-projet-de-loi-portant-pnd>

2016-2020-vote-en-pleniere)

Researcher Response

Il s'agit ici du processus budgétaire annuel alors que le PND est un document de politique pluriannuel. Les consultations effectuées dans le cadre du PND 2016-2020 en 2014 ne peuvent pas être considérées, car le PND est un document de politique générale qui est élaboré sur plusieurs années. Bien que ce document soit pertinent dans l'élaboration du budget, il ne donne pas de détails sur les recettes et les dépenses et leurs affectations qui puissent permettre à la population de faire des recommandations par rapport à ses priorités. Enfin cette question est relative au processus annuel d'élaboration du budget, en un mot elle fait allusion à la prise en compte de la consultation des citoyens dans le calendrier d'élaboration du budget de l'année. Et l'Exécutif ne consulte pas le public lors de l'élaboration du budget annuel.

126. With regard to the mechanism identified in question 125, does the executive take concrete steps to include vulnerable and under-represented parts of the population in the formulation of the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principle of "Inclusiveness", and examines the executive's effort to actively reach out to citizens who are from socially vulnerable groups and/or underrepresented in national processes. The emphasis here is on the executive's efforts to seek out the views of members of the public from socially vulnerable groups and/or who are underrepresented in the process.

To answer "a," the executive must actively seek out individuals from vulnerable and underrepresented communities and/or civil society organizations representing vulnerable and underrepresented individuals and communities. The researcher must provide evidence to show the government's efforts and actions. The researcher must speak with the relevant government official(s), and subsequently double check with an alternative source, such as representatives of vulnerable/underrepresented groups.

Answer "b" applies if the executive does not take concrete steps to incorporate vulnerable/underrepresented individuals, or organizations representing them, into participation mechanisms or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget formulation stage.

Answer:

b. The requirements for an "a" response are not met.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore en Côte d'Ivoire.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les groupes vulnérables ne sont pas impliqués dans le processus d'élaboration du budget.

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the executive takes concrete steps to include individuals and/or CSOs representing vulnerable and underrepresented parts of the population in the formulation of the annual budget.

Comments: Élaboration du PND, un processus participatif et inclusif (voir page 4 à 5 du document "Résumé PND 2016-2020) En effet, l'élaboration du PND 2016–2020, épine dorsale du Budget de l'État, s'est faite selon une approche participative et inclusive. Ainsi, lors des travaux de la revue globale du PND 2012–2015, des consultations locales ont été organisées du 17 au 24 novembre 2014 dans les chefs–lieux des Districts autonomes et des ex–Districts pour recueillir les besoins et les aspirations des populations. Ces consultations ont regroupé les représentants issus du corps préfectoral, des collectivités décentralisées, des services déconcentrés de l'administration, des autorités coutumières et religieuses, des associations de femmes et de jeunes, des forces de défense et de sécurité, des partenaires au développement, du secteur privé et de la société civile. Les résultats de ces consultations ont été capitalisés dans l'élaboration du PND 2016–2020. Le PND 2016–2020 est donc le fruit des concertations avec les populations sur le terrain. Il représente le cadre dans lequel le pays et ses partenaires s'engagent en vue de relever le défi de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Voir également le paragraphe 41 à la page 11 du document "Résumé PND 2016-2020" qui indique que les dépenses d'investissement du Budget de l'État s'établiraient à 1643,7 milliards de FCFA en 2016 à 1950,6 milliards de FCFA en 2017 puis à 2843,4 milliards de FCFA en 2020, prenant en compte les priorités du PND. En effet, les projections du Budget de l'État se font prioritairement sur la base du PND. Le PND 2016-2020 a force de loi car adopté par l'Assemblée Nationale (<http://www.assnat.ci/assembleenationale/?le-projet-de-loi-portant-pnd-2016-2020-vote-en-pleniere>)

Researcher Response

Il s'agit ici du processus budgétaire annuel. Alors que le PND est un document de politique pluriannuel, il ne peut être considéré pour cette question. L'Exécutif ne consulte pas les personnes vulnérables lors de l'élaboration du budget annuel.

127. During the budget formulation stage, which of the following key topics does the executive's engagement with citizens cover?

For the purpose of this question, key topics are considered to be:

1. Macroeconomic issues
2. Revenue forecasts, policies, and administration
3. Social spending policies
4. Deficit and debt levels
5. Public investment projects
6. Public services

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Timeliness". Please consider all of the mechanisms currently used by the executive to promote public participation during the formulation of the annual budget.

Please note that while the public engagement can/may cover other topics – and for this reason the other questions assessing the executive's engagement with the public during budget formulation can be answered on the basis of engagement on topics other than the six listed above – for the purpose of answering this question, "key topics" are considered to be only the ones listed above. If the executive's engagement with the public covers topics other than the six listed above, please specify these topics in the comments.

Note also that this question assesses only the coverage of public engagement (i.e., "what issues is the public invited to engage on?") and issues related to the depth of engagement or selectivity of engaged are not dealt with by this question.

Answer "d" applies if requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget formulation stage.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Le mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. The executive's engagement with citizens covers at least three (but less than six) of the above-mentioned topics.

Comments: 3. Social spending policies 5. Public investment projects 6. Public services

Researcher Response

Annuellement, le public n'est pas invité à se prononcer sur aucune des étapes citées plus haut.

128. Does the executive use participation mechanisms through which the public can provide input in monitoring the implementation of the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles on "Inclusiveness" and "Timeliness" and assesses the extent to which the participation mechanism(s) used by the executive are truly interactive and involve a two-way conversation between citizens and the executive.

The drafting of this question and its answers are partially drawn from the IAP2 Spectrum of Public Participation, in particular with regards to the concepts of "involvement" (option "a" in the responses) and "consultation" (option "b"). See:

https://cdn.ymaws.com/www.iap2.org/resource/resmgr/foundations_course/IAP2_P2_Spectrum_FINAL.pdf

Please consider only participation mechanisms that the Ministry of Finance, lead budget agency, or central coordinating agency designated by the government to implement participation mechanisms ("the executive") is currently using to allow the public to participate in monitoring the implementation of the annual budget. If the executive has designated a central coordinating agency to implement participation mechanisms throughout the national budget process, researchers may consider these mechanisms. Participation mechanisms used only by line ministries should not be used to answer this question. If there is more than one mechanism used by the executive, please select the deepest or most interactive mechanism that reflects the government's efforts to incorporate citizens' input into the implementation of the annual budget. The participation mechanisms can involve a range of different issues, such as revenue administration, public service delivery, public investment project implementation, including procurement, and the administration of social transfer schemes.

To answer "a," the executive must use open participation mechanisms that involve the public in the implementation of the annual budget. This means that a public process is in place whereby CSOs and/or individual members of the public and government officials interact, and have the opportunity to express their opinions to each other in what can be considered a public dialogue between them (i.e., in-person and online discussion forums). Additionally, the mechanism should be open to any CSO and/or individual members of the public who wish to participate. By selecting this answer, the researcher must present evidence to support the presence of a public dialogue among citizens and government official. Examples include public meetings, online, deliberative exchanges, procurement complaint mechanisms, and social monitoring and dialogue.

Answer "b" applies if an open consultation mechanism is in place whereby members of the public (i.e., individuals and/or CSOs as well as academics, independent experts, policy think tanks, and business organizations) can provide their input on the implementation of the annual budget. This answer applies if the government is using a mechanism that is structured and well established, and not ad-hoc. The researcher must present evidence to support the presence of consultative processes through which the executive seeks out inputs from citizens. Examples include public hearings, surveys, focus groups, report cards, and online platforms that government officials actively manage to solicit inputs.

Answer "c" applies if the executive has established a mechanism or mechanisms to allow citizens to provide input on budget implementation, but:

1) The mechanisms are not structured, happen only on ad-hoc basis, or not regularly.

and/or

2) The executive consults with and/or interacts with, citizens, but there is discretion in who is allowed to participate, and the executive determines fully or partially such selection process by inviting specific groups (for example by making an open call but just to experts from a particular sector, or naming specific organizations). While it is not possible for all citizens and/or CSOs to participate in this or other phases of the budget process, options "a" and "b" apply if the government does not exercise any discretion in determining who is allowed to participate. While there is likely going to be self-selection, it is important that the selection is not made by the executive.

In cases where there is discretion in who is allowed to participate, to select answer choice "c", the researcher must have evidence that the government is holding participation mechanisms that have some sort of public record (held in public, minutes of meetings released to public) so that all CSOs and members of the public can have knowledge of the meeting, who participated, and what was discussed.

Examples include hotlines, Facebook announcements, one-off meetings with NGOs in which there is a public record.

The researcher must present evidence to support selection of a "c" response.

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget implementation stage.

Answer:

c. Yes, the executive uses participation mechanisms during the budget implementation phase, but either these mechanisms capture only some ad-hoc views, or the executive invites specific individuals or groups for budget discussions (participation is not, in practice, open to everyone).

Source:

Comment:

Le mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the executive uses open participation mechanisms through which members of the public and government officials exchange views on budget implementation.

Comments: Pour mieux répondre aux besoins en informations budgétaires de la population et recueillir les avis, opinions, plaintes et propositions, le Ministère en charge du Budget a mis en place la Cellule d'Information des opérateurs économiques depuis 2015. Les activités de cette cellule initialement orientées vers les opérateurs économiques a été élargies à tous les citoyens du pays. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2015/11/DGBF-022.pdf>

Researcher Response

La Cellule d'Information de Opérateurs Economiques (CELIOPE) a été initialement conçue pour les opérateurs économiques, mais depuis quelques mois elle est ouverte aux citoyens pour poser des questions sur le budget. Toutefois il faut noter que cet outil est plus utilisé pour renseigner les citoyens sur le budget que pour prendre les consulter dans son élaboration ou son exécution. En outre, cet outil est méconnu des citoyens (pas de publicité).

IBP Comment

Nous avons cherché plus d'informations sur CELIOPE, pour mieux comprendre comment ça marche, mais nous n'avons pas trouvé la description d'un mécanisme ou n'importe quel citoyen peut envoyer commentaires ou bien échanger conversations avec le Ministère sur le budget. Il nous semble un mécanisme ou les *opérateurs économiques* peuvent demander et recevoir des informations budgétaires. Voir les URL suivants : <https://news.abidjan.net/h/628009.html> <https://aip.ci/cote-divoiregestion-des-finances-publiques-plus-de-deux-mille-requetes-traitees-par-la-celiope-sur-diverses-preoccupations/>, <http://www.cncga.ci/articles/restitution-des-travaux-de-la-celiope-du-secretariat-d-etat-aupres-du-premier>

ministre-charge-du-budget-et-du-portefeuille-de-l-etat-22, "...la CELIOPE est un outil mis à la disposition des opérateurs du secteur privé pour recevoir et traiter leurs préoccupations relatives au suivi de l'exécution budgétaire, aux procédures de passation des marchés publics."
<https://www.imf.org/external/np/loi/2018/civ/112118.pdf>, "the government will continue to promote and disseminate information on the Information Unit for Economic Operators (CELIOPE), an administrative unit established in the DGBF to provide information at no charge to government providers and suppliers on the existence of budget appropriations and all budget-related operations." <https://aip.ci/cote-divoire-aip-le-ministre-du-budget-annonce-le-raccordement-des-outils-numeriques-de-ses-services-au-portail-du-citoyen-milie/> Le chercheur confirme que "on ne peut contacter le CELIOPE que par appel téléphonique fixe ou par email (celiope@dgbf.gouv.ci). Ce procédé est donc très complexe et difficilement accessible aux populations dans la mesure où la Cellule n'est pas connue et qu'elle n'a pas de site propre à elle." To maintain cross-country comparability, the response is changed from "b" to "c" but we welcome this development and look forward to learning more about the integration of CELIOPE with the citizens portal Milie (<https://www.milie.ci/index.php?page=reclamation.Accueil>).

129. With regard to the mechanism identified in question 128, does the executive take concrete steps to receive input from vulnerable and underrepresented parts of the population on the implementation of the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principle of "Inclusiveness", and examines the executive's effort to actively reach out to citizens who are from socially vulnerable groups and/or underrepresented in national processes. The emphasis here is on national government's efforts to obtain input from members of the public who are from socially vulnerable groups and/or underrepresented in national processes during the implementation of the annual budget.

To answer "a," the executive must actively seek out individuals from vulnerable and underrepresented community and/or civil society organizations representing vulnerable and underrepresented individuals and communities. The researcher must provide evidence to show the government's efforts and actions. The researcher must speak with the relevant government official(s), and subsequently double check with an alternative source, such as representatives from vulnerable/underrepresented groups.

Answer "b" applies if the national executive does not take concrete steps to incorporate vulnerable/underrepresented individuals, or organizations representing them, into participation mechanisms or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget implementation stage.

Answer:

b. The requirements for an "a" response are not met.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Yes, the executive takes concrete steps to receive input from individuals from and/or organizations representing vulnerable and underrepresented parts of the population on the implementation of the annual budget.

Comments: La Cellule d'information des opérateurs économiques (CELIOPE) est accessible à tous via internet (application e-requête), téléphone (publication d'un numéro vert) et sur place (positionnée à l'entrée des services du budget pour être facilement visible à tout usager). Par ailleurs, la CELIOPE mène régulièrement une enquête de satisfaction dont les résultats sont présentés au public et publiés. <http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2015/11/DGBF-022.pdf>

Researcher Response

Pas à notre connaissance.

IBP Comment

Même si CELIOPE était un mécanisme approprié pour la question 128, les "opérateurs économiques" ciblés par ce mécanisme ne représentent pas les populations les plus vulnérables. Comme confirmé par le chercheur, la réponse reste "b."

130. During the implementation of the annual budget, which of the following topics does the executive's engagement with citizens cover?

For the purpose of this question, key topics are considered to be:

1. Changes in macroeconomic circumstances
2. Delivery of public services

3. Collection of revenue
4. Implementation of social spending
5. Changes in deficit and debt levels
6. Implementation of public investment projects

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Timeliness". Please consider all of the mechanisms currently used by the executive to promote public participation during the implementation of the annual budget.

Please note that while the public engagement can/may cover other topics -- and for this reason the other questions assessing the executive's engagement with the public during budget implementation can be answered on the basis of engagement on topics other than the six listed above -- for the purpose of answering this question, "key topics" are considered to be ONLY the ones listed above. If the executive's engagement with the public covers topics other than the six listed above, please specify these topics in the comments.

Note also that this question assesses only the coverage of public engagement (i.e., "what issues is the public invited to engage on?") and issues related to the depth of engagement or selectivity of engaged are not dealt with by this question.

Answer "d" applies if requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget implementation stage.

Answer:

b. The executive's engagement with citizens covers at least three (but less than six) of the above-mentioned topics.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

b. The executive's engagement with citizens covers at least three (but less than six) of the above-mentioned topics.

IBP Comment

In light of the government reviewer's comment, and given that CELIOPE has been actively used by the "opérateurs économiques" as indicated in question 128, the response is changed from "d" to "b."

131. When the executive engages with the public, does it provide comprehensive prior information on the process of the engagement, so that the public can participate in an informed manner?

Comprehensive information must include at least three of the following elements:

1. Purpose
2. Scope
3. Constraints
4. Intended outcomes
5. Process and timeline

GUIDELINES:

This question relates to the GIFT principle of "Openness," and addresses whether the executive provides relevant information on the process of the engagement before public participation takes place, in order to help citizens engage effectively. The question addresses whether the "rules of the public engagement" are clearly spelled out, in advance and in detail, so that those members of the public who want to engage know how to do so, in terms of when they can do so, what they are expected to provide input on, by when, to whom, etc. This question does not cover the substance of the engagement, which is covered by questions 127 and 130.

Non-comprehensive information means that the government provides information that includes at least one but less than three of the elements listed above.

Purpose refers to a brief explanation of why the public engagement is being undertaken, including the executive's objectives for its engagement with the public.

Scope refers to what is within the subject matter of the engagement as well as what is outside the subject matter of the engagement. For example, the scope may include how a current policy is administered but exclude the specifics of the policies themselves.

Constraints refers to whether there are there any explicit limitations on the engagement. An example of a constraint could be that any policy changes must not cost (or forgo revenue) more than a specific amount or have no net fiscal cost.

Intended outcomes refers to what the executive hopes to achieve as a result of the engagement. Examples of intended outcomes could be revising a policy to better reflect citizen or service-user views or to improve the way in which a particular program is administered.

Process refers to the methods by which the public engagement will take place and the discrete steps in the process. For example, the process may simply be a one-off Internet-based consultation, with a summary published of public inputs and the official response. The process may involve simultaneous or overlapping steps, and may be conducted in one round or in two or more rounds of engagement.

Timeline refers to the specific dates on which the discrete steps in the process will take place, or during which they will be completed, and clear start and end dates for the overall engagement.

Answer "d" applies if the executive does not use public participation mechanisms during the budget implementation or formulation stage.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

a. Comprehensive information is provided in a timely manner prior to citizens engagement in both budget formulation and implementation phases.

Comments: Voir processus d'élaboration du Plan National de développement (PND), épine dorsale du Budget de l'Etat.

Researcher Response

Il s'agit ici du processus budgétaire annuel. Alors que le PND est un document de politique pluriannuel. Il ne peut être considéré pour cette question. L'Exécutif ne consulte pas le public lors de l'élaboration du budget annuel.

IBP Comment

This questions relates specifically to the mechanisms indicated in questions 125 and 128. Given the researcher's comment and the discussion included in Q.125, the response remains unchanged.

132. With regard to the mechanism identified in question 125, does the executive provide the public with feedback on how citizens' inputs have been used in the formulation of the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Sustainability", and examines the extent to which the executive provides information to citizens on which public inputs were received, which ones are used in the formulation of the annual budget, and how/why.

By "written record", we mean a document that is produced and released by the lead budget agency (Ministry of Finance, Treasury) that has set up and holds the participation activity.

Answer "a" applies when the executive provides a written document with:

- *The inputs (e.g., a written transcript) received from the public and*
- *A detailed report on how the inputs were used or not used (such report should include information on which inputs were used or not used, why, and how)*

Answer "b" applies when the executive provides a written document that includes:

- *The inputs (e.g., a written transcript) received from the public and*
- *A not-so-detailed report, such as a document with a few paragraphs, on how public inputs were used or not used. This document only gives a general idea on how those inputs were used or not used.*

Answer "c" applies when the executive provides a written document that includes:

- *The inputs (e.g., a written transcript) received from the public or*

- A report (being it detailed or not-so-detailed) on how public inputs have been used or not used.

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget formulation stage.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

133. With regard to the mechanism identified in question 128, does the executive provide the public with information on how citizens' inputs have been used to assist in monitoring the implementation of the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Sustainability", and examines the extent to which the executive provides information to citizens on which public inputs were received during the implementation of the annual budget, which ones are taken into account to improve budget monitoring, and how/why.

By "written record", we mean a document that is produced and released by the lead budget agency (Ministry of Finance, Treasury) that has set up and holds the participation activity.

Answer "a" applies when the executive provides a written document with:

- The inputs (e.g., a written transcript) received from the public and
- A detailed report on how the inputs were used or not used (such report should include information on which inputs were used or not used, why, and how)

Answer "b" applies when the executive provides a written document that includes:

- The inputs received (e.g., a written transcript) from the public and
- A not-so-detailed report, such as a document with a few paragraphs, on how public inputs were used or not used. This document only gives a general idea on how those inputs were or were not taken into account by the executive during budget monitoring.

Answer "c" applies when the executive provides a written document that includes:

- The inputs (e.g., a written transcript) received from the public or
- A report (being it detailed or not-so-detailed) on how public inputs have been used or not used.

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget implementation stage.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Ce mécanisme n'existe pas encore.

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Agree

134. Are participation mechanisms incorporated into the timetable for formulating the Executive's Budget Proposal?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles on "Sustainability," "Timeliness" and "Complementarity" and addresses whether the executive is able to link participation mechanisms to the administrative processes that are used to create the annual budget.

Please note that "timetable" refers to a document setting deadlines for submissions from other government entities, such as line ministries or subnational government, to the Ministry of Finance or whatever central government agency is in charge of coordinating the budget's formulation. This document is sometimes referred to as the budget calendar and is the same document referenced in Question 53.

Answer "a" applies if the national executive establishes a clear set of guidelines that enable citizens and civil servants to understand when participation mechanisms should be used to enable citizen inputs to be incorporated into the annual budget. For answer choice "a", the timetable must be available to the public prior to the budget preparation process beginning.

Answer "b" applies if the executive does not establish a clear set of guidelines that enable citizens and civil servants to understand when participation mechanisms should be used to enable citizen inputs to be incorporated into the annual budget or if the executive does not use public participation mechanisms during the budget formulation or implementation stage.

Answer:

b. The requirements for an "a" response are not met.

Source:

Comment:

Dans la décision fixant le calendrier budgétaire, la participation des citoyens n'est pas prévues.

Peer Reviewer
Opinion: Agree

Government Reviewer
Opinion: Disagree

Suggested Answer: c. Not applicable/other (please comment).

Comments: En Côte d'Ivoire, la participation du public à la formulation des dépenses budgétaires se fait en amont lors de l'élaboration du plan national de développement (PND) qui inclut l'identification des projets à exécuter dans le budget après la programmation dans le programme d'investissements publics (PIP).

Researcher Response

Dans le calendrier budgétaire il n'est pas prévu la participation du public.

http://budget.gouv.ci/uploads/docs/instruction_fixant_le_calendrier_delaboration_du_budget_2019_1.pdf.

IBP Comment

Le gouvernement n'a pas fourni des preuves pour soutenir sa réponse, et on a déjà confirmé que les discussions sur le PND ne peuvent pas être considérées comme un mécanisme de participation. La réponse reste "b."

135. Do one or more line ministries use participation mechanisms through which the public can provide input during the formulation or implementation of the annual budget?

GUIDELINES

While questions 125 – 135 focus only on participation mechanisms that the Ministry of Finance, lead budget agency, or central coordinating agency currently use to allow the public to participate in the national budget process, this question asks about participation mechanisms used by line ministries to allow the public to participate in national budget processes. Thus, participation mechanisms used by the Ministry of Finance, lead budget agency, or central coordinating agency should not be used to answer this question. If there is more than one mechanism used by a line ministry or if multiple line ministries use participation mechanisms, please select the deepest or most interactive mechanism that reflects the government's efforts to incorporate citizens' input into the formulation and/or implementation of the annual budget.

This question reflects the GIFT principles on "Inclusiveness" and "Timeliness" and assesses the extent to which the participation mechanism(s) used by the executive are truly interactive and involve a two-way conversation between citizens and the executive.

The drafting of this question and its answers are partially drawn from the IAP2 Spectrum of Public Participation, in particular with regards to the concepts of "involvement" (option "a" in the responses) and "consultation" (option "b"). See: https://cdn.ymaws.com/www.iap2.org/resource/resmgr/foundations_course/IAP2_P2_Spectrum_FINAL.pdf

To answer "a," a line ministry must use open participation mechanisms that involve the public in the formulation or implementation of the annual budget. This means that a public process is in place whereby CSOs and/or individual members of the public and government officials interact, and have the opportunity to express their opinions to each other in what can be considered a public dialogue between them (i.e., in-person and online discussion forums). Additionally, the mechanism should be open to any CSO and/or individual members of the public who wish to participate. By selecting this answer, the researcher must present evidence to support the presence of a public dialogue among citizens and government official. Examples include public meetings and online deliberative exchanges.

Answer "b" applies if an open consultation mechanism is in place whereby members of the public (i.e., individuals and/or CSOs as well as academics, independent experts, policy think tanks, and business organizations) can provide their input in the formulation or implementation of the annual budget. This answer applies if the government is using a mechanism that is structured and well established, and not ad-hoc. The researcher must present evidence to support the presence of consultative processes through which a line ministry seeks out inputs from citizens. Examples include surveys, focus groups, report cards, published policy consultation exercises, and online platforms that government officials actively manage to solicit inputs.

Answer "c" applies if a line ministry has established a mechanism or mechanisms to allow citizens to participate in the budget formulation phase, but:

1) The mechanisms are not structured and happen only on ad-hoc basis, or not regularly.

and/or

2) A line ministry consults with and/or interacts with, citizens, but there is discretion in who is allowed to participate, and the line ministry determines fully or partially such selection process by inviting specific groups (for example by making an open call but just to experts from a particular sector, or naming specific organizations). While it is not possible for all citizens and/or CSOs to participate in this or other phases of the budget process, options "a" and "b" apply if the government does not exercise any discretion in determining who is allowed to participate. While there is likely going to be self-selection, it is important that the selection is not made by the executive.

In cases where there is discretion in who is allowed to participate, to select answer choice "c", there should be some sort of public record (held in public, minutes of meetings released to public) so that the all CSOs and individual members of the public can have knowledge of the meeting, who participated, and what was discussed.

The researcher must present evidence to support selection of a "c" response.

Examples of mechanisms that might qualify as a "c" response include hotlines, Facebook announcements, and one-off meetings with NGOs in which there is a public record.

Answer:

c. Yes, at least one line ministry uses participation mechanisms during the budget formulation or implementation phase, but either these mechanisms capture only some ad-hoc views, or the executive invites specific individuals or groups for budget discussions (participation is not, in practice, open to everyone).

Source:

Comment:

Cela n'existe pas encore.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Disagree

Suggested Answer:

c. Yes, at least one line ministry uses participation mechanisms during the budget formulation or implementation phase, but either these mechanisms capture only some ad-hoc views, or the executive invites specific individuals or groups for budget discussions (participation is not, in practice, open to everyone).

Comments: En Côte d'Ivoire, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a mis en place un Comité qui intègre les ONG et OSC concernées, en vue de la bonne répartition et attribution de l'assistance apportée par le Gouvernement à ces organisations et pour en suivre la mise en œuvre.

Researcher Response

Nous n'avons pas connaissance de l'existence de ce mécanisme, parce qu'il n'est pas ouvert à tous les citoyens mais (selon ce que dit le chercheur du gouvernement) aux OSC intervenant dans le domaine de la famille la femme et l'enfant. Par ailleurs, nous n'avons pas pu avoir les preuves de ces consultations (même sur le site du ministère en question). Donc pour nous c'est la réponse "c" qui est appropriée.

IBP Comment

Response changes from "d" to "c" upon reviewing the Government Reviewer's and Researcher's comments.

136. Does the legislature or the relevant legislative committee(s) hold public hearings and/or use other participation mechanisms through which the public can provide input during its public deliberations on the formulation of the annual budget (pre-budget and/or approval stages)?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principle on "Sustainability," "Transparency," and "Complementarity" and assesses the extent to which the participation mechanism(s) used by the legislature are interactive and involve a two-way conversation between citizens and the legislature, rather than being limited to allowing the public to attend or hear public budget deliberations.

Please consider participation mechanisms that the legislature (both in its whole institution or its relevant budget/public accounts/finance committees) has put in place and is using to allow the public to participate in their deliberations on the annual budget. This includes deliberations during the pre-budget phase (i.e., when the executive is still in the process of formulating the draft budget) and the budget discussions after the budget has been tabled to parliament and before it is approved. In the comment box, please specify during which stage of the budget cycle the legislature has put in place a public participation mechanism.

Mechanisms through which members of the public reach out to individual Members of Parliament as opposed to the legislature (both in its whole institution or its relevant budget/public accounts/finance committees) or unofficial hearings organized by a subset of committee members should not be considered in answering this question.

If there is more than one mechanism, please select a mechanism that best shows/reflects the legislature's efforts to incorporate citizens into the formulation of the annual budget. The participation mechanisms can involve a range of different issues, such as revenues, policy selection, and macro-fiscal planning (please note that the issue of coverage is covered in a subsequent question).

To answer "a," the legislature must hold public hearings where citizens are allowed to testify. This answer applies only if the legislature does not exercise discretion in determining which citizens and/or CSOs can testify (for example, participation takes place on a first-come-first-served basis).

Answer "b" should be selected if the following applies:

- *The legislature holds public hearings on the budget;*
- *Testimony is not allowed from members of the public or CSOs; but*
- *There are other means used by the legislature to receive and collect views from citizens and CSOs on the budget, and the legislature does not exercise discretion in determining which citizens and/or CSOs can provide input. The researcher must provide evidence to support the presence of those alternative processes through which the legislature seeks inputs from citizens. For example, there should be a public record indicating that views from citizens and the public were sought.*

Answer "c" should be selected if the following applies:

- *The legislature holds public hearings on the budget;*
- *Testimony is not allowed from members of the public or CSOs;*
- *No other means are used by the legislature to receive and collect views/input from citizens and CSOs on the budget, but*
- *The legislature invites a few individuals/groups to provide input (through public hearings or elsewhere)*

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the legislature does not use public participation mechanisms during its deliberations on the annual budget

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

137. During the legislative deliberations on the annual budget (pre-budget or approval stages), which of the following key topics does the legislature's (or relevant legislative budget committee) engagement with citizens cover?

For the purpose of this question, key topics are considered to be:

1. Macroeconomic issues
2. Revenue forecasts, policies, and administration
3. Social spending policies
4. Deficit and debt levels
5. Public investment projects
6. Public services

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Timeliness". Please consider the range of mechanisms currently used by the legislature to promote public participation during legislative deliberations on the annual budget.

Please note that while the public engagement can/may cover other topics, for the purpose of answering this question, "key topics" are considered to be only the ones listed above. If the legislature's engagement with the public covers topics other than the six listed above, please specify these topics in the comments.

Note also that this question assesses only the coverage of public engagement (i.e., "what issues is the public invited to engage on?") and issues related to the depth of engagement or selectivity of engaged are not dealt with by this question.

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the legislature does not use public participation mechanisms during its deliberations on the annual budget.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

138. Does the legislature provide feedback to the public on how citizens' inputs have been used during legislative deliberations on the annual budget?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Sustainability", and examines the extent to which the legislature provides information to citizens on which public inputs were received and how inputs were used during legislative deliberations (please note that these deliberations can refer to the pre-budget and approval phases). By "written record" in this question, we mean a document that is produced and released by the legislature.

Answer "a" applies when the legislature provides a written document with:

- *The inputs received from the public (e.g., a written transcript) and*
- *A detailed report on how the inputs were used or not used (such report should include information on which inputs were used or not used, why, and how).*

Answer "b" applies when the legislature provides a written document that includes:

- *The inputs received from the public (e.g., a written transcript) and*
- *A not-so-detailed report on how public inputs were used or not used. This document only gives a general idea on how those inputs were used or not used in legislative deliberations on the annual budget (please note that these deliberations refer to the pre-budget and approval phases).*

Answer "c" applies when the legislature provides a written document that includes:

- *The inputs received from the public (e.g., a written transcript) or*
- *A report (being it detailed or not-so-detailed) on how public inputs have been used or not used.*

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the legislature does not use public participation mechanisms during its deliberations on the annual budget.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Les députés rendent compte aux différentes populations de leur localités respectives, sans toutefois élaborer systématiquement un rapport.

139. Does the legislature hold public hearings and/or use other participation mechanisms through which the public can provide input during its public deliberations on the Audit Report?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principle on "Sustainability," "Transparency," and "Complementarity" and assesses the extent to which the participation mechanism(s) used by the legislative are interactive and involve a two-way conversation between citizens and the legislature, rather than being limited to allowing the public to attend or hear public budget deliberations.

A key constitutional role of the legislature in almost all countries is to oversee the government's management of public resources. While the Supreme Audit Institution is responsible for checking the government's accounts and publishing the outcome of their audits, for accountability purposes it is essential that the legislature reviews and scrutinizes those reports, and checks on whether the executive is taking the appropriate corrective actions based on the Supreme Audit Institution's recommendations.

Holding public hearings to review audit findings allows the public to learn more about how the government has managed its resources for the budget years that have ended, and demand accountability in case of mismanagement and irregularities. Reviewing and discussing those reports in public is therefore a key responsibility of a legislature.

Please note that by "Audit Report" we refer to the same audit report assessed in the transparency section of this Survey, i.e., one of the eight key budget documents that all governments (in this case, the Supreme Audit Institution) must produce, according to best practice.

Please consider participation mechanisms that the legislature (both in its whole institution or its relevant budget/public accounts/finance committees) have put in place and using to allow the public to participate in their deliberations on the Audit Report.

Mechanisms through which members of the public reach out to individual members of parliament as opposed to the legislature (both in its whole institution or its relevant budget/public accounts/finance committees) or unofficial hearings organized by a subset of committee members should not be considered in answering this question.

To answer "a," the national legislature must hold public hearings where citizens are allowed to testify. This answer applies only if the legislature does not exercise discretion in determining which citizens and/or CSOs can testify (for example, participation takes place on a first-come-first-served basis).

Answer "b" should be selected if the following applies:

- *The legislature holds public hearings on the budget;*
- *No testimony is allowed from the public; BUT*
- *There are other means used by the legislature to receive and collect views from citizens and CSOs on the budget, and the legislature does not exercise discretion in determining which citizens and/or CSOs can provide input. The researcher must provide evidence to support the presence of those alternative processes through which the legislature seeks inputs from citizens. For example, there should be a public record indicating that views from citizens and the public were sought.*

Answer "c" should be selected if the following applies:

- *The legislature holds public hearings on the budget;*
- *No testimony is allowed from the public;*
- *No other means are used by the legislature to receive and collect views/input from citizens and CSOs on the budget, BUT*
- *The legislature invites a few individuals/groups to provide input (through public hearings or elsewhere)*

Answer "d" applies if the requirements for a "c" response or above are not met or if the legislature does not use public participation mechanisms during its deliberations on the Audit Report.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

140. Does the Supreme Audit Institution (SAI) maintain formal mechanisms through which the public can suggest issues/topics to include in the SAI's audit program (for example, by bringing ideas on agencies, programs, or projects that could be audited)?

GUIDELINES:

This question assesses whether the Supreme Audit Institution (SAI) has established mechanisms through which the public can provide suggestions on issues/topics to be included in its audit program. When deciding its audit agenda, the SAI may undertake audits for a sample of agencies, projects, and programs in the country; and such a selection could be based on complaints and suggestions made by members of the public. To receive such suggestions, the SAI may create formal mechanisms, like setting up a website, hotline, or office (or assigning staff to liaise with the public).

Answer:

b. The requirements for an "a" response are not met.

Source:

Comment:

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

141. Does the Supreme Audit Institution (SAI) provide the public with feedback on how citizens' inputs have been used to determine its audit program?

GUIDELINES:

This question reflects the GIFT principles of "Transparency" and "Sustainability", and examines the extent to which the Supreme Audit Institution provides information to citizens on which public inputs were received, which ones are used to determine the Supreme Audit Institution's audit program. By "written record" in this question, we mean a document that is produced and released by the Supreme Audit Institution.

Answer "a" applies when the Supreme Audit Institution provides a written document with:

- *The inputs received from the public and*
- *A detailed report on how the inputs were used or not used (such report should include information on which inputs were used or not used, why, and how).*

Answer "b" applies when the SAI provides a written document that includes:

- *The inputs received from the public and*
- *A not-so-detailed report on how public inputs were used or not used. This document only gives a general idea on how those inputs were used or not used to determine the SAI's annual audit program.*

Answer "c" applies when the SAI provides a written document that includes:

- The received from the public or
- A report (being it detailed or not-so-detailed) on how public inputs have been used or not used.

Answer "d" applies if requirements for a "c" response or above are not met or if maintain formal mechanisms through which the public can suggests issues/topics to include in the SAI's audit program.

Answer:

d. The requirements for a "c" response or above are not met.

Source:

Comment:

Il n'y a pas de d'interaction entre l'institution supérieur de contrôle et les citoyens.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree

Comments: Toutefois, il ne me semble pas juste de dire qu'il n'y a pas de d'interaction entre l'institution supérieur de contrôle et les citoyens.

142. Does the Supreme Audit Institution (SAI) maintain formal mechanisms through which the public can contribute to audit investigations (as respondents, witnesses, etc.)?

GUIDELINES:

This question mirrors question 140, but instead of covering public assistance in formulating the SAI's audit program, it focuses on whether the Supreme Audit Institution has established mechanisms through which the public can participate in audit investigations. In addition to seeking public input to determine its audit agenda, the SAI may wish to provide formal opportunities for the public and civil society organizations to participate in the actual audit investigations, as witnesses or respondents.

Answer:

b. The requirements for an "a" response are not met.

Source:

Comment:

Il n'y a pas encore d'interaction entre l'institution supérieure de contrôle et les citoyens.

Peer Reviewer

Opinion: Agree

Government Reviewer

Opinion: Agree